



**HAL**  
open science

# L'engagement militant au regard d'une association d'éducation populaire. Le cas des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active en région PACA

Alicia Jacquot

## ► To cite this version:

Alicia Jacquot. L'engagement militant au regard d'une association d'éducation populaire. Le cas des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active en région PACA. Sociologie. 2016. dumas-01753141

**HAL Id: dumas-01753141**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01753141>**

Submitted on 29 Mar 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Département de sociologie

Mémoire de Master 2 Professionnel de sociologie

# L'engagement militant au regard d'une association d'éducation populaire

*Le cas des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education*

*Active en région PACA*

Sous la direction de Mr Patrick PEREZ

# Remerciements

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, je remercie Mr Patrick PEREZ, professeur à Aix Marseille Université. En tant que directeur de mémoire, et professeur, il m'a guidée dans mon travail et m'a aidée à trouver des solutions pour avancer tout au long de ma recherche mais aussi dans ma scolarité.

Je voudrai également remercier les intervenants et les professeurs en charge des enseignements de sociologie qui m'ont donné le goût des études et de la recherche.

Je tenais aussi à remercier les dirigeants des Ceméa ; Jean-Baptiste CLERICO et Matthieu BOHY pour avoir eu la gentillesse de m'accepter en stage et pour avoir consacré du temps à ma recherche.

Je remercie également les salariés et permanents de l'association qui m'ont accueillie au bureau durant quatre mois, mais aussi tous les militants des Ceméa ; ceux qui ont pris le temps de répondre à mes questions et ceux qui m'ont encouragée tout au long de mes années universitaires.

Des remerciements aussi pour mes proches et mes amis qui m'ont soutenue pendant mon parcours et qui ont consacré du temps pour lire ce mémoire et m'aider à le corriger.

J'espère que ce travail sera à la hauteur de leur investissement et des leurs attentes.

Pour finir, j'aimerais évoquer cette citation de Pierre BOURDIEU qui m'a donné beaucoup de peine durant mes études de sociologie mais qui m'a accompagnée dans ma réflexion sur cette science :

*« Le sociologue rompt le cercle enchanté en essayant de faire savoir ce que l'univers du savoir ne veut pas savoir, notamment sur lui-même. »<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> *Les méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.

## Sommaire

Introduction.....	4
I. Un objet de recherche qui possède de nombreuses facettes.....	4
A. Les Ceméa, l'éducation populaire et l'éducation nouvelle .....	4
B. Le fonctionnement de l'association en Provence-Alpes-Côte-D'azur.....	11
II. La méthodologie de l'enquête .....	15
A. La question de départ et les hypothèses .....	15
B. Ma méthode d'enquête et ma place dans le stage.....	16
Partie 1 : Le contexte scientifique, historique, politique et social de l'associatif et du militantisme...	26
I. Etat des lieux de la recherche sur les mouvements sociaux et l'engagement militant .....	26
A. Une pluralité de paradigmes sur les mouvements sociaux.....	26
B. L'engagement militant, un travail sur les paradigmes pour dépasser les vieux clivages.....	32
II. Le milieu associatif en France, entre tensions et transformations.....	38
A. Qu'en est-il du monde associatif aujourd'hui ? .....	38
B. La mise en place d'un marché associatif.....	41
III. Les Ceméa, une association liée à l'Etat.....	45
A. Par les subventions.....	45
B. Par l'arrivée de l'expertise et des appels d'offre .....	51
Partie 2 : Les Ceméa ; une association qui se transforme et qui organise collectivement l'engagement militant .....	56
I. Les Ceméa, une association qui évolue au fil du temps.....	57
A. Une histoire collective de l'association .....	57
B. Un parcours mouvementé pour les Ceméa PACA.....	63
II. L'institutionnalisation des pratiques militantes.....	68
A. Pourquoi et comment les Ceméa s'institutionnalisent ? .....	68
B. Qu'est-ce que cela crée au sein de l'association territoriale? .....	72
III. Les Ceméa, une instance de socialisation secondaire.....	76

A. Le développement d'une identité collective.....	76
B. Un maintien du lien affectif, le vecteur d'un capital social collectif.....	83
Partie 3 : Les militants, au cœur de l'association.....	88
I. Des parcours militants.....	88
A. La découverte de l'association, un vecteur d'entrée.....	89
B. Un parcours en constante mutation.....	93
II. La question de l'engagement militant.....	101
A. Les raisons et les causes du militantisme, une théorie mise à l'épreuve.....	101
B. Une définition de l'engagement faite par les militants.....	107
III. Comment les militants perçoivent et agissent sur l'association.....	113
A. Des avis partagés sur les transformations de l'association.....	113
B. La question du désengagement ou du non-engagement.....	117
Conclusion de la recherche.....	124
Bibliographie.....	127

## Introduction

Dans cette introduction nous présenterons le sujet de cette recherche et ce qu'il questionne, puis nous verrons en quoi il présente un objet sociologique. Puis, par la suite, nous nous intéresserons à la construction de cette recherche à travers les questions qui ont été soulevées et comment elles ont été traitées méthodologiquement. Pour enfin construire les bases d'un raisonnement sociologique.

### I. Un objet de recherche qui possède de nombreuses facettes

#### A. Les Ceméa, l'éducation populaire et l'éducation nouvelle

Afin de mieux comprendre le sujet de cette recherche et ce qu'il questionne, il est important de commencer par présenter l'association de manière rapide et en quoi elle présente un intérêt sociologique. En revanche, il paraît nécessaire, dès le début de cette recherche, de présenter ce que sont l'éducation populaire et l'éducation nouvelle dans la mesure où les Ceméa se sont construits conjointement avec ces courants et qu'ils en revendiquent leur appartenance. Nous consacrerons donc plus de temps, dans cette introduction, à l'analyse de ces mouvements. Par la suite, et dans une plus grande partie, nous nous focaliserons plus sur l'histoire de l'association en elle-même afin de comprendre ses transformations.

#### Les Ceméa, en bref

L'association des Ceméa<sup>2</sup> a vu le jour en 1937 dans un contexte d'apparition des congés payés. Par la suite, un nombre important de personnes partent en vacances, notamment sans leurs enfants. Il a donc fallu ouvrir des structures d'accueil, autres que des centres de vacances religieux. Pour ce faire, il était nécessaire de former des encadrants ; les moniteurs (nouvellement : animateurs). À la simple surveillance des enfants, l'association considère qu'il fallait substituer l'action d'éducateurs préparés à leur tâche et soutenus dans leur travail par une conception pédagogique, celle de l'Éducation nouvelle, une pédagogie « qui crée des situations où chacun, enfant, adolescent, adulte, en prenant conscience de son milieu de vie, peut se l'approprier, le faire évoluer, le modifier, dans une perspective de progrès individuel et social. » Cette association est régie alors par 7 principes qui guident son action :

---

<sup>2</sup> Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active

→ Tout être humain peut se développer et même se transformer au cours de sa vie. Il en a le désir et les possibilités.

→ Il n’y a qu’une éducation. Elle s’adresse à tous. Elle est de tous les instants.

→ Notre action est menée en contact étroit avec la réalité.

→ Tout être humain, sans distinction de sexe, d’âge, d’origine, de convictions, de culture, de situation sociale a droit à notre respect et à nos égards.

→ Le milieu de vie joue un rôle capital dans le développement de l’individu.

→ L’éducation doit se fonder sur l’activité, essentielle dans la formation personnelle et dans l’acquisition de la culture.

→ L’expérience personnelle est un facteur indispensable du développement de la personnalité.

→ La laïcité, c’est l’ouverture à la compréhension de l’autre dans l’acceptation des différences et dans le respect du pluralisme. C’est aussi le combat pour la liberté d’expression de chacun et contre toute forme d’obscurantisme, de discrimination, d’exclusion et d’injustice.<sup>3</sup>

Afin de former ces professionnels, des associations ont vu le jour et se sont, soit spécialisées dans la formation de moniteur, soit dans la gestion de centres de vacances, soit ces deux aspects combinés. Les Ceméa, quant à eux, ont choisi de ne pas gérer de centres de vacances et ont donc pris une identité d’organisme de formation. Cette association s’est développée au fil du temps et s’est organisée en association nationale découpée en territoires, principalement présents dans les académies. Cette histoire des Ceméa n’est donc pas exhaustive, mais sera analysée plus en détail dans la partie II de ce mémoire.

### L’éducation populaire, une éducation pour tous dans un cadre restreint

En revanche, il est intéressant de se focaliser plus en détail sur ce qu’est l’éducation populaire afin de comprendre le cadre historique dans lequel l’association émerge et, de là, quelles sont les valeurs que l’association défend dans ses discours, dans son fonctionnement mais aussi sur le terrain, aux travers des formations. Par contre, il est important de préciser que cette recherche n’a pas vocation à analyser l’histoire de l’éducation populaire ni à la questionner, mais plutôt de se servir de son histoire afin de comprendre quelles valeurs l’association véhicule et comment les militants s’en emparent pour les retransmettre sur le terrain, voire dans leur engagement.

---

<sup>3</sup> (Extrait) par Gisèle de Failly lors du congrès de Caen de 1957.

Ainsi, donner une définition exhaustive de l'éducation populaire peut paraître complexe mais, nous pouvons tenter d'en retracer les moments clés de son histoire (grâce aux travaux de G. POUJOL<sup>4</sup>) afin d'en comprendre l'essence et les valeurs<sup>5</sup> qui en découlent au sein de l'association.

Dans un premier temps, il est intéressant de savoir qu'en France, il est attribué habituellement à Condorcet, lors de la Révolution Française, la filiation de l'éducation populaire. En effet, ce dernier a écrit dans un rapport sur l'instruction en 1792, que la liberté n'est pas quelque chose qui se décrète mais bien quelque chose qui s'acquiert grâce à l'éducation. De plus, on aperçoit dans ses discours les prémices d'une pensée laïque, car il oppose les « hommes qui croient » à ceux qui « raisonnent ». Ce qui opposera par la suite des mouvements laïcs aux mouvements catholiques. Aujourd'hui, la laïcité est encore une base idéologique de l'éducation populaire, dans lesquels les Ceméa ont affirmé :

« La laïcité est un des principes fondamentaux de notre société, un facteur essentiel d'unité. Elle est aujourd'hui remise en cause directement par ceux mêmes qui ont mission de la garantir. Les Ceméa exigent de l'Etat et de l'ensemble des pouvoirs publics de respecter et de faire appliquer pleinement les principes qui fondent la laïcité : la liberté de conscience, la séparation des églises et de l'Etat, le libre exercice de tous les cultes et de l'athéisme, le respect des droits humains et de la diversité culturelle. Cela nécessite de combattre les fondamentalismes, prosélytismes et replis communautaires et de lutter par tous les moyens contre les conditionnements et les aliénations de l'industrie de la communication et des marchés. Les Ceméa, pour leur part, continueront d'agir pour créer les conditions de l'acquisition de l'esprit critique et du développement du vivre ensemble. »<sup>6</sup>

Par la suite, le deuxième socle important de l'éducation populaire est celui de la Commune de Paris<sup>7</sup>. En effet, dans la mouvance du programme de Belleville, les communards posent les bases de ce que seront 10 ans plus tard les lois Ferry, et prônent le fait qu'il faut « instruire pour révolter ». L'éducation est à la base du projet de la Commune. Cette expérience reste une référence pour l'éducation populaire car elle symbolise aussi l'union de ce mouvement avec celui du monde ouvrier et les groupes socialo-communistes de la fin du XIXe siècle. D'ailleurs, Fernand Pelloutier, militant

---

<sup>4</sup> G. POUJOL, *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, Paris, Ed ouvrières, 1981.

<sup>5</sup> Entendues ici au sens wébérien du terme, c'est-à-dire le rapport aux valeurs : le sociologue va chercher à saisir la signification que donne un individu à son action. D'après la définition donnée par le dictionnaire, les valeurs constituent des idéaux collectifs qui définissent dans une société donnée les critères du désirable, autrement dit, les principes moraux qui servent de référence aux individus. Ces valeurs sont interdépendantes et forment ce que l'on appelle communément un « système de valeurs » dans le sens où elles s'organisent pour former une certaine vision du monde.

<sup>6</sup> Manifeste des CEMEA, rédigé lors du Xe Congrès des CEMEA d'Aix-en-Provence d'Aout 2010

<sup>7</sup> 21 mars – 28 Mai 1871

marxiste de la fin du siècle disait « ce qu'il manque à l'ouvrier c'est la science de son malheur ». De même que pour le croyant, les mouvements d'éducation populaire pensent que la révolte de l'ouvrier ne se fera qu'après un processus d'émancipation qui ne peut se faire que par l'éducation.

On peut déjà constater que ces discours peuvent être empreints de pensées misérabilistes<sup>8</sup> à l'encontre du monde ouvrier car les autres classes sociales les pensent incapables de comprendre leur condition et d'agir en conséquence. La sociologue G. POUJOL évoquera aussi ce constat : « Des acteurs en position médiane, entre la classe possédante et la classe ouvrière, vont en quelque sorte, tenter de jouer les médiateurs. Par rapport à la lutte des classes, ils se savent extérieurs à la classe ouvrière mais ont décidé d'aller vers elle, « d'aller au peuple » dira-t-on, pour se le concilier, pourrait-on dire. Les promoteurs de l'Éducation populaire analysent la société en termes de classes sociales et acceptent implicitement ou explicitement l'idée de lutte entre les classes. Le fait que les acteurs de la société française d'aujourd'hui analysent la société en termes d'exclusion a une tout autre portée pour construire un projet militant, car implicitement ou explicitement il n'est pas question de lutte entre exclus et non exclus. Le qualificatif « populaire » associé à Éducation est lourd de connotation : le peuple des villes, de lui-même, est un danger potentiel, même si le paysan redécouvert par les folkloristes est, quant à lui, proche de la pureté originelle. L'éducation est censée contribuer à la paix sociale en évitant les conflits de classe. [...] La référence mythique à une filiation avec le mouvement ouvrier ne résiste donc pas longtemps à une étude sérieuse des faits. Éducation ouvrière et Éducation populaire ne sont pas, et n'ont jamais été synonymes.»<sup>9</sup>

Pour cette sociologue, la question de l'éducation populaire est aussi liée à celle de la « mise à mal de la culture populaire ». Pour elle, il y a deux évènements qui marquent cette mise à mal :

- **La fin du colportage**, via une circulaire d'application de la loi du 27 juillet 1849 sur la presse, dans laquelle le ministre de l'Intérieur écrivait aux préfets : « Le caractère le plus commun des écrits qu'on s'efforce de répandre en ce moment et auxquels on donne la forme la plus populaire, c'est de diviser la société en deux classes, les riches et les pauvres, de représenter les premiers comme les tyrans, les seconds comme les victimes, d'exciter l'envie ou la haine des uns contre les autres et de préparer ainsi dans notre société qui a tant besoin d'unité et de fraternité tous les éléments d'une

---

<sup>8</sup> Réflexion présente dans l'œuvre de C. GRIGNON et J.C. PASSERON, *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le seuil, 1989

<sup>9</sup> G. POUJOL, « Education populaire, une histoire française », *Hermès la Revue*, n°42, 2005, p°126-130

guerre civile. Peu après était mise en œuvre une « commission d'examen des livres de colportage.

- **L'unité de la langue imposée par l'École et la mise à l'écart des langues locales**, « ce que les pratiques de l'Éducation populaire n'ont jamais remis en question. À cette destruction délibérée de la culture populaire, on oppose alors un projet d'Éducation populaire. »

Puis, avec l'arrivée du Front Populaire en 1936, l'éducation populaire obtient une reconnaissance publique de son action (cf : Partie II, I, A). Dans un contexte de la montée du fascisme en Europe, le développement des loisirs et des vacances permet un développement des mouvements d'Éducation populaire, pour qui les temps libérés sont les moments propices à une éducation émancipatrice. Cette revendication perdure encore aujourd'hui aux Ceméa :

« Pour les Ceméa, les temps libérés sont aujourd'hui l'un des enjeux majeurs de la société. Les inégalités devant les loisirs et les vacances posent la question de la cohésion de la société. Militant pour la reconnaissance du sens éducatif des temps libérés, les Ceméa revendiquent le droit effectif aux vacances, aux loisirs et au départ pour tous. »<sup>10</sup>

C'est donc dans ce contexte que les mouvements d'éducation populaire se développent notamment avec l'organisation de Centres de Vacances (UFCV<sup>11</sup>...), de camps de scoutismes (Scouts, Eclaireuses et Eclaireurs de France...) ou de formation des personnels de ces centres de vacances (Ceméa). Pour G. POUJOL, « Le qualificatif « populaire » désigne le public, un public quelquefois nommé « le peuple », en particulier par des catholiques sociaux réunis par Marc Sangnier dans le Sillon au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les laïques répondront à travers la création de La Ligue de l'Enseignement, et plus tard des Universités populaires, liées à des partis de gauche. [...] Dans les années 1960, ces modèles seront balayés par la notion d'animation socioculturelle, qui va être prise en charge par des professionnels payés par l'État. »<sup>12</sup>

Le dernier jalon idéologique qui a forgé l'éducation populaire est celui de l'après-guerre. Dès lors, les systèmes éducatifs européens sont remis en question, au prisme de la participation ou la caution des populations vis-à-vis de la Shoah. Les penseurs de l'éducation populaire se posent la question des ressorts de ce qui a permis l'extermination systématique et industrielle d'une frange de

---

<sup>10</sup> Manifeste des CEMEA, rédigé lors du Xe Congrès des CEMEA d'Aix-en-Provence d'Aout 2010

<sup>11</sup> Union Française des Centres de Vacances créée en 1907

<sup>12</sup> *Ibid*

la population. Le défi de l'après-guerre pour l'éducation populaire est de permettre l'émancipation des populations pour ne pas qu'un phénomène comme la shoah puisse se dérouler de nouveau. C'est aussi pour cette raison que les mouvements d'éducation populaire vont s'engouffrer dans la construction européenne en prônant la mobilité des personnes. Les Ceméa ont affirmé :

« La mobilité favorise l'apprentissage et l'acquisition de compétences sociales, l'exercice de solidarités collectives, l'expérience du rapport à l'autre et au monde. Cela peut se vivre dans son quartier, dans sa ville, dans son pays, autant que dans l'Europe et dans le monde. »<sup>13</sup>

C'est donc autour de la laïcité, de l'éducation pour tous, de la défense des temps libérés et de leur caractère éducatif ainsi que de la mobilité que se forment les valeurs de l'éducation populaire. Valeurs qui se revendiquent accessibles à tous, mais qui ont souvent été portées par des figures issues de la bourgeoisie et maintenant par des acteurs issus des classes moyennes ou supérieures. Ce que déplore G. POUJOL : « Aujourd'hui, les laïques comme les militants d'associations dont l'histoire est catholique forment un ensemble qui part du centre-droit pour aller jusqu'au parti communiste. Certains militants, professionnels ou non, résistent en invoquant le projet d'Éducation populaire et en ciblant des publics particuliers. Les exclus de la fracture sociale, de la lutte des classes, il n'en est plus beaucoup question. Les laïques et les catholiques ne se combattent plus. La laïcité est pour tous de l'ordre du politiquement correct. Populaire accolé à éducation rappelle la dimension politique de l'action entreprise, formulée en termes d'apprentissage de la citoyenneté »<sup>14</sup>.

### L'éducation nouvelle, un lien étroit avec l'école

L'Éducation nouvelle est un courant pédagogique (issu du siècle des lumières et des idées de RABELAIS, MONTAIGNE et COMENIUS) qui défend le principe d'une participation active des individus à leur propre éducation. Elle déclare que l'apprentissage, avant d'être une accumulation de connaissances, doit être un facteur de progrès global de la personne : c'est le début des méthodes actives. Elle prône aussi une éducation globale, accordant une importance égale aux différents domaines éducatifs : intellectuels et artistiques, mais également physiques, manuels et sociaux. L'apprentissage de la vie sociale est considéré comme essentiel. Plusieurs chercheurs sont les figures de proue de ce courant : John DEWEY, militant du « *Learning by doing* » ou apprenant en faisant, Célestin FREINET qui prône le *tâtonnement expérimental* essentiel au développement de

---

<sup>13</sup> Manifeste des CEMEA, rédigé lors du Xe Congrès des CEMEA d'Aix-en-Provence d'Aout 2010

<sup>14</sup> *Ibid*

l'enfant dans ses apprentissages et Ovide DECROLY qui estime qu'il faut partir des centres d'intérêts de l'enfant.

Les premières « écoles actives » suivant ce courant naissent en Angleterre à partir des années 1890. En France, elles voient le jour une dizaine d'années plus tard avec, notamment, l'école des Roches à Verneuil-sur-Avre (27) ouverte par Edmond DEMOLINS. Mais ces écoles ne sont pas ouvertes à tous et restent l'apanage d'une certaine élite. Par ailleurs, elles servent de laboratoire de recherche pour les chercheurs en science de l'éducation comme Maria MONTESSORI, John DEWEY qui ouvre un laboratoire d'études sur la psychologie appliquée en 1896 ou encore Edouard CLAPAREDE qui crée en 1912, l'Institut Jean-Jacques Rousseau.

En parallèle de ce mouvement, l'éducation libertaire voit le jour. Elle a été créée par des anarchistes pour contrecarrer l'école traditionnelle qu'ils considèrent comme un instrument d'aliénation des populations et de reproduction des structures sociales de domination. Les penseurs de ce mouvement sont Sébastien FAURE, William GODWIN, Léon TOLSTOI et bien d'autres. Ils prônent aussi l'enseignement pratique aux côtés du théorique.

La première guerre mondiale marque l'histoire de l'éducation nouvelle dans la mesure où elle va renforcer les idéaux de ses penseurs. En 1921, la ligue internationale pour l'éducation nouvelle est créée, sur la base de la charte de l'éducation nouvelle rédigée en 1915 par Adolphe FERRIERE. En 1928, Célestin FREINET crée la coopérative de l'enseignement laïc. De nombreux congrès sont organisés et rassemblent les penseurs de ce courant jusqu'à la seconde guerre mondiale qui marque la fin de ces regroupements. Le dernier congrès se déroulera en 1946 et revêt des allures de désillusions au sein de ses militants.

De nos jours, le mouvement de l'éducation nouvelle en France est porté par différentes associations comme l'Association Française pour la Lecture (AFL), l'Association Nationale pour le développement de l'Education Nouvelle (ANEN), les Ceméa, le Groupe Français d'Education Nouvelle (GFEN), et bien d'autres. Les écoles issues de ce courant existent encore en France comme les écoles Montessori (179) ou encore Freinet mais ne sont pas accessibles à tous à cause de leurs tarifs (entre 2 000 et 5 000 euros par an). Philippe MEIRIEU évoque ce constat « Un des nombreux paradoxes de l'Education Nouvelle tient au fait qu'elle est, très largement, demeurée marginale dans les pratiques tout en réussissant à imposer la plupart de ses « lieux communs » dans les discours éducatifs. Certes, son caractère marginal a été, et reste systématiquement revendiqué par ses promoteurs qui craignent que l'institutionnalisation de ses propositions leur ôte leur caractère « subversif »,

engendre leur dévoiement et, à terme, provoque leur dilution dans une « pédagogie traditionnelle ordinaire » tout juste « modernisée » pour créer l'illusion. Le repliement sur l'« entre soi » reste, à cet égard, une des caractéristiques majeures de l'Education Nouvelle, de Winneken et ses écoles de Hambourg aux officines plus ou moins secrètes des écoles Steiner, en passant par la création --- certes sous la contrainte ! --- par Célestin Freinet d'une école privée ou la construction du réseau des écoles Montessori... »<sup>15</sup>.

Ainsi, l'association des Ceméa, comme nous avons pu le constater, s'inscrit dans ces deux principaux courants lors de sa création en 1937 par Gisèle De FAILLY. Cela n'est pas une liste exhaustive des paradigmes qui ont inspirés l'association, mais ce sont eux les plus revendiqués au sein des Ceméa. Ces courants ont donc façonné une façon de percevoir le monde et vont influencer sur les pratiques des militants de l'association. Cela va donc se retrouver dans les formations sous la forme affichée de valeurs qui lient les militants entre eux. En effet, dans leur projet pédagogique il est écrit que : « Les Ceméa sont un mouvement d'éducation nouvelle. Ils privilégient une interaction permanente entre l'individu, le groupe, l'environnement et le milieu de vie. Les Ceméa militent pour une laïcité, qui soit une ouverture à la compréhension de l'autre dans l'acceptation des différences et dans le respect du pluralisme, mais aussi un combat pour la liberté d'expression de chacun et, contre toute forme d'obscurantisme, de discrimination, d'exclusion et d'injustice. ». Ce qui retrace les différentes valeurs qui ont traversé l'association au fur et à mesure de son histoire. C'est aussi ce que nous analyserons dans cette recherche aux travers des récits des militants interrogés.

## B. Le fonctionnement de l'association en Provence-Alpes-Côte-D'azur

Comme cette association nationale se divise en associations territoriales, nous allons devoir axer la recherche sur celle présente en région Provence-Alpes-Côte-D'azur, dans un souci de précision mais aussi de temps, dans la mesure où toutes les associations territoriales fonctionnent différemment.

Ainsi, pour ce qui est des Ceméa PACA, on compte 200 militants « actifs », c'est-à-dire qu'ils effectuent au moins une action par an. Ces militants rentrent au sein de l'association par la voie de la cooptation lors d'un stage ou d'une action effectuée aux Ceméa en tant que stagiaire. Les personnes peuvent aussi demander à entrer dans l'association mais ils devront suivre un entretien préalable. A la suite de cette cooptation, une invitation est envoyée pour participer à un weekend de

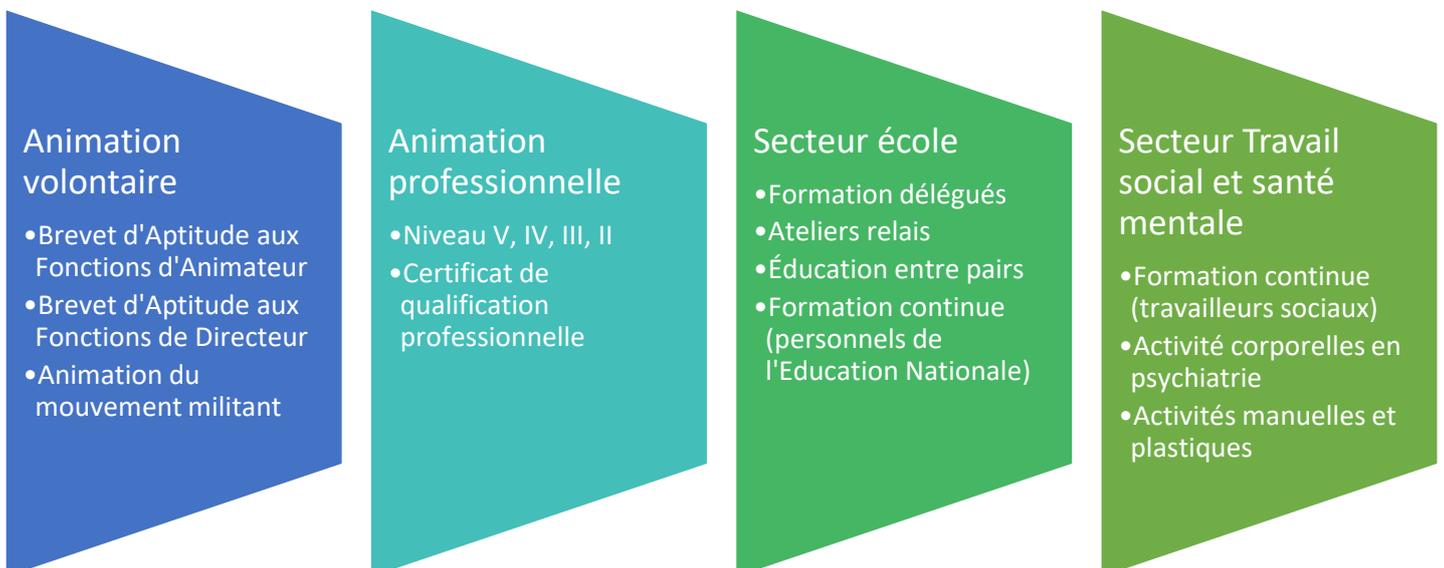
---

<sup>15</sup> P. MEIRIEU, « L'éducation nouvelle, carrefour de malentendus et creuset de la tension fondatrice de l'entreprise éducative. », *L'année de recherche en sciences de l'éducation*, 2013

regroupement de formateurs. Pour comprendre plus en détail le processus d'entrée aux Ceméa PACA, il est important de fournir le schéma « processus de cooptation » mis en annexe 1 de ce mémoire.

Les Ceméa PACA possèdent une organisation très particulière pour une association dans la mesure où elle a un fonctionnement entrepreneurial et un fonctionnement associatif qui se croisent et fonctionnent en parallèle. Ses membres peuvent être salariés et militants (permanents), ou volontaires militants (ils ne seront que défrayés) ou membres de soutien (adhérents).

Cette association possède plusieurs domaines d'intervention :



Au sein de son fonctionnement salarié, chaque secteur possède :

- Un **réfèrent de direction** qui gère les dispositifs au niveau étatique et qui fixe les budgets. Les deux référents de direction sont le directeur et le directeur adjoint.
- Un **coordonnateur**<sup>16</sup> qui gère les actions notamment dans leurs contenus.
- Une **équipe salariée** composée de permanents avec un responsable de formation et des formateurs.

Ces domaines d'intervention sont gérés par l'équipe pédagogique. Mais l'association se compose aussi d'une équipe administrative avec :

- Un **comptable**

---

<sup>16</sup> Le terme vient de changer cette année, le précédent étant responsable pédagogique.

→ Quatre **secrétaires**

Et une équipe technique composée de :

→ Deux **agents d'entretien**

→ Un **responsable matériel** qui gère le matériel des formations et des bureaux mais qui intervient aussi sur des formations en tant que formateur.

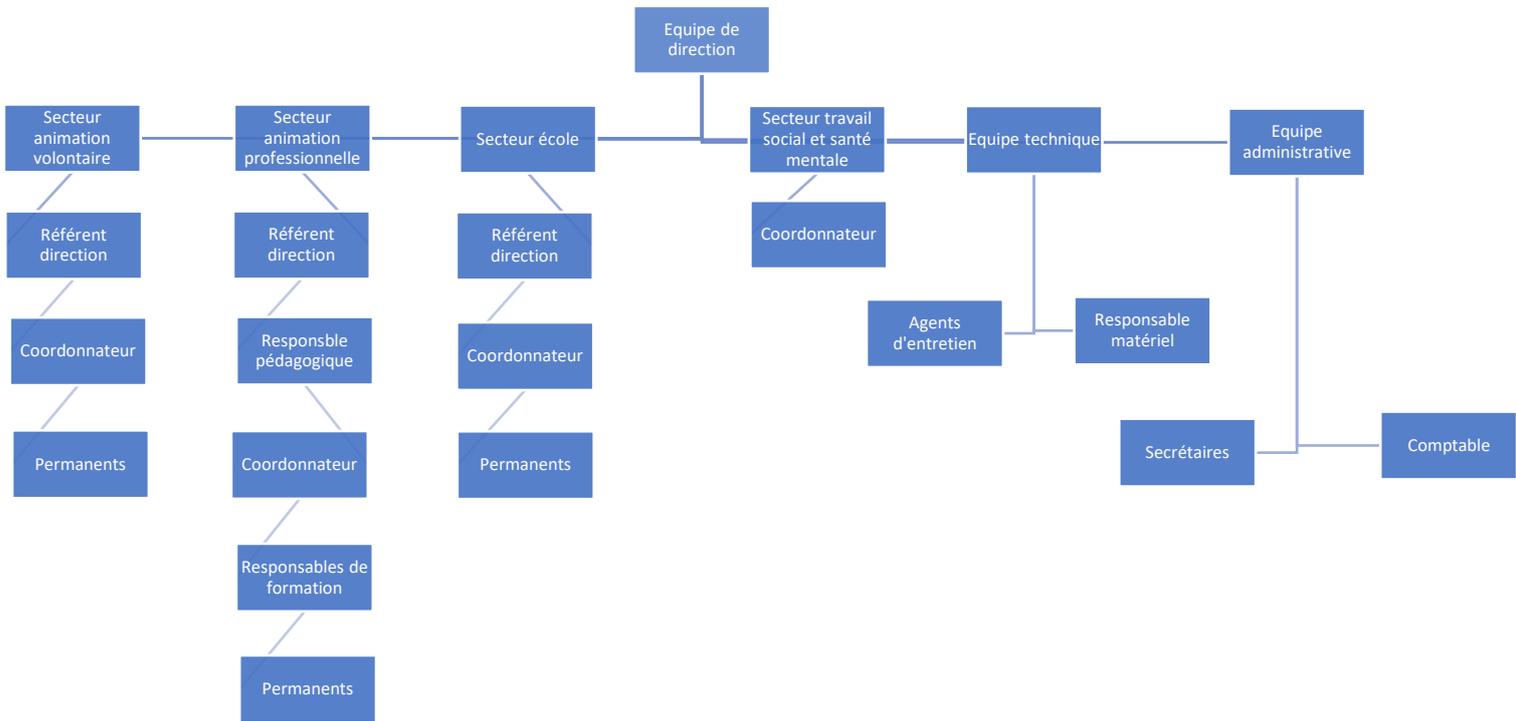
Cette association territoriale possède deux bureaux ; un à Nice et un à Marseille. Au sein de ces bureaux, y travaillent des salariés et des permanents ; 17 à Marseille et 8 à Nice<sup>17</sup>. Chaque permanent possède plusieurs missions dans son contrat. Ainsi, ils peuvent intervenir sur des actions du secteur école mais aussi faire des formations du secteur animation volontaire par exemple.

Dans un souci de lisibilité, il est nécessaire de faire un organigramme de l'association (sur son fonctionnement salarié uniquement) à partir des catégories énoncées précédemment. Pour la partie associative, son fonctionnement reste celui d'une association *lambda* avec un bureau (président, secrétaire et trésorier) composé de militants non-salariés et des militants qui interviennent sur toutes les formations et les actions de manière volontaire. Ils choisissent eux-mêmes leur mission et peuvent être contactés par un responsable de formation pour intervenir. Il existe aussi le statut d'adhérent (militant ou non) et de membre de soutien (qui soutien financièrement l'association).

---

<sup>17</sup> Le nombre de salariés change souvent, il se peut que ces chiffres soient caducs à la date de ce mémoire.

Figure 1: schéma organisationnel des salariés des Ceméa PACA



Le Conseil d'Administration, quant à lui, est composé de 15 personnes militantes, non salariées. Il faut aussi préciser que dans le projet de direction établi en 2012, lors de l'arrivée d'un nouveau directeur régional des Ceméa PACA, il est inscrit que l'association possède 3 identités qui s'articulent et s'équilibrent :

- L'association d'éducation populaire
- Le mouvement militant
- L'entreprise d'économie sociale et solidaire

Par ailleurs, l'avènement d'un nouveau directeur s'accompagne d'un nouvel objectif pour l'association ; en l'occurrence celui de se développer sur le territoire. A la différence de l'ancien projet directeur qui s'articulait autour de la question de l'unification de l'antenne « Côte d'azur » à Nice et « Provence » à Marseille.

## II. La méthodologie de l'enquête

### A. La question de départ et les hypothèses

Afin de poser les bases de cette recherche, j'ai voulu élaborer une question de départ qui prenait le phénomène que j'observe dans sa globalité. L'association des Ceméa devenant alors un moyen d'observer les logiques militantes à l'œuvre dans un système institutionnalisé et cadré par des règles et des valeurs.

Ainsi, la question qui émerge à la suite de mes lectures sur le sujet mais aussi aux vues de mes observations serait celle-ci : dans quelles mesures l'engagement militant se redéfinit-il au-delà de son aspect politique (entendu ici comme engagement dans un parti), et s'inscrit dans une action associative, historique et sociale ?

De plus, j'ai formulé certaines hypothèses qui peuvent évoluer au fur et à mesure de ma progression dans les lectures et dans les observations faites sur le terrain. Par ailleurs, ces hypothèses rejoignent ma question de départ :

- ✓ L'association s'inscrit dans une dimension historique, politique et sociale. Se pose ici la question de gouverner c'est gérer par la répartition des financements et la réponse aux appels d'offre.
- ✓ L'association façonne les formes d'engagement militant. La manière de s'engager dans un parcours, une carrière militante évolue en fonction de l'environnement social, historique mais aussi en rapport avec le fonctionnement de l'association.

## B. Ma méthode d'enquête et ma place dans le stage

Lors de ce stage et de cette enquête j'ai réfléchi à l'élaboration d'une méthodologie sociologique qui pourrait mêler l'empirique à la théorie sans que l'une prenne le dessus sur l'autre. Tout au long de cette réflexion mon regard s'est transformé et j'ai souvent changé d'angle d'approche. Par ailleurs, j'ai dû m'adapter au terrain de stage mais aussi aux contraintes universitaires et personnelles.

### 1. L'élaboration d'un thème d'enquête

Cette année la commande universitaire était de réaliser un stage de sociologie dans la mesure où j'effectue un master professionnel. Le problème étant de le trouver rapidement afin de délimiter ma recherche. J'ai donc fait au plus vite en prenant un lieu que je connaissais et qui m'a souvent questionnée ; l'association dans laquelle je suis militante, les Ceméa. En revanche, lors de nos premières rencontres avant les grandes vacances, aucune commande n'ayant été soulevée, nous sommes donc partis de la thématique de l'an dernier : le décrochage scolaire à travers les ateliers relais. Les Ceméa y étant impliqués, j'ai voulu poursuivre la recherche. Mais les vacances d'été étant passées, nous nous sommes remis d'accord sur un stage de sociologie exclusivement consacré à l'association et non à l'atelier relais, qui, dans un premier temps, n'allait pas répondre aux contraintes temporelles du stage (35 heures), et dans un second temps, qui était un sujet sur lequel je n'avais plus envie de travailler.

Ainsi, nous partions avec l'idée que ce mémoire post-stage serait consacré à l'association. C'est ainsi, que j'entamais un semestre avec de nombreux axes de recherche mais aussi un foisonnement de questions que j'ai réussi à trier et à classer très tardivement et seulement à partir de mes connaissances sur les Ceméa :

#### Macro

- Que veut dire « éducation populaire » et comment ce terme est apparu historiquement ?
- Quelle est l'évolution historique du terme « militant » ?
- Comment se transforme le monde associatif ?

#### Méso

- Comment se définit-on militant des CEMEA ?
- Y a-t-il des carrières militantes ?
- Comment les Ceméa répondent à la commande étatique ?

## Micro

→ Pourquoi entre-t-on aux CEMEA et pourquoi y reste-t-on ?

→ Quelles sont les typologies de militant aux CEMEA PACA ? Sur quelles actions sont-ils présents ?

→ Y a-t-il une division des types d'action entre militant ?

→ Comment l'identité d'entreprise et l'identité de mouvement militant se croisent au sein de l'association ?

Ainsi, à partir de ces questions, mais aussi à partir des dossiers attendus par les enseignants en fin de semestre, j'avais dressé un panorama des axes de recherche possibles, triés selon les différentes matières :

### *La socialisation au sein des Ceméa*

- ❖ Impact de la cooptation sur le phénomène d'entre soi
- ❖ Y a-t-il une socialisation primaire qui structure l'arrivée aux Ceméa ?
- ❖ Cette socialisation fait-elle rester longtemps ?
- ❖ Les Ceméa sont-ils une association de cadres et de catégories intermédiaires ?
- ❖ Prégnance du capital culturel
- ❖ Y a-t-il une division du travail social et sexuée au sein des militants ?

### *Enjeux sociaux, une problématique des subventions*

- ❖ Quelles sont les caractéristiques du monde associatif français ?
- ❖ Y a-t-il un marché associatif avec une concurrence ?
- ❖ Pourquoi finance-t-on certaines associations et pas d'autres ?
- ❖ Y a-t-il des particularités chez les membres associatifs ?
- ❖ Le contexte politique a-t-il une influence sur les parcours militants ?

### *Expertise sociologique*

- ❖ Y a-t-il eu des périodes d'expertises au sein de l'association ?
- ❖ Est-ce que l'arrivée de l'expertise a eu un impact sur l'association et sur les militants voire les salariés ?

### *Travail sur les carrières militantes*

- ❖ En lien avec l'article de D. BAILLET sur la définition du militantisme
- ❖ Qui milite ?
- ❖ Pourquoi milite-t-on ?
- ❖ Sur quelles actions ?

- ❖ Quel sens donne-t-on à ces actions ?
- ❖ Typologie de militance

Ne sachant que choisir, et ne m'appuyant que sur des connaissances empiriques en tant que militante et non sociologue (bien que les dossiers aient été pensés avec du recul et des lectures complémentaires), j'ai fait le choix d'établir une méthodologie proche de la *grounded theory* ou théorie ancrée. En effet, cette méthode permet de ne pas partir avec des hypothèses et une problématique fixe, mais plutôt d'établir un va-et-vient entre le terrain et la théorie.

A la suite de ce choix, j'ai entamé mon stage, plutôt confiante car je connaissais les lieux et les personnes qui travaillaient là-bas. Mais j'ai très vite déchanté et pris la mesure du combat que je devrai faire pour ne pas tomber dans une enquête très personnelle avec beaucoup de ressentis subjectifs et assez peu scientifique. Partir sans commande a soulevé quelques problèmes en termes d'organisation, mais aussi en termes relationnels. En effet, j'ai dû soumettre un thème très précis aux directeurs de l'association pour qu'ils puissent le valider et me laisser mener des entretiens.

Nous nous sommes donc rencontrés plusieurs fois afin de trouver un axe de recherche en commun qui pouvait convenir à l'un comme à l'autre. Ainsi, plusieurs axes ont été questionnés au cours d'une première réunion:

- ❖ Ma place au sein du stage
- ❖ Mon objet de recherche
- ❖ Ma place en tant que militante
- ❖ Ce que je vais produire va-t-il impacter les Ceméa,
  - Dans son mode de fonctionnement administratif
  - Dans la gestion du personnel
  - Dans son mode de fonctionnement au niveau des militants
  - Les personnes des Ceméa : militants, permanents, salariés
- ❖ Faire attention à ne pas impacter sur les ressources humaines

Lors de cet entretien, le directeur m'a aussi fait part de ses hypothèses de travail dans la mesure où il a enseigné à l'université et qu'il possède un doctorat de psychologie-sociale. A la fin de cet entretien, j'ai demandé au directeur et au directeur adjoint qu'ils établissent plusieurs problématiques sur lesquelles je pourrai travailler :

#### *La définition sociologique de la militance*

- Carrières de militants

- Sens donné aux actions
- Entrée aux Ceméa
- Pourquoi on reste ?
- Lien avec l'engagement

#### *La cooptation en formations professionnelles*

- Pourquoi est-elle faible voire inexistante ?
- Y a-t-il un suivi des cooptés ?
- Pourquoi ces personnes ne restent pas aux Ceméa
- Pourquoi elles ne participent pas au mouvement militant ?

#### *Le volontariat dans l'animation volontaire*

- Enquête déjà réalisée par le CIMERS mais pas aboutie
- Les origines socioculturelles des stagiaires
- La durée de vie d'un animateur aux Ceméa
- Les leviers et les freins à l'engagement

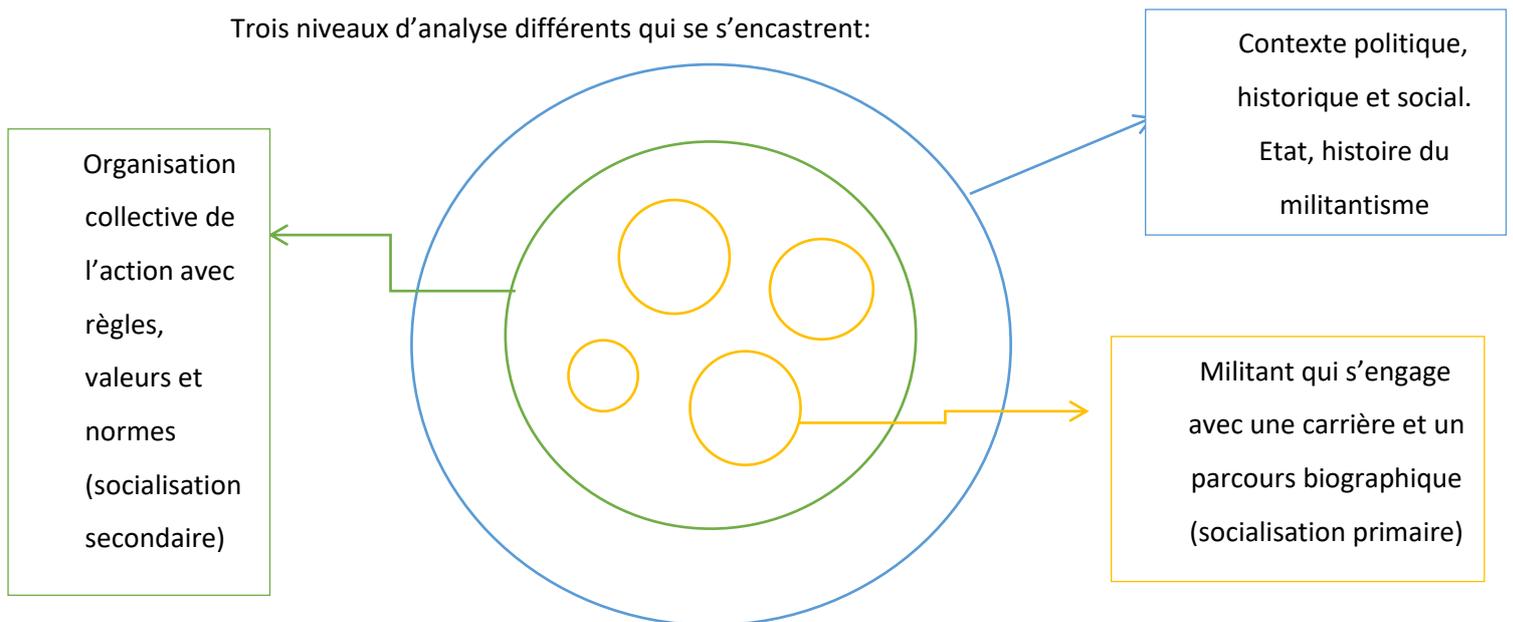
#### *Les financements de l'association*

- Place de l'association en France
- Remplacement de l'Etat sur l'aspect social

A la suite de cet entretien j'ai donc fixé un thème et l'on m'a aussi demandé d'avoir une question de départ afin de mieux comprendre ce que j'allais pouvoir faire durant mon stage. Ainsi, j'ai pu construire une question de départ qui pouvait prendre en compte les demandes des dirigeants mais aussi les attentes universitaires ; c'est-à-dire, l'engagement militant au sein de cette association.

Ce qui impliquait aussi de faire un schéma explicatif pour mieux comprendre et mieux cerner mon thème. C'est aussi grâce à la lecture du livre *Le travail militant*, recueil d'articles fait par Sandrine NICOURD, j'ai pu dresser ce schéma :

Trois niveaux d'analyse différents qui se s'encastrent:



A partir de ce schéma, j'ai pu élaborer ma question de départ mais aussi des hypothèses. Ainsi, mon travail sur le terrain a été plus clair dans la mesure où je savais où j'allais. En revanche, si j'avais la direction, je n'avais pas encore réfléchi aux moyens de m'y rendre.

## 2. Des réflexions sur les méthodes

J'étais donc partie avec l'idée de réaliser des entretiens semi-directifs comme j'avais l'habitude de faire. Seulement, sur mon terrain, j'ai réalisé que les entretiens informels pouvaient être tout aussi productifs et pouvaient compléter les autres entretiens. Ainsi, j'ai élaboré des grilles. Mais, là aussi je me suis rendue compte que mon outil ne touchait pas une large partie des militants et qu'il fallait donc que je l'adapte en fonction de la personne que j'avais en face de moi. J'ai donc fait plusieurs grilles. Et en les faisant, je me suis aussi dit qu'il fallait que je fasse une sorte d'échantillon pour ne pas interroger le même type de personne. Non pas afin de viser la représentativité, mais plutôt afin de diversifier mes connaissances sur les militants des Ceméa et de ne pas faire d'un cas, une généralité. J'ai donc constitué une petite grille de sélection selon des variables objectives :

- Sexe
  - Femme
  - Homme
- Age

- 17/25 ans dits « nouveaux formateurs »<sup>18</sup>
- 17/25 ans dits « formateurs »
- + de 25 ans dits « nouveaux formateurs »
- + de 25 ans dits « formateurs »
- Socialisation familiale
  - Fille ou fils de militant Ceméa
  - Fille ou fils de bénévole/militant/salarié/volontaire non Ceméa
  - Fille ou fils de non engagé
- Durée de l'engagement
  - Non engagement (pas de réponse à l'invitation)
  - Engagement immédiat (venue à un ou deux regroupements)
  - Engagement court (moins d'un an)
  - Engagement moyen (de 1 à 5 ans)
  - Engagement long (+ de 5ans)
- Statut au sein de l'association
  - Militant avec au moins une action par an
  - Militant avec + d'une action par an
  - Militant avec un statut spécifique (secrétaire, CA, etc.)
  - Service civique
  - Permanent à plein temps
  - Permanent à mi-temps
  - Salarié
- Lieux d'engagement Ceméa
  - Nice
  - Marseille

A la suite de cette énumération de critères, j'ai donc pu commencer mes entretiens, même si les dirigeants de l'association y été réticents dans un premier temps. Puis, par la suite, je leur ai envoyé ma grille et cette liste de critères avec quelques réflexions que j'avais eues sur mon travail, ce qui a pu débloquer la situation. J'ai donc interrogé huit militants des Ceméa PACA en entretien formel et cinq en informel, notamment ceux avec qui j'avais travaillé en stage BAFA. Voici le profil des huit militants interrogés en entretien formel :

---

<sup>18</sup> Appellation des militants récemment arrivés aux Ceméa qui n'ont pas encore fait d'action en tant que formateur ou qui en ont fait très peu.

Paul

- 22 ans, nouveau formateur, père ancien militant aux Ceméa, durée de l'engagement moyenne, fait des stages BAFA, Nice.

Angela

- 32 ans, permanente, mère faisant partie d'une association, durée de l'engagement courte, fait du BAFA et du CQP, Marseille.

Laura

- 29 ans, ancienne service civique et ne fait plus d'action pour les Ceméa à ce jour, durée de l'engagement moyenne, est intervenue sur le secteur école et animation volontaire, Marseille.

Emile

- 55 ans, militant membre du bureau et ancien permanent, père ancien militant politique, durée de l'engagement long, est intervenu dans tous les secteurs, Marseille.

Franck

- 81 ans, ancien permanent en Algérie et à Marseille, durée de l'engagement long mais ne fait plus d'action pour les Ceméa, est intervenu dans tous les secteurs.

Manelle

- 35 ans, nouvelle formatrice, durée de l'engagement courte, est intervenue une fois dans l'atelier relais, a réalisé des BAFA depuis, Marseille.

Farés

- 24 ans, ancien militant des Ceméa, durée de l'engagement courte, fait uniquement des BAFA, Marseille

Jacqueline

- 23 ans, ancienne service civique, durée de l'engagement longue, intervient sur tous les secteurs, Nice.

Et celle des cinq militants interrogés sur différents points en informel, dont les critères de sélection ne sont pas aussi élaborés que les précédents :

Yann

- 55 ans, ancien président des Ceméa Pays-de-la-loire, parents anciens syndiqués, durée de l'engagement longue, ne fait plus d'actions pour les Ceméa, est intervenu sur tous les secteurs.

Walid

- 30 ans, permanent, durée de l'engagement moyenne, intervient sur tous les secteurs, Marseille.

Alexis

- 32 ans, membre du CA, durée de l'engagement longue, fait des stages BAFA, Marseille.

Mireille

- 50 ans, membre du bureau, durée de l'engagement longue, intervient sur l'animation professionnelle et volontaire, Nice.

Natacha

- 23 ans, nouvelle formatrice, durée de l'engagement courte, a réalisé un BAFA, Nice.

J'ai aussi questionné deux personnes qui ne sont jamais venues, ni n'ont fait d'action aux Ceméa afin d'avoir quelques pistes sur l'image de l'association :

Leïla

- 24 ans, étudiante en communication et gestion, Nice.

Luc

- 18 ans, lycéen, Marseille.

### 3. Ma place dans le stage

Comme je l'ai évoqué tout au long de cette sous-partie, j'ai eu quelques difficultés à trouver ma place dans l'association en tant que stagiaire en sociologie. En effet, partir sans commande préalable mais aussi avec la difficulté de m'exprimer clairement sur ma méthodologie, le début du stage a été difficile. Mais, comme dans toutes les recherches, il y a du négatif mais le tableau n'est pas tout noir. En effet, ces difficultés m'ont permis de mieux réfléchir à la place du sociologue dans une organisation avec des règles, une hiérarchie et des employés. Ainsi, j'ai remarqué que beaucoup de permanents, de salariés et de militants se sont confiés à moi au niveau de leur travail, de l'organisation de l'association, de leur vision de leur fonction, etc. Le fait que je sois souvent présente au bureau, que je ne sois pas salariée, ni faisant partie de la direction et qu'en plus certains d'entre eux me connaissaient déjà a permis aux acteurs de l'association de trouver quelqu'un à qui parler et à qui dire ce qui va et ne va pas pour eux. Cette position, je ne l'ai comprise qu'à la fin du stage lorsque j'ai voulu prendre mes notes d'observation pour les traiter comme données pour l'enquête. Chose que j'ai choisi de ne pas faire car je me suis aperçu qu'à travers ces notes, il y avait beaucoup d'interprétations subjectives de ma part. Ainsi, au lieu de m'en servir comme matériau brut pour l'enquête (ce qui aurait été comme marcher sur des œufs), je les ai analysées pour questionner ma place dans le stage, comment je me suis positionnée et quelle place les acteurs m'ont attribuée durant ces quatre mois. En revanche, cela a été un indicateur d'une tension dans le rapport au travail des permanents entre leur vocation et leur confrontation à la bureaucratisation. Ce que nous étudierons par la suite dans ce mémoire.

Ainsi, je remarque que même au bout de cinq années de pratique sociologique, il est toujours très intéressant de se remettre en question et de faire le point sur la méthodologie que l'on utilise. Cela permet de se rassurer dans l'avancée de son enquête mais aussi de mieux comprendre les mécanismes de la recherche scientifique. Penser en tant que chercheuse en sociologie est toujours un exercice difficile et méconnu du grand public et notamment des tuteurs de stage sur le terrain, ce qui peut parfois nous mettre dans des positions particulières. Mettre cette partie méthodologie dans le mémoire c'est aussi faire preuve de clarté envers les commanditaires et leur permettre de mieux accéder à la compréhension de l'enquête. Mais, avec ce stage, j'ai compris qu'il fallait mettre en lumière notre méthodologie plus tôt voire dès le début de l'enquête pour ne pas risquer de se mettre à dos les commanditaires et pour les impliquer dans la réalisation de l'enquête. C'est aussi une partie de notre travail de scientifique de mettre en lumière nos façons de travailler.

#### 4. Les limites de l'enquête

A travers ma place évoquée précédemment et à travers la courte analyse des conditions d'enquête, il est nécessaire d'y voir les biais qu'elle peut comporter. En effet, montrer et prendre en compte ces limites va me permettre d'objectiver au mieux cette recherche. Ainsi, il faut déjà se pencher sur les temporalités. En effet, cette recherche n'a duré que six mois, ce qui est suffisant pour prendre le temps d'élaborer une méthodologie et une réflexion sur le sujet, mais cela ne permet pas de voir toutes les facettes et les problématiques qu'il soulève. Ainsi, je n'ai pas pu interviewer tous les militants des Ceméa donc je ne peux pas prétendre à la généralité. En revanche, ce n'est pas parce que ces biais existent que mes hypothèses et que le travail d'analyse qui vont suivre ne doivent pas être pris en compte et n'invalident pas ce que je vais dire, mais ils vont me servir à comprendre les logiques des acteurs et comment elles s'inscrivent dans un cadre et une temporalité.

## Partie 1 : Le contexte scientifique, historique, politique et social de l'associatif et du militantisme

Dans un premier temps, il est nécessaire de présenter les différents contextes dans lesquels l'association des Ceméa s'inscrit. Tout d'abord à travers un état des lieux des recherches faites sur l'engagement militant mais aussi sur les mouvements sociaux en sciences humaines, nous verrons quel est l'ancrage théorique de cette enquête, mais aussi son positionnement méthodologique. Puis, à travers l'analyse de l'évolution du milieu associatif en France (de par ses financements mais aussi de par sa composition sociale), nous verrons en quoi le contexte (historique mais aussi social) influe sur les transformations des associations. Mais nous verrons aussi comment et pourquoi les associations sont mobilisées par l'Etat. Enfin, nous essayerons de comprendre la place des Ceméa au sein de ce contexte et comment cette association évolue et se transforme elle aussi par rapport à la commande étatique.

### I. Etat des lieux de la recherche sur les mouvements sociaux et l'engagement militant

Pour commencer cette première partie, il m'a semblé essentiel d'avoir une vision globale des différents paradigmes sociologiques sur l'action collective et les mouvements sociaux. Dans un premier temps, afin de mieux comprendre les enjeux scientifiques autour de ces questions, et, dans un deuxième temps pour situer ma réflexion d'apprentie sociologue. Afin de réaliser cette sous-partie, je me suis essentiellement basée sur les travaux d'Erik NEVEU sur les mouvements sociaux pour voir les grands paradigmes qui se confrontent sur cette thématique. Je me suis aussi appuyée sur les travaux de Frédéric SAWICKI et Johanna SIMEANT sur l'engagement militant afin de croiser des logiques d'analyse et des théories. Ainsi, cette sous-partie sera le point d'ancrage de mon analyse sociologique des Ceméa.

#### A. Une pluralité de paradigmes sur les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux forment une thématique d'enquête qui a fait couler beaucoup d'encre depuis les débuts de la sociologie. En faire une liste exhaustive serait bien trop prétentieux de ma part, cependant, il est nécessaire d'en consacrer une partie pour mieux comprendre l'importance de

ce sujet et la multiplicité de ses paradigmes. Ainsi, grâce aux travaux d'Erik NEVEU, nous pouvons y voir plus clair et en dégager les axes d'analyses principaux.

Afin d'avoir une vision d'ensemble sur ces paradigmes, il est nécessaire de s'appuyer sur les travaux d'Erik NEVEU dans son ouvrage *Sociologie des mouvements sociaux* paru en 1996 et réédité cette année. Cette sous-partie prend donc largement appui sur ce livre synthétique. Afin d'y voir plus clair, il est important de le découper paradigme par paradigme.

## 1. La théorie du « Collective behaviour »

En ce qui concerne la première théorie, la recherche en sociologie a beaucoup été alimentée par les travaux de l'école de Chicago, notamment au travers des auteurs comme PARK et BLUMER. Ce dernier définit le mouvement social par « son manque d'institutionnalisation ». Le fonctionnaliste Neil SMELSER décrit ces mouvements sociaux, dans sa *Theory of Collective Behaviour*<sup>19</sup> comme une « mobilisation sur la base d'une croyance, qui redéfinisse l'action sociale ». Ces premiers auteurs mettent l'accent sur le fait que le mouvement social ne naît pas d'un phénomène d'imitation d'un mécontentement, mais que les acteurs de ce mouvement se retrouvent autour d'un langage et de valeurs, désignent un adversaire commun. Dans les années 1970, Ted GURR, dans le même paradigme, pose le concept de « frustration relative<sup>20</sup> », il désigne le solde négatif entre la valeur qu'une personne a socialement à un moment donné et celle qu'il considère être en droit d'attendre de la société. Cette frustration est considérée comme « relative » car sujet à la comparaison. Ainsi, selon GURR, la frustration, de laquelle naît la colère et les mouvements sociaux n'est pas corrélée à des indicateurs absolus comme le chômage, le mal logement, le seuil de pauvreté. Pour autant, il récuse le lien mécanique entre frustration et mobilisation. Les travaux de Mancur OLSON à la fin des années 1960, sont entrés en opposition avec cette théorie du « comportement collectif » et GURR est l'un des derniers auteurs qui y a contribué.

## 2. La théorie de « l'action rationnelle »

En 1966, M. OSLOM, un économiste publie *The logic of Collective Action*. Dans cet ouvrage il met en évidence un paradoxe : selon lui, un groupe donné qui a intérêt à se mobiliser doit le faire d'une manière quasi mécanique. Cependant il existe de nombreuses raisons et cas observables où ce groupe donné ne fait rien. Selon lui, pour comprendre ce paradoxe il faut prendre en compte les stratégies individuelles des différents membres de ce groupe. Il met en évidence, avec l'exemple d'un

---

<sup>19</sup> N. SMELSER, *Theory of Collective Behaviour*, Routledge and Kegan, Londres, 1962

<sup>20</sup> T. GURR, *Why men rebel ?*, Princeton University Press, 1970

mouvement antifiscal, qu'une grève rapportera plus à ses participants si elle est massive puisque le rapport de force s'inverse. Mais c'est sans compter sur le « passager clandestin » (*free rider*), qui ne participe pas au mouvement mais en retire les bénéfices, comme le non-gréviste qui profite de l'augmentation de salaire, ou de l'abaissement du temps de travail.

L'exemple de Mancur OLSON	Nombre de participants au mouvement antifiscal									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Gain théorique par membre	20	40	60	80	100	120	140	160	180	200
Cout par membre	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
Gain réel compte tenu des couts	-30	-10	10	30	50	70	90	110	130	150
Gain du passager clandestin	20	40	60	80	100	120	140	160	180	

Ce paradoxe annihile théoriquement le paradigme du *collective behaviour*, mais dans l'analyse des travaux d'OLSON, E.NEVEU dit « Il existe des techniques qui permettent de rapprocher les comportements individuels de ce que serait dans l'abstrait la rationalité d'un groupe doté d'une volonté collective. Il suffit pour cela d'abaisser les coûts de la participation à l'action, ou d'augmenter ceux de la non-participation. ». C'est ce qu'OLSON appelle « l'incitation collective ». OLSON avoue lui-même les limites de sa théorie. En effet, selon lui, elle ne suffit pas à expliquer les petits groupes ou les groupes à visées philanthropiques ou religieuses. De plus, NEVEU reproche à OLSON de ne pas se préoccuper de « la sociabilité, des relations affectives ou des croyances », chose que l'économiste laisse à l'étude des psychologues.

### 3. La Rational Action Theory

Le travail fondateur d'OLSON, va servir de base à de nombreux travaux dans les années 1970 et 1980, dans cette décennie va apparaître le paradigme de la *Rational Action Theory*, et ses défenseurs les « RAT's », qui prétendent appliquer à l'analyse des mouvements sociaux le paradigme de l'*homo oeconomicus*. Ainsi, deux auteurs se démarquent en particulier : James BUCHANAN et Gary BECKER, (prix Nobel d'économie pour sa théorie sur le capital humain). Pour eux, l'investissement d'un individu dans un mouvement social est le résultat d'un calcul rationnel entre le rendement des énergies et les ressources investies. NEVEU déconstruit d'entrée une telle idée car selon lui « Si les participants potentiels à l'action collective sont des calculateurs rationnels tentés par la position de passager clandestin, pourquoi leur sens de l'anticipation rationnelle n'irait-il pas jusqu'à anticiper les anticipations similaires d'autrui ? ». Toujours selon l'auteur, ce modèle teinté de cynisme avait pour but de provoquer une frange de chercheurs aux représentations naïves ou quasi-magiques sur le désintéressement des militants impliqués dans les mouvements sociaux.

### 4. « La mobilisation des ressources »

De nouveaux chercheurs se penchent sur les causes du déclenchement d'un mouvement social dans la fin des années 1970, parmi eux : OBERSCHALL, GAMSON, MC CARTHY et ZALD, instigateurs des recherches autour de la « mobilisation des ressources ». Les deux derniers auteurs cités, écrivent qu'il y a toujours, dans n'importe quelle société, assez de colère et de mécontentements pour provoquer un mouvement social. Selon eux ils peuvent être « définis, créés, manipulés par des entrepreneurs de « causes » et des organisations »<sup>21</sup>. Le tout est de savoir pourquoi certains se révèlent et d'autres non. Selon OBERSCHALL, c'est l'organisation en tant que structure qui permet l'essor d'un mouvement social, selon lui « souvent des unités sociales durables sont ainsi formées, avec des dirigeants, des loyalismes, des identités et des buts communs »<sup>22</sup>.

Selon MC CARTHY et ZALD, un mouvement social est un « ensemble d'opinion et de croyances dans une population, qui représente des préférences pour changer des composantes de la structure sociales ». Ils créent l'idée de *Social movements organisations* (SMO), qui serait comme des entrepreneurs de mouvement sociaux, répondant selon eux, à une logique d'offre et de demandes de la contestation. On retrouve dans leurs travaux, une « filiation olsonienne », comme le décrit NEVEU, au sens où ils posent le concept de l'*homo oeconomicus* sur le champ des organisations.

---

<sup>21</sup> J.D. MCCARTHY et M. ZALD., « Resources Mobilization and Social Movements: a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol 82, 1977.

<sup>22</sup> A. OBERSCHALL, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973

Dans la même idée, ils précisent que l'ensemble des SMO tournés autour d'une cause, comme l'écologie ou la défense du droit des mal-logés, se retrouvent dans une branche, une *social movement industry* (SMI). Evidemment, l'ensemble de ces SMI constituent le *social movement sector*, qui produit de l'offre et de la demande. Le point clé de compréhension du travail de MC CARTHY et ZALD est que les SMO mettent en action les énergies protestataires, qui ne seraient pas pleinement mobilisées. Filant le modèle économique, ils mettent en avant que ces SMO, utilisent les codes des entreprises classiques comme les campagnes publicitaires, et que certaines cultivent une réelle image de marque qui n'a pas intérêt à être souillée. De plus, ils précisent que la concurrence entre les SMO, conduit ces dernières à se sectoriser et à se spécialiser.

En ce qui concerne les membres de ces SMO, une analyse nouvelle vient apporter une réponse aux interrogations en suspens qu'avait laissé OLSON. En effet, ils constituent deux catégories de membres :

- Les « **adhérents** », qui ne participent pas forcément à l'action mais sont en sympathie vis-à-vis des valeurs portés par le SMO
- Les « **membres actifs** », qui eux, apportent au mouvement du temps, de l'argent et des énergies. Cette catégorie est encore divisée en deux :
  - o Les « **bénéficiaires potentiels** », qui tireront un succès personnel des revendications, (un sans-abri dans le combat pour le mal-logement)
  - o Les « **militants moraux** », qui ne tireront aucun bénéfice matériel, comme les étudiants blancs qui ont soutenu le mouvement des droits civiques des noirs américains.

Le concept des « militants moraux » offre une réponse au paradoxe d'OLSON. En effet, les ressources mobilisées par ces derniers font chuter les coûts de l'action collective pour les « bénéficiaires potentiels » ce qui rend plus profitable et donc abordable la participation au mouvement. Souvent le « militant moral » incarne la figure de « l'entrepreneur de protestation, véritable schumpétérien du mouvement social » selon Erik NEVEU. Il peut avoir participé à d'autres mouvements, et apporter au SMO un savoir-faire, matériel, stratégique et relationnel. Cet analyse de MC CARTHY et ZALD est celle d'économistes, elle n'explique pas les motivations de tous ces militants.

Par ailleurs, en 1976, le sociologue TILLY analyse les conditions sociales des mobilisations. Il se pose la question de ce qui exacerbe ou annihile un mouvement social. Il place la sociabilité au cœur de la définition d'un groupe organisé. Il crée deux catégories :

- La **netness** ou **résiliarité**. Ce modèle renvoie aux mobilisations volontaires. Les membres en sont les architectes et choisissent les autres membres, en fonctionnant sur le système d'un réseau. Pour NEVEU, « la foule d'un stade incarne un degré zéro de résiliarité, l'association une forme élevée puisque volontaire, d'autant plus élevée que cette coopération volontaire imprime sa marque à des pans importants de la vie quotidienne ».
- La **catness** ou **identités catégorielles**. Ce modèle qualifie les organisations, où l'on adhère par son identité, comme une association féministe. L'adhésion à un tel type de groupe va de soi pour les personnes à qui correspondent à cette identité.

Selon TILLY, le modèle le plus fort d'organisation est celui qui combine les deux. Il prend l'exemple du PCF à l'époque où il était dirigé par Maurice Thorez entre les années 1930 et 1960 et celui du SPD allemand durant la période présidée par Kautsky dans les années 1920 et 1930. Ici, l'identité ouvrière se combine à une adhésion volontaire au syndicat.

## 5. Les nouveaux mouvements sociaux

Les années 1980 et 1990 ont vu fleurir un certains nombres de travaux sur les « nouveaux mouvements sociaux »(NMS). Ils seraient définis par cinq caractéristiques :

- Une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation car les structures sont plus locales, et les leaders aussi.
- *Single-issue organisation*, prise en main d'un seul dossier (ex : ZAD)
- Un transfert des motifs de contestations et des valeurs défendues. Les anciens mouvements sociaux étaient portés sur la redistribution des richesses, l'accès au pouvoir et donc la modification des modes de prises de décisions. Les NMS mettent l'accent sur la résistance et la défense des droits et des acquis, en opposition avec le contrôle social. Schématiquement les revendications des NMS seraient plus qualitatives. MELUCCI, a mis en évidence la part de plus en plus importante des revendications liées au corps (lutte contre les violences faites aux femmes, santé publique ...)
- Le rapport au politique se trouve lui aussi changé. Là où les anciens mouvements étaient dans la recherche du pouvoir, les NMS s'orientent plus vers la recherche d'espaces d'autonomie au sein du cadre.
- L'identité des participants n'est plus la même. Là où on parlait de mouvement ouvrier, paysan ... on retrouve des mouvements autour de causes « amis de la terre » « planning familial » ...

Selon INGELHART<sup>23</sup>, l'apparition de ces NMS est liée à la satisfaction des besoins matériels de base de la majorité de la population des démocraties occidentales. Les revendications peuvent alors se déplacer vers des combats plus qualitatifs, tels que la démocratie participative, l'agriculture raisonnée ... Toujours selon lui, les effets de la scolarisation massive ont conduit à une plus grande disposition des jeunes générations à l'insoumission et à la subversivité. Dans la même veine où Daniel BELL avait créé le concept de société « postindustrielle », INGELHART crée le « postmatérialisme ».

Erik NEVEU analyse les limites de l'analyse de ces Nouveaux Mouvements Sociaux. Selon lui on retrouve les caractéristiques décrites plus haut dans des mouvements sociaux anciens ; comme la revendication sur le temps de travail, de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, qui est une revendication qualitative. Selon NEVEU, il serait périlleux de se cantonner à cet idéal-type des NMS, tant la diversité des mouvements sociaux contemporains peut aussi emprunter les traits des anciens, il défend l'idée que ces NMS ont été analysées trop tôt, et que certains auteurs ont voulu apposer comme un label de nouveauté sur ces NMS, qui serait garante d'une supériorité sur les anciens mouvements sociaux.

## B. L'engagement militant, un travail sur les paradigmes pour dépasser les vieux clivages

Si l'univers des mouvements sociaux regorge d'analyses et de paradigmes, l'engagement militant n'en est pas non plus dépourvu. En effet, un chapitre du livre d'E. NEVEU mais aussi l'article de F. SAWICKI et de J. SIMEANT réalisé en 2009 dans la revue *Sociologie du travail*, nous offrent une vision historique mais aussi paradigmatique de l'engagement militant. La synthèse suivante en est très fortement inspirée, tout en essayant d'y apporter un éclairage analytique personnel.

Dans un premier temps, il est intéressant de voir les différents paradigmes qui traitent de l'engagement militant à l'aune de l'histoire de la discipline. En effet, l'histoire sociale marque les champs paradigmatiques de la sociologie, voire plus globalement des sciences humaines et l'intérêt pour l'engagement militant ne date pas d'hier. Depuis les vingt dernières années on assiste à un regain d'intérêt pour ces problématiques, mais c'est dès les années 1960 que les analyses foisonnent. Un des premiers problèmes étant de définir ce vaste sujet et la manière de l'aborder. Tout comme les mouvements sociaux, l'analyse de l'engagement militant a vécu des périodes.

---

<sup>23</sup> INGELHART R., *The silent revolution. Changing values and political styles among western democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1977

Le militantisme a souvent été vu d'une manière économique, notamment par les théoriciens de la « mobilisation des ressources ». Voyant ces militants comme des opérateurs ou des stratèges, il s'agit dans la partie qui va suivre de sociologiser l'analyse de ces militants et du militantisme.

Les premiers sociologues qui se sont intéressés à la question du militantisme, l'on fait principalement en ce qui concernait le militantisme politique au sein de partis ou de groupes de pression, en tentant d'objectiver les caractéristiques des militants (âge, sexe, classe sociale, race). Doug MCADAM, dont on a évoqué les travaux plus haut, ressort trois caractéristiques principales qui motivent un militant à s'engager :

- Le contact avec une personne déjà engagée dans le combat militant
- Le peu de contraintes matérielles, personnelles ou familiales
- L'aval de son projet d'engagement par ses proches les plus affectivement proches.

Cette étude ne nous permet pas une analyse en miroir des personnes qui ne se sont pas engagées, car par définition elles n'ont que peu de présence dans les archives ou dans les mémoires.

Il est important, il me semble de s'orienter vers les travaux qui concernent les dimensions psychoaffectives qu'engendre le militantisme, dans le quotidien des militants. Pour cela on peut se pencher sur deux articles de Daniel GAXIE datant respectivement de 1977 et 2005. Dans la tradition d'OLSON, il énumère les gains potentiels que peut engendrer l'engagement dans un parti (poste à responsabilité, emplois permanents, acquisition d'une culture commune et d'un capital social...). Au-delà de ces considérations GAXIE insiste sur le caractère émotionnel et affectif qu'entraîne le militantisme, il prend l'exemple des émotions vécues lors d'un collage d'affiches en pleine tension électorale, du sentiment de combattre pour une cause juste, celui d'appartenir à une grande famille. MCADAM rappelle que de nombreux témoins qu'il a questionnés ont fait part de l'émotion qu'a pu procurer la découverte d'une autre communauté, la vie collective, etc.

GAXIE développe en outre le concept de « l'effet surrégénérateur ». Cela consiste, pour un militant, à produire « d'autant plus de combustible qu'elles n'en consomment davantage ». Un militant va produire beaucoup d'énergie militante et donc de gains pour le mouvement social qu'il ne va coûter. Puisque, selon NEVEU « l'intensité des satisfactions, du sentiment de participer à une aventure riche de sens est accrue par celle de l'engagement, du dévouement ». HIRSCHMAN va plus loin dans son analyse des pèlerins pour qui les embûches, les inconforts matériels rajoutent une plus-value à l'acte qu'ils accomplissent. GAXIE développe une idée fondamentale concernant la réussite des mouvements sociaux. Selon lui, « une organisation de masse reposant sur le militantisme ne peut

subsister que si elle fonctionne de façon continue à un rythme assez voisin de celui qui est nécessaire d'atteindre dans les hautes conjonctures. Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont retirées et risquer à terme de perdre des adhérents ».<sup>24</sup> Il va plus loin, pour lui, il y a des personnes en charges dans les mouvements sociaux d'alimenter le militantisme de toujours le mettre en action, d'attirer de nouveaux militants, cela devient même un métier. NEVEU prévient qu'il ne faut pas aller trop loin dans l'analogie de cet « effet surrégénérateur », car selon son créateur ce concept s'applique surtout pour les organisations qui ont une grande emprise sur leurs militants et leur vie quotidienne, rejoignant le modèle de l'institution totale de GOFFMAN.

Selon certains auteurs, on assisterait à une mutation du militantisme, Jacques ION est un des défenseurs de cette théorie, selon lui on assiste à une « fin des militants », il l'objective selon plusieurs critères :

- Recul des formes de militantisme revendicatif
- Essor d'associations de service et de loisirs
- Remplacement progressif des bénévoles par des semi-professionnels ou des professionnels
- Désidéologisation de l'engagement, grignotée par l'accent mis sur la réalisation d'objectifs pratiques

Pour NEVEU, c'est une erreur que de parler de « fin des militants », selon lui il ne peut en être autrement car « l'observateur cherche aujourd'hui les archétypes du militant consacrés des 1930 ou des années 1970 ». De plus, il déplore qu'aucun travail empirique ne puisse confirmer les travaux de Jacques ION.

Par ailleurs, il serait hasardeux de ne pas évoquer les concepts d'*habitus* et d'*illusio* en ce qui concerne les militants, car la socialisation à l'univers du militantisme entraîne des formes de dispositions pour l'individu à militer. Un enfant de syndicaliste ou de membre d'un parti politique aura plus de probabilité de militer lui aussi dans un mouvement (pas forcément le même que celui de ses parents). C'est donc bien notre *habitus* qui nous prédispose ou non à nous engager plus ou moins dans un mouvement social. Erik NEVEU rappelle en outre le concept d'*illusio*, en tant que celui « croyance, investissement d'énergie et de désir, fondatrice de l'appartenance à un champ social ». Cet *habitus* et cet *illusio* nous permettent d'entrevoir une réponse aux comportements non-

---

<sup>24</sup> D. GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977 p123-154

économiques de certains membres des mouvements sociaux, comment expliquer la réaction de 4M de personnes descendues dans la rue suite aux attentats du 7 janvier 2015 à Paris ? N'est-ce pas là une forme de réaction irrationnelle, donc non-économique au sens olsonien du terme ? Selon Erik NEVEU « La force de l'émotion, les réactions issues des *habitus* suffisent souvent à provoquer des engagements inspirés par la solidarité, l'indignation, un sens pratique qui n'implique pas une posture comptable ».

Ces notions apportent de l'eau au moulin et permettent de sortir du manichéisme du désintéressement et du calcul. Dans leurs travaux sur les militants des ONG humanitaires P. DAUVIN et J. SIMEANT<sup>25</sup> illustre parfaitement comment le dévouement, le courage, constitutif de l'estime de soi, ne sont pas forcément incompatible moralement avec les retombées financières ou matérielles. Et cela ouvre selon NEVEU vers un concept d'action « *raisonnable* » plutôt que rationnelle au sens où elle est « adéquate à un univers de significations ». Pour reprendre les manifestations du 10 et 11 janvier en France, bien qu'inutiles matériellement dans la lutte contre le terrorisme ou la liberté de la presse, ces manifestations étaient en adéquation avec l'univers des personnes qui y ont participé dans le sens où elles ont répondu de la manière la plus « raisonnable » qu'ils leurs paraissaient. De plus, cet acte avait une portée symbolique qui échappe elle aussi à la réflexion sur le cout/avantages d'un acte militant.

En effet, depuis les années 1960, 1970, l'engagement militant est perçu à l'aune des syndicats, des partis politiques mais aussi, (et c'est tout récent) du monde associatif. Cet intérêt est donc lié à l'entrée massive des acteurs dans les associations. Notamment celle des classes moyennes. Le problème étant de ne pas cloisonner ces deux mondes pour SAWICKI et SIMEANT : « Jusqu'aux années 1980, en France, le plus souvent, la sociologie du militantisme se résumait soit à une sociologie des organisations centrée sur les relations entre dirigeants militants et adhérents (dans la veine du travail fondateur de R. MICHELS sur le SPD), soit à une sociologie quantitative des militants et des dirigeants, envisagés séparément. [...] Les trajectoires étaient saisies de façon peu dynamique, les mécanismes de sélection et de formation ignorés. Enfin, l'articulation entre le contexte et la variation des niveaux et des formes d'investissement militant était peu étudiée en tant que telle. ». Par ailleurs, ces années ont aussi été très marquées par une vision du militantisme comme politique (voire politiste) et souvent de gauche, comme le montre les travaux d'INGLEHART.

---

<sup>25</sup> P. DAUVIN et J. SIMEANT, *Le Travail humanitaire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.

Depuis les années 1980, 1990, la sociologie de l'engagement militant apparait sous un nouveau prisme analytique ; celui des organisations ou des structures sociales. Les approches dominantes sont essentiellement holistes, mésologiques ou macrologiques (VERGES, FILLEULE, PECHU). Par ailleurs, c'est aussi dans ces années que l'on s'intéresse aux rétributions du militantisme et donc à l'analyse du sens de l'action militante (TOURAINÉ). Ces paradigmes visent ainsi à dépasser les déterminismes d'une socialisation militante et s'intéressent aux formes et aux causes de l'engagement militant. Ces deux visions se confrontent donc.

Il est désormais intéressant de se pencher sur les travaux concernant les identités militantes, pour Erik NEVEU, l'identité est « le résultat d'un travail incessant de négociation entre des actes d'*attribution*, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'*appartenance* qui visent à exprimer l'identité pour soi ».

Le militantisme permet pour le militant l'*attribution* et l'*appartenance*, à tel point que le militantisme devient un des déterminants de l'identité du militant. A ce propos, il est intéressant de se pencher sur les travaux ethnographiques des chercheurs HUNT et BENFORD<sup>26</sup> effectués parmi les militants pacifistes du Texas. Ils ont remarqué que les militants prenaient soin de convertir les expériences personnelles au prisme de la cause, sous le principe *personalis political*, ils parlent de conversion du « je » vers le « nous » du mouvement, on entre aperçoit ici comment le militantisme, aux travers de ces discussions entre militants pacifistes texans, devient une forme d'*appartenance* pour le militant.

Ainsi, dans les années 2000, on commence petit à petit à s'intéresser au temps de l'engagement et comment le percevoir sous la forme de processus. Mais les travaux se font encore rares en France sur l'engagement militant vu au prisme des changements sociétaux (comme les politiques publiques par exemple, ou encore les réalités locales).

Pour les auteurs, ces différents paradigmes possèdent des limites car ils n'évoquent pas les relations entre les militants et l'organisation, les militants entre eux ou encore les militants et les changements sociaux et inversement. Pour eux, il est important de faire le lien entre tous ces niveaux et de décloisonner la sociologie si l'on veut saisir l'essence de l'engagement militant. Ceci afin de prendre en compte dans l'engagement, le rôle de la socialisation par les proches, l'importance des

---

<sup>26</sup> S. HUNT et D. BENFORD, « Identity Talk », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol 22, n°4, 1994, p488-516

réseaux sociaux, les rétributions du militantisme, le poids de l'organisation, etc. Pour SIMEANT et SAWICKI, ces différentes théories comportent des failles :

- La caractérisation de certaines formes de militantisme comme nouvelles, alors que c'est aussi le regard que l'on porte sur elle qui est nouveau. Ce qui occulte le polyengagement ou le processus d'engagement.
- La caractérisation de certaines associations comme étant faibles, donc dépourvues d'une professionnalisation ou d'effets d'organisation.
- Le désintérêt pour la mobilisation des capitaux individuels, nécessaire dans des structures moins institutionnalisées.

Les recherches récentes (FILLIEULE, LAHIRE, PROUTEAU, NICOURD, etc.) s'axent beaucoup plus sur le rôle des réseaux sociaux, les identités de l'engagement mais aussi la question de ce qui gravite autour de l'individu ; c'est-à-dire l'association, la famille, les liens affectifs dans l'organisation, les transformations des politiques publiques, etc. La sociologie oscillerait donc entre plusieurs niveaux d'analyse : micro-méso-macro. Pour ces deux sociologues, c'est un début de décloisonnement des paradigmes, et donc une richesse pour la science.

C'est donc dans cette optique que l'analyse de l'association des Ceméa essaye de se placer ; dans un jeu de va-et-vient analytique entre le niveau macro, méso et micro. En effet, afin de ne pas rentrer dans un cercle vicieux où l'enquête en est réduite à prendre comme point d'ancrage l'individu ou le groupe, il est nécessaire de prendre en compte tous les niveaux d'analyse. Au risque peut-être de se perdre dans une accumulation massive de données ou de ne pas saisir en finesse l'essence de l'engagement dans l'association. Mais il est fort intéressant de le prendre en tenant compte de ses faiblesses. C'est aussi à partir des travaux de S. NICOURD que cette perspective de recherche a pu se construire, dans la mesure où elle analyse l'engagement militant à partir des trois niveaux :

- Niveau macrologique : comprendre en quoi les conditions sociales et organisationnelles fabriquent et maintiennent dans le temps les pratiques militantes. Ces conditions sont entendues dans une époque donnée.
- Niveau mésologique : en quoi l'activité collective va produire et donner un sens à l'engagement. Et ceci, dans une organisation avec des espaces de travail, des relations de pouvoir mais aussi des interactions.

→ Niveau micrologique : l'engagement militant est vu en termes de processus ou de carrière avec une mobilisation de capitaux, de réseaux, des apprentissages, etc. Qui vont donner une dynamique à l'engagement.

Ces trois niveaux se juxtaposent et ne sont pas hiérarchisés. Ils forment un tout analytique afin d'éviter cet effet de serpent qui se mord la queue. Mais aussi afin de croiser différents paradigmes et de ne pas les cloisonner. Et c'est dans cette optique que ce travail compte s'axer.

## II. Le milieu associatif en France, entre tensions et transformations

En vingt ans, le monde associatif a subi des transformations importantes qu'il est nécessaire de mettre en lumière par le biais de quelques enquêtes statistiques réalisées dans des contextes sociaux et politiques en mutations. Afin de comprendre comment l'engagement bénévole et militant évolue et est influencé par les changements structurels du monde associatif, il faut en dresser un état des lieux général de 1983 (première enquête INSEE et lois de décentralisation) à nos jours (préoccupation pour l'action sociale et émergence de l'Economie Sociale et Solidaire). Mais aussi un état des lieux de ses subventions et enfin de ses relations avec l'Etat et les collectivités territoriales, pour mieux analyser l'impact de la demande étatique mais aussi sociale sur la structuration et l'organisation même des associations et donc des parcours militants.

### A. Qu'en est-il du monde associatif aujourd'hui ?

Dans un premier temps, il est nécessaire de faire un état des lieux plus approfondi sur le monde associatif français, aux regards des données statistiques; de la première enquête en 1983 de l'INSEE à la dernière en 2012 faite par l'économiste Viviane TCHERNONOG et son équipe. Aux regards de ces enquêtes, on constate qu'il y a très peu de données comparables concernant le monde associatif français. En effet, elles s'échelonnent dans le temps et utilisent des variables différentes, comme l'âge de l'adhésion, les financements, etc. ce qui rend la comparaison difficile. En revanche, il est possible et intéressant de voir l'évolution de ces enquêtes au fil du temps. En effet, les enquêtes INSEE de 1983, 1996 et 2008 sont tournées vers les caractéristiques des publics au sein du monde associatif. Ces trois enquêtes ont toutes été réalisées dans des contextes électoraux, lors de réformes et de lois de décentralisation. Il en va de même pour les trois autres enquêtes qui ont été faites par V. TCHERNONOG et son équipe en 2005, 2007 et 2012. En revanche, ces dernières enquêtes sont

axées sur le développement et les caractéristiques économiques des associations et non plus sur ses publics ou ses bénéficiaires. Cette préoccupation scientifique pour le poids économique des associations n'est pas anodine et reflète l'évolution de la place du monde associatif en France dans la mesure où il devient un secteur d'embauche (5% de la masse salariale en 2010) avec un poids économique fort ; 3,5% du Produit Intérieur Brut (soit plus que l'hôtellerie ; 2,6% et autant que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire). Plus récemment, cette évolution s'accompagne de la création du Haut Conseil à la Vie Associative avec un Fonds de Développement pour la Vie Associative en 2011 et la création d'un label « grande cause nationale » pour l'année de l'engagement associatif en 2014.

Ainsi, lorsque l'on dresse un état des lieux du monde associatif aux regards des enquêtes réalisées ces dernières années et en prenant en compte ces évolutions, on constate d'abord que le secteur associatif occupe une place importante dans la société française dans la mesure où l'on compte 1 300 000 associations sur le pays et qu'un français sur deux adhère à au moins l'une d'entre elles en 2013. Par ailleurs, il faut noter que ce chiffre est resté stable depuis une vingtaine d'années. De plus, lorsque l'on observe les caractéristiques générales des associations, on remarque la prédominance du domaine sportif (24,4% des associations), culturel (20,5%) et de loisirs (20,8%). Mais surtout de petites associations avec de petits budgets, 22% gèrent un budget annuel inférieur à 1 000 euros alors que celles qui gèrent un budget annuel supérieur à 500 000 euros ne sont que 2%.

On constate aussi que le secteur associatif est un secteur d'embauche puisque 1,8 millions de personnes exercent une activité salariée à temps partiel ou à temps plein dans les associations. Ce volume d'emploi salarié représente donc près de 6,5% du volume total de l'emploi salarié public et privé dans le pays. Par ailleurs, de 2007 à 2010, 115 000 personnes ont été employées en plus dans le secteur associatif.

Mais avec des contrats de plus en plus précaires car, on remarque qu'en 2011, 78% des salariés associatifs sont en CDD court contre 5,9% en CDI. Alors qu'en 2005, ils étaient 70,9% en CDD court contre 8,6% en CDI. Afin d'avoir un comparatif, prenons les salariés du secteur privé qui sont 66,1% en CDD court contre 15,7% en CDI en 2011. Alors qu'en 2005, ils étaient 56,6% en CDD court contre 20,4% en CDI. Dans l'ensemble, on constate donc qu'entre 2005 et 2011, les contrats précaires sont de plus en plus utilisés par les employeurs, notamment dans le milieu associatif.

En ce qui concerne les caractéristiques du public associatif, on observe que les hommes adhèrent plus aux associations que les femmes (35,5% contre 29,9%), et sont plus présents dans le domaine

sportif (15,4% contre 9,5%) tandis que les femmes adhèrent plus aux associations de 3<sup>ème</sup> âge (10,7% contre 8,3%). Mais ils sont aussi plus présents dans les postes à responsabilité dans la mesure où 69% des présidents d'association sont des hommes.

Pour ce qui est de l'âge, ce sont les personnes entre 60 et 75 ans qui sont les plus nombreux à adhérer avec 36,9% contre 26,3% pour les 16-24 ans. Même si ce chiffre commence à augmenter depuis 3 ans, notamment pour les 15-35 ans, dans les associations sportives et les postes à responsabilité, comme la direction.

Si l'on regarde l'adhésion selon les catégories socioprofessionnelles, ce sont les cadres les plus impliqués, avec 46,9% et les professions intermédiaires, avec 42,9%. En revanche, les chômeurs adhèrent très peu avec 17%, tout comme les personnes au foyer avec 23%, ce qui peut contrecarrer l'hypothèse qu'il faut avoir du temps pour pouvoir s'engager dans une association. Par ailleurs, si l'on se penche sur les diplômes, on constate que l'engagement associatif progresse avec le niveau de diplôme. Ainsi, 45% des diplômés du supérieur sont adhérents contre 18% des personnes sans diplôme.

Quant à l'engagement, on sait qu'il possède des niveaux différents selon les associations, dans la mesure où l'on peut être seulement adhérent (pour les associations humanitaires notamment), ou participant aux activités occasionnellement ou régulièrement. Ainsi, on remarque que, toutes associations confondues, 15 à 16 millions de personnes exercent une activité bénévole. Ce chiffre a crû en un an de 6,9%, ce qui est énorme et peut être expliqué par le fait que la participation des bénévoles prend de plus en plus la forme de « prestations » ponctuelles ou de coup de mains occasionnel.

Pour ce qui est de l'environnement, on remarque qu'il y a moins d'engagement associatif dans les grandes agglomérations, notamment à Paris où la proportion d'adhésion est la plus faible (30%) alors que les adhésions en communes rurales<sup>27</sup> culminent à 35,4%.

Pour mieux s'y retrouver parmi tous ces chiffres, il est important de dresser un portrait type du bénévole associatif, certes caricatural, mais nécessaire à la compréhension. Ainsi, cette personne serait un homme, entre 60 et 75 ans, cadre, diplômé du supérieur, résidant à la campagne et qui réaliserait des actions ponctuellement pour son association à caractère sportif, culturel ou de loisirs.

---

<sup>27</sup> Qui n'appartient pas à une unité urbaine

## B. La mise en place d'un marché associatif

Dans un deuxième temps, il est nécessaire de se focaliser sur la question des subventions accordées aux associations en France, afin de mieux comprendre le poids de ce secteur et les questions sociales que cela peut soulever.

Tableau 1: part des subventions publiques selon le secteur de l'association

	Part d'associations dans ce secteur	Part de subventions publiques
Action humanitaire, sociale et santé	14%	45%
Défense des droits et causes	13%	6%
Education, formation, insertion	4%	14%
Sports, culture et loisirs	66%	23%
Economie, développement local	3%	12%
Total	100%	100%

Comme évoqué précédemment, et mis en lumière par le tableau ci-dessus, le type d'association le plus présent en France est celui du sport, de la culture et des loisirs avec un pourcentage de 66%. Tandis que le secteur de l'éducation, de la formation et de l'insertion où se situe l'association enquêtée (Ceméa), ne représente que 4% des associations. Même si leur présence dans le monde associatif est de plus en plus importante depuis 2005 (avec 12,8% d'association d'éducation et de formation en plus).

En revanche, si l'on compare la part des subventions publiques accordées aux associations sportives, culturelles et de loisirs, on constate qu'elle est très faible : 23% comparé à l'importance de ce secteur. Alors qu'à l'inverse, les associations de formation, d'éducation et d'insertion possèdent

une part de subventions de 14%, ce qui représente beaucoup plus. L'Etat et les collectivités investissent donc plus dans le secteur de l'éducation, de la formation et de l'insertion comparé aux nombres de ces associations présentes en France. Il en va de même pour les associations d'action humanitaire, sociale et de santé avec une part accordée de 45% de subventions publiques comparé à leur représentation dans le monde associatif qui est de 14%.

Tableau 2: part des subventions selon l'âge des associations

	% du nb d'assos	Volume des subventions
Avant 1971	18%	29%
1971 - 1990	30%	40%
1991- 2005	29%	27%
Après 2005	23%	4%
Total	100%	100%

Par ailleurs, si l'Etat et les collectivités investissent dans les associations de type actions sociales, ils subventionnent aussi un autre type d'association ; les plus anciennes. En effet, si l'on regarde le tableau ci-contre, on s'aperçoit que la part la plus importante des financements est accordée aux associations nées avant 1971 puis entre 1971 et 1990 (69%), tandis que les associations qui ont vu le jour après 2005 n'ont qu'une part de subvention de 4%.

Pour ce qui est de la répartition des subventions selon la taille du budget des associations, on constate avec le tableau ci-dessous que les subventions publiques sont surtout concentrées dans les grandes associations (comme celle des Ceméa): 2 % des associations perçoivent 71 % des subventions publiques. Ces associations sont très grosses, vivant souvent de financements publics et dont la subvention est d'ailleurs parfois l'unique ressource. Participant à des missions de service public, très fortement employeuses, ces associations ont souvent vu leurs subventions reconduites en priorité. Les associations de taille moyenne se trouvent dans une situation particulière : c'est surtout dans ces associations que les subventions publiques jouent un rôle essentiel de soutien des dépenses de fonctionnement. Ces associations ne disposent souvent pas, en raison de leur taille, des compétences et des moyens nécessaires pour participer aux appels d'offres ou accéder aux circuits de commandes publiques : la généralisation des commandes publiques les a particulièrement fragilisées.

Tableau 3: répartition des subventions selon la taille budgétaire de l'association

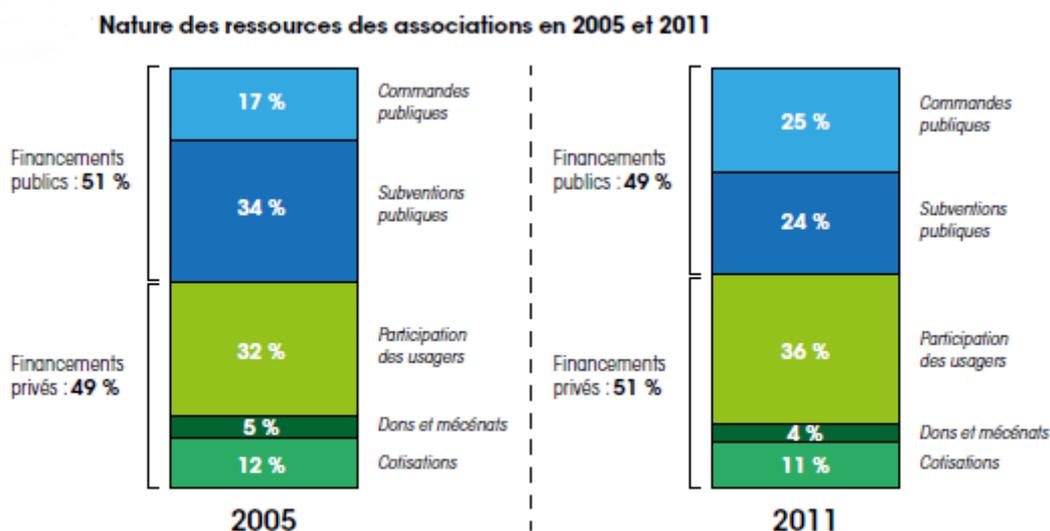
	<b>Volume des subventions publiques</b>	<b>Volume du travail bénévole</b>	<b>Nombre d'associations</b>
moins de 10 K€	2 %	41 %	71 %
10 à 50 K€	4 %	32 %	19 %
50 à 200 K€	9 %	15 %	6 %
200 à 500 K€	13 %	5 %	2 %
plus de 500 K€	71 %	7 %	2 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100,0</b>	<b>100 %</b>

Source : Enquête CNRS - Centre d'économie de la Sorbonne « Le paysage associatif français », 2011- 2012

Pour ce qui est de la question de la répartition des financements dans le secteur associatif français, on peut voir que la part des financements privés dans le budget des associations a augmenté de 2% en 6 ans. A l'inverse, la part des financements publics a décliné de 2%. La majorité des financements privés proviennent des ventes aux usagers (vente de CDs, DVDs, etc.). Pour ce qui est des financements publics, on constate que la part de l'Etat diminue de 1%, celle des communes quant à elle diminue de 2,6%.

	<b>2005</b>	<b>2011</b>
<b>Financements privés</b>	<b>49%</b>	<b>51%</b>
Cotisation des adhérents	12,1	10,7
Don des particuliers, mécénat	4,9	4,0
Vente aux usagers	32,3	35,8
<b>Financements publics</b>	<b>51%</b>	<b>49%</b>
Communes	14,1	11,5
Départements	10,0	12,3
Régions	3,5	3,5
Etat	12,3	11,3
Organismes sociaux	7,0	6,7
Europe	0,9	1,1
Autres	3,0	3,2
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Ainsi, les associations sont de plus en plus sollicitées pour répondre à ces appels d'offre selon l'économiste V. TCHERNONOG. En effet, elle constate l'évolution du poids de la commande publique dans le financement des associations puisqu'elle représentait 17 % du financement global du secteur associatif en 2005 alors qu'en 2011, elle en représentait 25% :



Source : Enquête CNRS - Centre d'économie de la Sorbonne « Le paysage associatif français », 2011-2012

On remarque donc que la part de subventions publiques accordée aux associations a diminué de 10%, laissant la place aux commandes publiques. Par ailleurs, il existe une diversité des commandes publiques selon le secteur d'activité de l'association. En effet, 74% des commandes publiques sont concentrées dans les associations des secteurs de l'action sociale et de la santé et 11% dans l'éducation (Ceméa). Ces deux secteurs, qui sont souvent composés d'associations de grande taille, apparaissent concrètement seuls susceptibles d'accéder aux commandes publiques.

Pour conclure, l'Etat et les collectivités changent leur mode d'attribution des financements aux associations. On passe ainsi de la subvention à la commande, c'est-à-dire à la réponse d'appel d'offre. De cette privatisation et du changement de mode de financements découlent plusieurs problèmes : le risque d'augmentation des cotisations des adhérents ; ce qui peut créer à terme un désengagement des familles les plus pauvres, ce qui transformerait le monde associatif en un espace destiné aux classes sociales les plus aisées. Mais aussi le risque pour ces associations de subsister grâce à la vente de produit, ce qui rend leur avenir incertain car les ventes peuvent fluctuer. Et, pour finir, le risque d'établir un marché où les associations devront se mettre en concurrence afin de remporter des offres, ce qui fragilise les associations de taille moyenne, pourtant essentielles à l'équilibre associatif pour V.TCHERNONOG. En effet, les associations de taille moyenne et petite doivent pouvoir fonctionner afin d'éviter un phénomène de monopole. Mais il est aussi important que les acteurs sociaux puissent trouver une association qui leur convienne. Par ailleurs, la transformation des subventions en commandes publiques a pour effet d'instrumentaliser les associations, en limitant leur rôle à celui d'exécutantes des politiques publiques. V. TCHERNONOG parle donc de « rupture du monde associatif » qui aurait pour avenir d'être un « secteur marchand

de production de services à bas coût, remplissant des missions de service public. »<sup>28</sup>. SAWICKI et SIMEANT évoquent le même problème en rappelant les travaux de PROUTEAU: « Le recours, à coups de subventions, par l'Etat et les collectivités territoriales, au secteur associatif pour pallier les insuffisances de l'administration et répondre à de nouveaux enjeux publics a constitué une transformation majeure de l'action publique territoriale. Il a considérablement modifié les modes d'organisation et de gestion des associations et a conduit à une professionnalisation statutaire et fonctionnelle des bénévoles ou des militants qui apparente le fonctionnement des associations à celui des entreprises. »<sup>29</sup>. Ces transformations peuvent donc impacter sur les modes d'engagement des militants dans la mesure où on leur demande d'avoir une posture plus professionnelle, avec des compétences spécifiques, faisant la part belle au spécialistes et aux experts. Ce que nous verrons plus en détail par la suite.

### III. Les Ceméa, une association liée à l'Etat

Afin de situer l'association des Ceméa dans le contexte évoqué précédemment, il est nécessaire de se focaliser sur les subventions qu'elle perçoit, mais aussi sur sa place dans le marché associatif des commandes publiques. Cette démarche nous permettra de comprendre l'arrivée et la place de l'expertise au sein de cette association, mais aussi comment elle va devenir légitime aux yeux des commanditaires. Par ailleurs, nous verrons comment la nature du financement impacte les Ceméa.

#### A. Par les subventions

Afin de faciliter la compréhension de cette partie sur les subventions perçues par les Ceméa, j'aimerais commencer par quelques définitions internes à la problématique du budget de l'association. En effet, lorsque l'on s'intéresse aux financements des Ceméa, il faut distinguer deux formes de subventions :

→ **Les subventions propres au fonctionnement et investissement** : achat de matériel, contrats des salariés (contrats aidés), etc. Ces subventions ne sont pas renouvelées sans une demande sur projet. Ce qui empêche les associations de pouvoir embaucher des salariés sur des contrats de

---

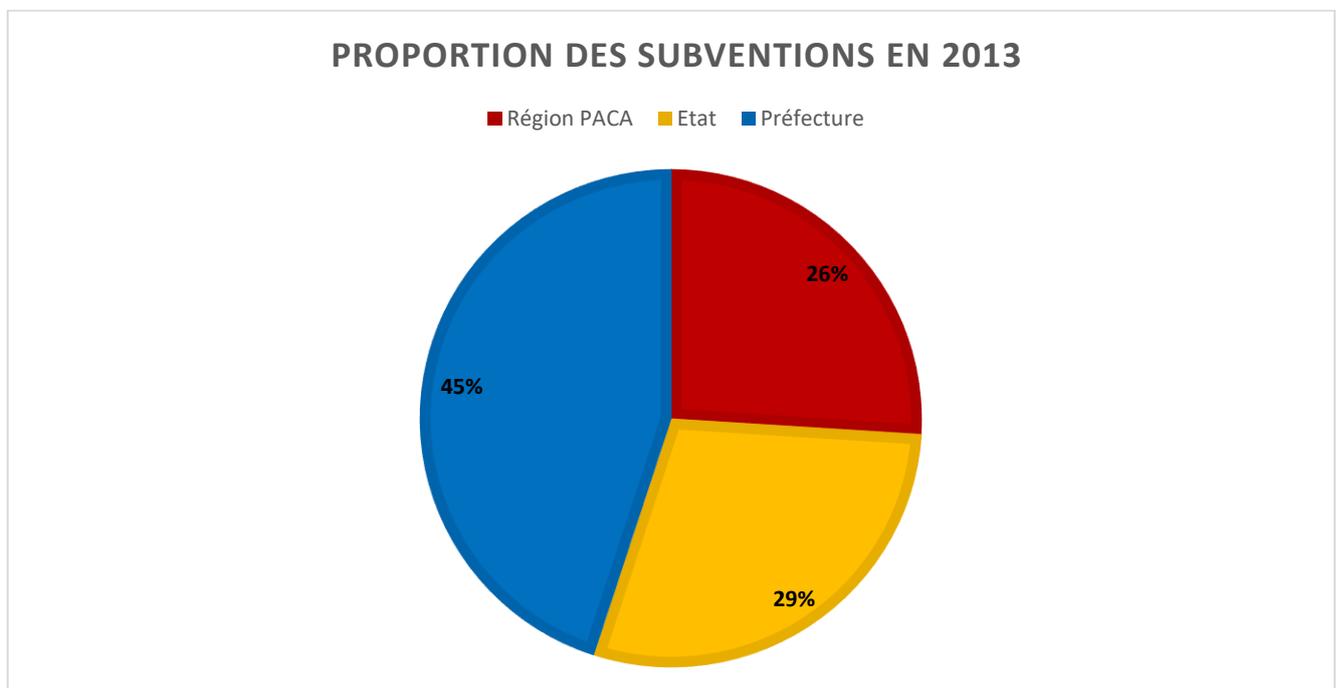
<sup>28</sup> V.TCHERNONOG, « le secteur associatif et son financement », *Informations sociales*, 2012/4 n°172, p°11-18

<sup>29</sup> F. SAWICKI et J. SIMEANT, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. », *Sociologie du travail*, 2009, p°1-29.

longues durée car la mission n'est pas certaine d'être renouvelée. Elles représentent **31%** du budget de l'association.

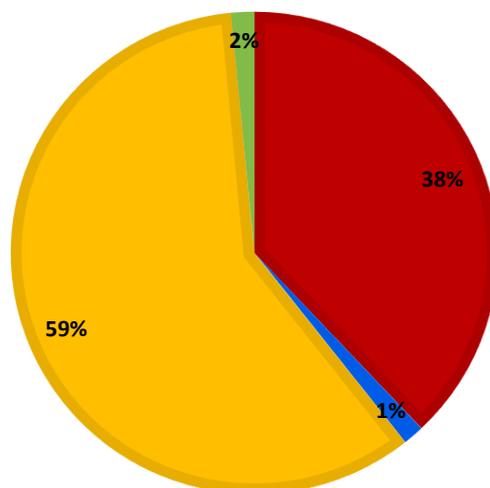
→ **Les subventions sur les actions de formation, les diagnostics et les évaluations** : elles ne sont pas considérées comme des subventions mais plutôt comme des financements liés aux activités propres de l'association comme la formation des militants, les formations BAFA dans des dispositifs mis en place par l'Etat, etc. Parler de financements place l'association dans une position de devoir rendre des comptes aux financeurs et la positionne dans un rapport marchand. Elles représentent **5%** du budget de l'association.

Par la suite, il est important de voir la part de subventions accordées aux Ceméa PACA afin de voir qui subventionne l'association. Les graphiques ci-dessous nous permettent d'y voir plus clair :



## PROPORTION DES SUBVENTIONS PERÇUES EN 2014

■ Région PACA ■ Conseil général ■ Préfecture ■ Etat ■ Investissement



Ainsi, on peut constater, qu'en 2013, la part la plus importante des subventions accordées à l'association provient de la préfecture (53%). Ici, il est important de savoir que les actions financées par la préfecture sont directement rattachées à des dispositifs étatiques. On peut donc coupler sur ce graphique la part des financements accordée par l'Etat et par la préfecture, ce qui nous donnerait une part de 62%. Alors que le conseil général ne leur accorde pas de subventions Quant à la part des Directions Départementales de la Cohésion Sociale des Alpes Maritimes et des Bouches du Rhône, elle reste faible et seulement dédiée à la mise en place de la Réforme des Rythmes Scolaires. Globalement, sur l'année 2013, les Ceméa PACA ont perçu un total de 96 357€ de subventions (hors Préfecture). Par ailleurs, l'association a reçu 31% de subventions en plus que sur l'année 2012. Cette augmentation est liée au développement des contrats aidés, principalement contrats d'avenir dans la mesure où 6 salariés des Ceméa PACA sont dans ce dispositif. Rappelons que ce dernier offre une prise en charge à 80% par l'Etat du salaire de l'employé. En parallèle, une subvention particulière et non répertoriée dans le total de subventions globales vient des dispositifs mis en place par la préfecture, comme le Pacte de sécurité et de Cohésion Sociale pour Marseille<sup>30</sup> qui comprend plusieurs actions des Ceméa comme l'éducation entre pairs ou encore les 500 places BAFA pour les jeunes des quartiers de Marseille et 80 000 euros par an pour le dispositif éducation entre pairs, d'où la grande part de subvention de la Préfecture sur le graphique.

<sup>30</sup> Voir annexe 2

Pour l'année 2014, les subventions de la Préfecture ne sont pas comptabilisées dans le graphique car elles ont été versées en 2013 pour une durée de 2 ans. Pour cette année, les Ceméa ont perçu un total de 140 387€ de subventions. On remarque que l'Etat est toujours le plus gros pourvoyeur de subventions pour l'association. De plus, les Ceméa reçoivent en nature l'équivalent de 200 000€ de subventions en plus de la part de l'Education Nationale. En effet, ils sont signataires d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs au niveau national pour un montant de 4 M € reversés sous forme de salaires pour deux enseignants détachés en Région PACA. Dans la mesure où, les Ceméa sont sur le territoire de deux académies : Nice et Aix-Marseille. Malgré ces chiffres importants, les subventions ne représentent qu'environ 10% du chiffre d'affaire de l'association qui s'élève à 1,1 M € en 2013 et 1,4 M € en 2014.

Ainsi, on peut conclure que les Ceméa PACA possèdent une logique de financement qui leur est propre de part :

✓ **Ses revenus**, qui lui assurent la viabilité économique de l'association

- Par la vente de prestations (formations) à environ 90%.
- En tant qu'opérateur de politiques publiques (Communes) à environ 10%.

✓ **Des contributions publiques**, comme les financements des dispositifs d'action publique. Comme le Pacte de sécurité et de cohésion sociale.

Ce qui fait des Ceméa PACA, une association qui perdure dans le temps dans la mesure où elle reçoit de plus en plus de subventions publiques, comparé aux autres associations comme nous avons pu le constater précédemment. Mais également grâce aux recettes de son action. Les subventions viennent compléter l'intervention : il s'agit d'une offre de prestations importantes et une reconnaissance du travail mené (dans le cadre d'une légitimité accordée par l'Etat et les collectivités) qui amène à ce maintien de subvention voire à son augmentation.

Aux vues de ce bref état de lieux des subventions accordées aux associations en France et du focus sur l'association des Ceméa PACA, on pourrait se demander pourquoi l'Etat engage de l'argent public au sein de cette association alors que ce n'est pas le cas pour d'autres ?

En effet, ici nous avons choisi une approche en termes de légitimité. Nous voyons que les Ceméa possèdent une légitimité historique au regard de l'Etat dans la mesure où cette association possède

un agrément « utilité publique »<sup>31</sup> depuis 1966. Dans les années 1960, on constate une montée en puissance des associations d'éducation populaire dans le champ de l'action sociale. En effet, la Ligue de l'enseignement, les Franches et francs camarades et les Ceméa voient leurs actions se diversifier et prendre de l'ampleur (le premier congrès national des Ceméa se déroulant en 1957, avec 600 participants, puis en 1965 avec 920 participants). Preuve en est, en 1966, le ministère de l'éducation populaire voit le jour. On a donc une reconnaissance de ces mouvements durant cette année.

Cette reconnaissance par l'Etat se poursuivra, avec quelques dates clés, notamment en 1989. En effet, cette année-là, F. Mitterrand est au pouvoir et L. Jospin est nommé ministre de l'Education Nationale. Il veut alors poursuivre ce que la loi Haby (de 1975, proclamant le collège unique) avait commencé ; c'est-à-dire une école pour tous. Il proposa cette année-là de mettre en place plusieurs lois d'orientation sur l'éducation. Prévoyant ainsi d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, créant les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Une refonte du système éducatif est donc l'une des priorités cette année-là. Et les Ceméa auront leur place dans la mesure où ils seront agréés par l'Education Nationale « association partenaire de l'école » qui leur permet d'intervenir au sein du système éducatif à travers des formations. « Ces réseaux associatifs se sont structurés et spécialisés dans l'éducation informelle et ont souvent développé un maillage territorial permettant un réel ancrage dans toutes les académies. Depuis 2008, le ministère est entré dans une logique de dialogue de gestion afin d'établir annuellement un bilan des actions menées par les associations ainsi que des perspectives en adéquation avec les priorités de la politique ministérielle. Ce processus se construit dans une double dimension, nationale et académique, garantissant la cohérence de la mise en œuvre des programmes d'action et permettant une meilleure connaissance mutuelle des acteurs de l'éducation nationale et des associations :

- **dialogue de gestion national** entre l'administration centrale du ministère et les sièges nationaux des associations ;

- **dialogue de gestion territorial** entre les rectorats et les associations régionales, les associations étant invitées à adapter leurs actions aux projets académiques. »<sup>32</sup>

Lorsque l'on regarde ces objectifs énoncés par l'Education nationale, on constate que les associations partenaires de l'école ont un rôle précis ; elles permettent de mettre en œuvre et

---

<sup>31</sup> Voir définition complète en Annexe 3

<sup>32</sup> Objectifs des associations partenaires de l'école, trouvée sur le site *Educsol*.

d'accompagner le dialogue entre les agents de l'Etat et les agents de terrain. C'est ce qu'il se passe en ce moment pour les Ceméa par rapport à la mise en place de la Réforme des Rythmes Scolaires. En effet, l'association a été appelée par certaines villes afin de les aider à mettre en place la réforme dans la mesure où elle est habilitée à intervenir, mais aussi grâce à sa forte légitimité chez certains acteurs, avec le développement d'un réseau péri-associatif au sein des collectivités.

On voit donc que les Ceméa PACA possèdent une légitimité sur le terrain accordée par l'Etat et les collectivités. Par ailleurs, lorsque l'on regarde le budget alloué à l'association nationale pour son action dans et autour de l'école, il est conséquent ; 4 millions d'euros. Les financements accompagnent donc les actions. Mais cette légitimité accordée par l'Education Nationale peut parfois bloquer certaines actions des Ceméa qui doivent absolument répondre à un appel lancé par le ministère. Ainsi, on constate que lors de cet accompagnement sur la réforme, certains militants s'y sont opposés mais ils n'ont pas eu de poids sur les décisions nationales ou territoriales. Ce partenariat oblige et contraint l'association à répondre à certains appels d'offre, même si tous les militants ne suivent pas. D'ailleurs, ce partenariat profite aussi au ministère dans la mesure où l'association leur accorde l'appellation « éducation populaire » au sein de leur dispositif, mais aussi parce que l'association peut compléter le travail de l'Etat sur le terrain ou le territoire, voire parfois, faire le travail d'accompagnement à sa place.

Quant au partenariat avec la préfecture des Bouches-du-Rhône, qui accorde à l'association la majorité de ses subventions, il est très récent (2013) et il s'est développé avec la mise en place du Pacte de Sécurité et de Cohésion Sociale pour Marseille qui vise à « réaffirmer l'image républicaine de la ville ». Dans ce pacte, à la rubrique « favoriser l'ouverture et la mobilité hors du quartier pour les jeunes », une action vise à financer 500 modules de qualification du BAFA pour les jeunes des quartiers avec un stage en internat hors de Marseille. Afin de mettre cette action en place, la préfecture a contacté les Ceméa et leur a proposé d'ouvrir 500 places de BAFA en plus. En termes de rentrée financière (80 000€), ce pacte est très important pour l'association, qui répond positivement à la demande. Chaque année, cette offre est renouvelée et ce, durant 3 ans. Or, dans les faits, l'association n'a pu ouvrir autant de place sur ses formations déjà bien remplies. Elle a donc fait appel à la Ligue de l'enseignement afin de partager les places. En tant que partenaire historique des Ceméa<sup>33</sup>, la Ligue était la seule association en mesure d'accueillir la moitié de ces 500 places. Le directeur des Ceméa parle de ce partenariat en termes de bénéfices pour l'association tant sur le plan financier que sur la légitimité sur le territoire marseillais. Les Ceméa se sont donc impliqués dans

---

<sup>33</sup> Dans un *triumvirat* historique et national Francas, Ligue et Ceméa

ce partenariat car ils voyaient en lui, une plus-value pour l'association. Il en va de même pour la Préfecture qui délègue ses actions aux associations tout en ayant un droit de regard et un suivi annuel sur elles. Par ailleurs, cela rentre dans une logique d'Etat qui sécurise et qui agit sur le territoire en ayant des actions d'ordre social sur le terrain grâce à la figure des associations.

## B. Par l'arrivée de l'expertise et des appels d'offre

Les subventions et la légitimité accordées aux Ceméa en PACA mais aussi au niveau national s'accompagne d'un phénomène important : l'arrivée de l'évaluation et de l'expertise au sein de l'association. En effet, lors des entretiens d'anciens militants que nous avons réalisés, nous avons pu constater la prégnance de cette arrivée au sein de l'association. Ils évoquent ainsi l'expertise<sup>34</sup> comme un tournant dans l'histoire des Ceméa. Et nous allons tenter de comprendre pourquoi.

### 1. Les Ceméa, une association qui répond à des appels d'offre et qui propose des services d'évaluation

Nous ne pouvons pas connaître avec certitudes le budget accordé aux Ceméa pour répondre aux différentes commandes publiques. En revanche, nous savons que ces subventions sont liées au développement des dispositifs mis en place par différents acteurs comme l'Etat, la préfecture, etc. Ainsi, le pacte de Sécurité et de Cohésion Sociale pour Marseille peut être considéré comme une commande publique dans la mesure où c'est l'Etat qui a demandé aux associations d'intervenir dans la mise en place de ce dispositif en tant qu'expert du social. Mais la Préfecture n'a pas demandé à n'importe quelle association dans la mesure où il y a eu une sélection en amont de ces acteurs. Lorsque je demande au directeur adjoint la raison de l'absence de l'IFAC (un organisme de formation concurrent des Ceméa) par exemple, il me répond que « la préfecture a bien conscience de qui ils sont ». Il en va de même pour une autre association qui a été mise de côté par la préfecture pour son manque de professionnalisme. Ainsi, les Ceméa ont été reconnus par la préfecture comme partenaires et acteurs du Pacte, c'est pour cela que leur projet a été validé et qu'ils ont pu obtenir des financements conséquents.

Il en va de même pour la Réforme des rythmes scolaires. En effet, l'association a été appelée par certaines villes afin de les aider à mettre en place la réforme dans la mesure où elle est habilitée à intervenir et où elle possède une légitimité en tant qu'association « partenaire de l'école » depuis

---

<sup>34</sup> Entendue ici comme : l'association en tant qu'experte des questions liées à l'animation et au social mais aussi l'association qui fait l'objet d'expertise, c'est-à-dire d'évaluation interne.

1989. Par exemple, en 2013, la ville de Vitrolles (13) a fait appel aux Ceméa pour réfléchir à la réorganisation des accueils de loisirs extra-scolaires ; c'est-à-dire en dehors de l'école. L'association a donc mandaté 2 militants salariés et 1 militant non salarié qui ont dû réaliser sur le terrain des entretiens avec les animateurs, les directeurs, les coordonnateurs, les responsables du secteur jeunesse de la mairie et les élus. Ensuite, ils ont établi une liste de proposition qu'ils ont présentée aux différents acteurs de la Réforme. Cette action peut être définie comme un audit dans la mesure où c'est une démarche méthodique qui consiste à examiner une fonction, une activité ou un organisme par une personne indépendante à partir d'un référentiel normé pour apprécier la qualité des résultats et proposer des recommandations d'amélioration.

Pour prendre un deuxième exemple sur la Réforme, en 2014, la ville de Miramas (13) a demandé aux Ceméa, une aide pour « la mise en place d'activités périscolaires de qualité ». Ainsi, un salarié a été chargé d'accompagner le service jeunesse de la Mairie dans la mise en place de la Réforme. Il a d'abord participé aux réunions de préparation et s'est ensuite rendu dans les écoles pour évaluer la mise en place sur le terrain de la Réforme. Par ailleurs, ce partenariat entre la ville de Miramas et les Ceméa n'est pas nouveau car depuis plusieurs années, il existe une convention pour faire partir des jeunes de la commune en stage BAFA. L'association possède donc déjà une certaine légitimité dans la commune liée à sa réputation mais aussi au réseau présent à la mairie. Ici, c'est bien une évaluation qui a été menée car ce salarié des Ceméa a mesuré la valeur d'un objet évalué. Il a aussi participé à la mise en œuvre des objectifs et des outils d'évaluation. Afin de savoir si l'objectif a été atteint sur le terrain.

Par ailleurs, plusieurs actions de la sorte ont été conduites dans les villes de Montoux (84), Annot (04), Mallemort (13), ou encore Eyguilles (13) soit pour aider à la rédaction du Projet Educatif de Territoire, soit pour aider à la mise en place de la Réforme sur le terrain. On voit donc que les Ceméa PACA sont considérés comme « experts » de la question éducative et scolaire par certaines collectivités. C'est aussi une image que les militants (notamment les permanents du secteur école) se sont construite pour avoir plus de légitimité sur le terrain. D'ailleurs, ce partenariat profite aux collectivités car l'association peut compléter leur travail sur le terrain ou le territoire, voire parfois, faire le travail d'accompagnement à leur place. Ce qui confère aussi à l'association une rentrée d'argent conséquente.

## 2. Les Ceméa, « diagnostiqués » de l'intérieur

Dans ce deuxième point, je voudrai aborder une vision interne des diagnostics réalisés aux Ceméa, pour les Ceméa et par eux. Pour mieux comprendre ces trois aspects de l'évaluation présents au sein de l'association, il est nécessaire de donner des exemples.

### Une évaluation d'une action faite par les Ceméa

Par exemple, dans le cadre du projet « éducation entre pairs », financé par la Préfecture, qui consiste à former des lycéens et des collégiens à ce qu'ils soient des acteurs de la prévention sur les thématiques de santé au sens large, les Ceméa PACA font appel à un chercheur en psychologie sociale de l'université Nice-Sophia Antipolis. Cette personne est chargée d'évaluer l'impact du projet. Les Ceméa font appel à cette évaluation car cela a apporté une plus-value auprès de la Préfecture. En revanche, sur le terrain, on ne sait pas si l'on peut qualifier cette enquête d'évaluation dans la mesure où, pour l'instant, il n'a été fait que des entretiens téléphoniques avec les responsables de l'action et le chercheur n'est pas allé sur le terrain auprès des collégiens et lycéens voir comment le dispositif se déroulait. Il a fait distribuer (par la responsable Ceméa du dispositif) une fiche d'évaluation aux élèves du dispositif. Sur cette fiche, les bénéficiaires du dispositif doivent choisir une thématique sur laquelle ils vont s'informer et vont retranscrire aux autres élèves non bénéficiaires, puis doivent la décrire en 5 mots, qu'ils doivent par la suite classer par ordre d'importance. Il leur a aussi fait passer (toujours par l'intermédiaire de la responsable) un questionnaire d'altruisme, tous deux à remplir en début et en fin d'évaluation. Comment peut-on évaluer un dispositif avec uniquement du recueil de fiches et de questionnaire, sans voir les coulisses du dispositif et ce qu'il se passe réellement ? Faire une évaluation c'est aussi enquêter auprès des publics bénéficiaires. C'est une sorte de suivi avec des paliers au début et à la fin du dispositif, sauf que l'on ne sait pas si cette personne possède un tableau de bord avec des critères d'observation et d'évaluation. Se pose alors la question des conditions de réalisation de l'enquête, de la manière dont les élèves répondent à ce questionnaire et comment sont traitées les données. Par ailleurs, un questionnaire seul ne permet pas d'analyser le processus qui conduit les personnes à y répondre. De plus, cette évaluation pourrait s'apparenter à une sorte de vitrine qui légitimerait le projet auprès des financeurs dans une optique de pérennisation du dispositif.

## Une démarche qualité sur les Ceméa

Lors de l'année 2012, les Ceméa ont dû se confronter à une commission de labellisation de la qualité de leurs formations faite par le conseil régional. Des « experts »<sup>35</sup> de la Région sont donc venus et ont observé la qualité pédagogique et surtout matérielle. Ils ont ensuite fait des recommandations pour que l'association puisse obtenir le label appelé « démarche qualité ». A la suite de cela, les Ceméa l'ont obtenu. Ce qui leur confère une certaine légitimité auprès des collectivités qui sont déjà leurs partenaires dans la mesure où ils leur commandent des formations. Cette démarche qualité était donc très importante pour l'association. Par ailleurs, des militants ont été mobilisés afin de faire des actions de nettoyage des locaux, d'organisation des lieux, etc. Mais surtout, ils doivent signer une feuille de présence lors de chaque regroupement afin de montrer qu'il y a de nombreux militants aux Ceméa et qu'ils sont actifs.

## Un « audit » sur une action des Ceméa

Cette année, les Ceméa ont accepté deux stagiaires ; un en école d'éducateur spécialisé et l'autre en école de service social, pour pouvoir mettre en place un partenariat entre des structures et leurs écoles. Ils doivent aussi monter des partenariats entre leur structure d'accueil et d'autres associations. Sur le papier, cela prend la forme d'un audit car ils ont comme objectif d'améliorer les partenariats entre les Ceméa et d'autres associations. Seulement, sur le terrain, les Ceméa les ont acceptés en stage pour une raison différente ; c'est, d'un côté, pour embaucher de la main d'œuvre militante sur des actions qui ne sont pas prisées par les autres militants comme intervenir sur la formation d'animation professionnelle de niveau V (Brevet d'Aptitudes Professionnelles d'Assistant Animateur Technicien). Très peu de militants s'engagent dans cette action et vont aider son responsable. Seulement, les deux stagiaires ont proposé d'y aller car c'est l'action des Ceméa qui se rapprochait le plus du domaine social ; leur domaine. Et de l'autre, cela rendait service à un des deux stagiaires, militant au Ceméa depuis 3 ans. On remarque donc que les Ceméa n'ont pas vraiment besoin de cet « audit » et cela n'intéresse pas plus ses dirigeants qui ont laissé faire les deux stagiaires dans la mesure où ils rendent service à l'association en étant présents sur des actions délaissées par les autres militants.

---

<sup>35</sup> Du moins, étiquetés comme tel par la Région.

## L'association nationale évalue les associations territoriales

Par ailleurs, il existe aux Ceméa national, à l'interne, une commission « de la charte » qui est chargée de vérifier que l'action de chaque association territoriale est en conformité avec la charte des valeurs des Ceméa. C'est-à-dire de regarder, si dans la réalité du travail de terrain de ces associations territoriales, les valeurs de l'association ne sont pas oubliées. Font partie de cette commission, des militants aguerris comme l'ancien directeur des Ceméa PACA pendant 20 ans, aujourd'hui à la retraite. Récemment, cette commission s'est rendue auprès de l'association territoriale d'Alsace car cette dernière avait engagé des partenariats avec des associations à la fois concurrente et en inadéquation avec les valeurs de l'association. Dans les faits, cette commission se replonge dans des textes fondateurs et les met en regard avec les actions et les partenariats de l'association territoriale qui pose problème. Elle est habilitée à retirer le label Ceméa de l'association qui ne respecterait pas la charte. Peu de militants connaissent l'existence de cette commission. Cette commission de la charte fait donc des actions d'évaluation à l'interne des associations. Elle contrôle les autres associations alors que l'association nationale des Ceméa n'a pas, historiquement et structurellement, à intervenir dans le fonctionnement des associations territoriales. Pourtant, cette charte prend la forme de critères à respecter et les actions de vérification de la commission prennent des allures de démarche qualité au sein même de l'association.

Ainsi, pour conclure, on peut constater que l'association ne réalise pas que des évaluations pour les politiques publiques, mais aussi à l'intérieur de son association. Ces évaluations prennent plusieurs formes ; internes ou régies par des principes conformes à l'éthique de l'association et externes lorsqu'il s'agit de formations. Pour plusieurs raisons, qui souvent sont liées à son développement, à sa mise en valeur mais aussi au contrôle interne de toutes les associations sur le territoire français. Cela confère aussi une certaine légitimité à l'association en PACA qui a comme image une association qui fonctionne, se développe mais qui reste fidèle aux valeurs qu'elle affiche. Une bonne élève en somme, qui malgré tout a encore du mal à se remettre en question sur la forme et l'utilité des évaluations internes. Ce point ayant été soulevé dans des temps de réflexion lors du congrès de l'association à Grenoble cette année, l'association territoriale pourrait envisager un réel travail d'évaluation de ses dispositifs afin de mesurer leur portée sur le public.

On constate donc à travers cet exemple, que le secteur associatif devient de plus en plus « un secteur marchand de production de services à bas coût, remplissant des missions de services

publics. »<sup>36</sup> comme évoqué précédemment. Par ailleurs, la main d'œuvre associative reviendrait moins chère que de recourir au secteur privé pour évaluer les politiques publiques, dans la mesure où ce sont soit des salariés de l'association, soit des volontaires qui agissent sur le terrain. En outre, de nombreux salariés des Ceméa PACA sont sous contrat d'avenir, ce qui revient moins cher qu'un salarié cadre ou en contrat à durée indéterminée. L'Etat peut donc faire de la délégation de services, notamment sociaux et d'évaluation aux associations sans avoir à dépenser autant qu'en ayant recours au privé. Ce recours externe n'est pas nouveau et ne correspond pas forcément aux périodes de crise économique. Le travail social en est l'exemple car cette mission a été déléguée en période de pleine croissance dans les années 1970. Mais l'Etat, en déléguant, crée des missions assorties de nouvelles professions, qui lui sont proposées par les associations. Reprenons l'exemple du travail social où, déjà, les Ceméa, dans les années 1970, sous l'impulsion de J. Ladsous, ont créé le statut, le diplôme et les écoles d'éducateurs spécialisés. Ces missions proposées par les partenaires de l'Etat assurent un service public qui revient toujours moins cher que d'embaucher des fonctionnaires qualifiés. D'ailleurs, on assiste à une ouverture des marchés dans le secteur de la formation et de l'éducation qui n'existait pas auparavant. Cela force donc les associations à se mettre en concurrence pour répondre à ces appels d'offre. Les plus grosses associations arrivent donc à s'en sortir soit en répondant à la commande publique, soit en faisant de la vente aux usagers. Alors que ce n'est pas le cas des associations plus petites, qui doivent augmenter leur prix de cotisation, ce qui peut être néfaste à la diversité des publics que l'on peut rencontrer dès à présent dans le secteur associatif.

## Partie 2 : Les Ceméa ; une association qui se transforme et qui organise collectivement l'engagement militant

Dans un deuxième temps et dans une deuxième partie de cette recherche, nous allons nous consacrer à la structuration de l'association au niveau national, mais aussi et surtout à l'échelle territoriale afin de comprendre comment cette association se maintient dans le temps et quel impact elle peut avoir sur les engagements de ses militants. Nous commencerons donc par analyser l'histoire de cette association et de sa légitimité auprès de l'Etat mais aussi au sein des collectivités. Ce qui nous montrera aussi comment elle se structure au fil du temps. Puis, nous tenterons de comprendre comment et pourquoi les Ceméa sont une association institutionnelle et quels en sont les effets sur les militants et leur parcours. Pour enfin se focaliser sur le fonctionnement de sa vie militante afin de comprendre comment elle mobilise des acteurs et les transforme en militants des Ceméa,

---

<sup>36</sup> V.TCHERNONOG, « le secteur associatif et son financement », *Informations sociales*, 2012/4 n°172, p°11-18

notamment en région PACA. Ce qui implique donc la création ou le renforcement des rapports avec les autres militants et la mise en place d'une image collective, que ce soit au sein de son association territoriale ou au niveau national.

## I. Les Ceméa, une association qui évolue au fil du temps

C'est au travers de cette sous-partie que nous allons essayer de comprendre l'histoire de l'association mais aussi comment elle va structurer l'engagement militant. Nous retracerons alors l'histoire des Ceméa au niveau national mais aussi au niveau régional, notamment à travers la région PACA. Grâce à l'histoire de cette association, nous pourrions ainsi comprendre comment elle fonctionne et quelles en sont ses particularités. Puis nous poursuivrons avec l'analyse de son fonctionnement au niveau militant et comment elle va organiser, renforcer, créer l'engagement militant. Pour enfin analyser l'institutionnalisation de certaines pratiques militantes et en quoi elles font échos aux choix politiques faits par l'association, contrainte aussi dans un espace de politiques publiques plus large.

### A. Une histoire collective de l'association

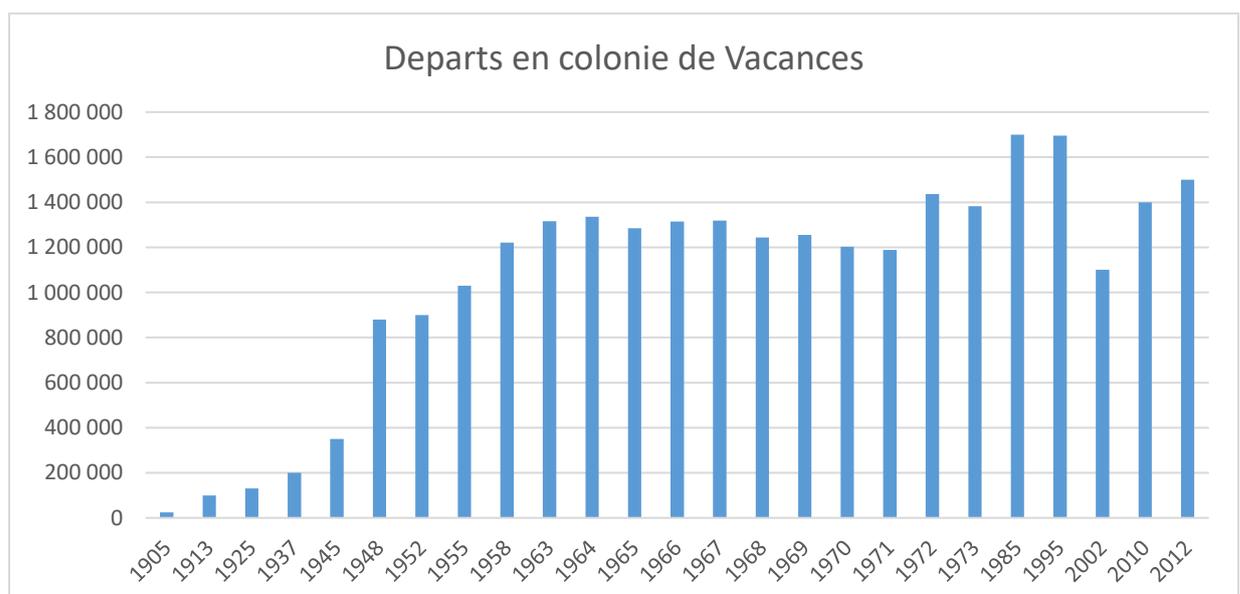
Afin de mieux comprendre comment cette association est née, comment elle se développe et donc, par là même comprendre son impact sur les engagements militants et son mode de structuration, il est nécessaire de se focaliser sur son histoire. Nous nous appuyerons successivement sur le livre *Les CEMEA qu'est-ce-que c'est ?* de D.BORDAT qui retrace l'histoire de l'association de 1937 à 1976 puis sur *Passeurs d'avenir*, d'un de ses successeurs au poste de directeur (délégué) général de l'association, J-M.MICHEL pour la période 1976-1995.

Ainsi, le premier stage des « Centre d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et maisons de campagne des écoliers » a eu lieu du 25 mars au 2 avril 1937 à Beaurecueil (13) près d'Aix-en-Provence. Il est considéré comme l'acte fondateur des Ceméa, et on en retrouve un récit quasi mystique dans le journal « Marianne » d'Avril et Mai 1937, dont quelques lignes sont retranscrites dans l'ouvrage d'un ancien Délégué Général de l'Association, D.BORDAT<sup>37</sup>. Par ailleurs, il est intéressant de noter que ce premier stage (qui a accueilli une cinquantaine de participants) a été subventionné par le ministre de la Santé Publique Henri Sellier, et promu au sein de son administration par le ministre de l'Education Nationale Jean Zay.

---

<sup>37</sup> D.BORDAT, *Les CEMEA qu'est-ce-que c'est ?*, Paris, Editions Maspero, 1976

Cette association, ancêtre des Ceméa, qui se porte en préfecture dès 1938, est la première à proposer des stages pour les personnels des colonies de vacances. La création de cette association s'inscrit dans un mouvement plus global de redéfinition des loisirs. En effet, l'année 1936, marque l'arrivée au pouvoir en France du gouvernement du Front Populaire, dirigé par Léon Blum (SFIO), et après des semaines de grèves l'avènement des congés payés. Cette année-là, Léo Lagrange devient le premier sous-secrétaire d'Etat aux Sports et à l'organisation des Loisirs, au sein du Ministère de la Santé dirigé par Henri Sellier. Il promeut l'idée d'un accès massif aux loisirs pour les classes ouvrières, et les colonies de vacances en sont une émanation. En effet, depuis le début du siècle, le nombre d'enfants qui partent en colonies de vacances va croissant. Si l'on regarde le tableau ci-dessous, 880 000 enfants partent en vacances en 1948 contre 25 000 en 1905. Cela confronte ainsi l'Etat français à un vrai défi en ce qui concerne l'encadrement de ces mineurs qui partent en colonie de vacances car il faut former vite et un grand nombre de personnel encadrant.



Source : D.BORDAT, *Les CEMEA Les Ceméa, qu'est-ce-que c'est?*, Paris, Editions Maspéro, 1976

En 1944, les « Centres d'Entraînements aux Méthodes d'Education Actives » naissent sous ce nouveau nom. Dès 1944, des délégations sont créées à Lyon et Clermont-Ferrand, et en 1947 celle d'Aix-Marseille rejoint un réseau de 16 autres délégations. La demande est telle que, de 1945 à 1955, le nombre de stages et de regroupements organisés annuellement passe de 120 à 551, et le nombre de participants à ces diverses activités passe de 3 600 à 26 584.

L'après-guerre ancre un peu plus les Ceméa dans une reconnaissance institutionnelle, en effet, en 1945, l'association reçoit l'agrément du Directeur des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Et le 5 février 1949 sont créés les Diplômes d'Etat des moniteurs et directeurs de colonies de vacances. Puis, ils sont rendus obligatoires pour l'encadrement de ces colonies en 1954. Dans ces années, les Ceméa ont la quasi-exclusivité des stages de moniteurs et de directeurs de colonies de vacances. De plus, l'association reçoit en 1948 une subvention de 4M d'€ de la part de la nouvelle caisse de Sécurité Sociale et la direction générale de l'enseignement du 1er degré met à leur disposition des instituteurs en 1951, qui se nommeront « enseignants détachés ». L'association restera très liée à l'Etat et notamment à l'Education Nationale. Récemment, elle rendait hommage à Jean Zay, l'un des pionniers de ce partenariat.

En 1955, 324 stages reçoivent 15 458 stagiaires et en 1968, 600 stages réunissent près de 30 000 personnes. Cette association prend aussi de l'ampleur dans le monde de la psychiatrie sous la figure du Dr Daumezon, puis dans le secteur culturel à travers les actions de Jean Vilar qui crée le festival d'Avignon.

Le réseau grandit de plus en plus, et en 1957, 600 de ces membres se réunissent à Caen pour le premier Congrès des Ceméa. A cette occasion, une des fondatrices du mouvement, en la personne de Gisèle de Failly expose les « 7 principes qui guident notre action ». Ce congrès a donc une valeur fondatrice pour l'association.

Les années 1960, sont « l'âge d'or » des colonies de Vacances selon le chercheur Alain Rauch, les communes urbaines construisent de nombreux Centre de Vacances à la montagne ou à la mer. 1 300 000 enfants partent en vacances en moyenne durant la décennie. L'Etat se dote alors d'une direction générale de la jeunesse et des sports en 1966, qui va accroître les subventions matérielles et financières dont a besoin l'association pour fonctionner.

Les années 1970 marquent la fin des « trente glorieuses » et avec elle, celle de l'opulence relative dont bénéficiait la politique des vacances collectives des mineurs en France. On observe que le nombre d'enfants accueillis dans les Colonies de Vacances stagne et décroît dans cette période passant même sous les 1 200 000 en 1971. En parallèle, on constate l'expansion des centres de loisirs notamment sous la houlette des Francs et Franches Camarades<sup>38</sup>. Moins cher et proposant des vacances de proximité, le Centre aéré est plébiscité par les communes, délaissant peu à peu les Colonies de Vacances aux Comités d'Entreprise et aux associations. Intimement lié à la fréquentation

---

<sup>38</sup> Association créée en 1944, par des membres des Ceméa et des Eclaireuses et Eclaireurs de France.

de ces vacances collectives de mineurs, les Ceméa entrent dans une phase de transformations : réduction des moyens financiers accordés aux associations, professionnalisation et spécialisation de plus en plus importantes des personnels, etc. Symboliquement, en 1969, Gisèle de Failly décide de quitter la direction de l'Association suite notamment au décès d'Henri Laborde, un autre membre fondateur du mouvement.

Les années 1970 et 1980 sont un tournant historique pour les Ceméa. En effet, la crise économique qu'entraînent les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, pousse la barre du nombre de chômeurs au-dessus du million en France, une première depuis le début des trente glorieuses. Cette morosité économique est à l'origine du concept de *formation professionnelle*, idée selon laquelle chaque actif peut continuer à se former tout au long de sa carrière. Selon J-M.MICHEL, « la professionnalisation de la formation a entraîné des évolutions importantes dans l'organisation du travail des formateurs et dans l'action de formation elle-même. Le poids de la commande publique en même temps que la diminution constante des crédits d'Etats ont bouleversé les équilibres économiques des associations »<sup>39</sup>.

C'est donc dans les années 1980 que les Ceméa entre de plein pied dans la formation professionnelle. Un des pionniers en la matière était Jacques Ladsous, un éducateur des Ceméa, qui a notamment travaillé en Algérie. Il avait créé en 1970 le statut de moniteur-éducateur et avec lui le diplôme et la formation. Par la suite, ce sont quatre écoles qui se forment, gérées directement par les Ceméa, Bruguière (31), Phalempin (59), Vaugrigneuse (91), Vic-le-Comte (63).

Ce passage dans le monde de la formation professionnelle, inquiète et questionne donc le mouvement militant. L'association, principalement composée d'instituteurs, instructeurs permanents ou non, axée majoritairement sur la formation des personnels de colonie de vacances, s'interroge sur cette transformation. Pour certains militants, c'est le lien avec le monde ouvrier, au cœur du projet des premières colonies de vacances, qui est en jeu. D.BORDAT, alors délégué général exprimera en clôture du congrès de Toulouse de 1978 « Je le dit tout net en cette fin de congrès, nous vivons au Ceméa une aventure contradictoire qui, au niveau du langage et de l'expression, coupera rapidement les Ceméa du monde ouvrier dont je souhaite par ailleurs qu'il se retrouve chez nous et qu'il s'y sente à l'aise »<sup>40</sup>.

---

<sup>39</sup> J-M.MICHEL, *Passeurs d'avenir*, Paris, Actes Sud, 1996

<sup>40</sup> D.BORDAT in J-M.MICHEL, *Passeurs d'avenir*, Paris, Actes Sud, 1996

Selon la chronologie de J-M.MICHEL, c'est en 1979, avec la création du DEFA<sup>41</sup> (aujourd'hui DEJEPS<sup>42</sup>), que les Ceméa entrent officiellement dans la formation. L'arrivée au pouvoir de F.MITTERAND en mai 1981 accélère l'entrée des Ceméa dans ce processus. En effet, la gauche au pouvoir prône le développement de la formation professionnelle comme palliatif au chômage et pour l'insertion des jeunes et la réinsertion des chômeurs. Dans ce sens, en 1982, le gouvernement de Pierre Mauroy en accord avec les principaux syndicats institue une contribution patronale de 0,1% de la masse salariale reversée à un organisme paritaire agréé, créant ainsi le droit au départ en formation professionnelle des salariés. La même année, le gouvernement met en place le processus de *décentralisation*, qui vise à transférer certains pouvoirs exécutifs aux régions, qui bien qu'existantes depuis une dizaine d'années, prennent une nouvelle envergure. Ce sont les premières qui récupèrent la responsabilité de la formation professionnelle. Les Ceméa emboitent le pas du gouvernement, et font de la décentralisation un objet de travail de leur Congrès de Clermont-Ferrand de 1984, et en 1985 lors d'une assemblée générale extraordinaire l'association modifie ses statuts et transforme ses *délégations* en *Associations Territoriales*. Deux mouvements accompagnent cette transformation, une plus grande autonomie des AT (Association Territoriale), qui peuvent gérer directement leurs offres de formations, et un découpage plus calqué sur les régions que sur les académies. En 1986, on compte alors 32 associations territoriales en France métropolitaine et dans les DOM-TOM. Le transfert de pouvoir se poursuit en 1991 dans la mesure où les secrétaires généraux des AT deviennent des directeurs territoriaux, et la direction nationale s'organise en direction générale (pédagogique) et en direction fonctionnelle (administrative).

Les Ceméa continuent dans les années 1990 et 2000 leur partenariat avec l'Etat dans sa lutte contre les différents thèmes sociaux (décrochage scolaire, laïcité, etc.). On observe un renversement paradigmatique dans les orientations de l'association. En effet, là où elle défendait un accès aux loisirs et aux vacances pour tous, donc principalement pour la classe ouvrière, désormais, elle intervient sur le champ de l'anomie<sup>43</sup> et de l'intégration sociétale. C'est ainsi que le Congrès de Strasbourg de 1992 est, entre autre, axé sur la lutte contre l'exclusion. En effet, J-M.MICHEL déclare (dans son discours de clôture) «Nous luttons contre l'exclusion, la marginalisation des enfants issus de l'immigration, nous luttons contre le racisme au quotidien car nous savons combien cette peur de l'autre, du basané, du juif, du drogué, du malade du sida... contient de menace pour la démocratie...». De plus, ce Congrès voit la promulgation d'un nouveau principe des Ceméa

---

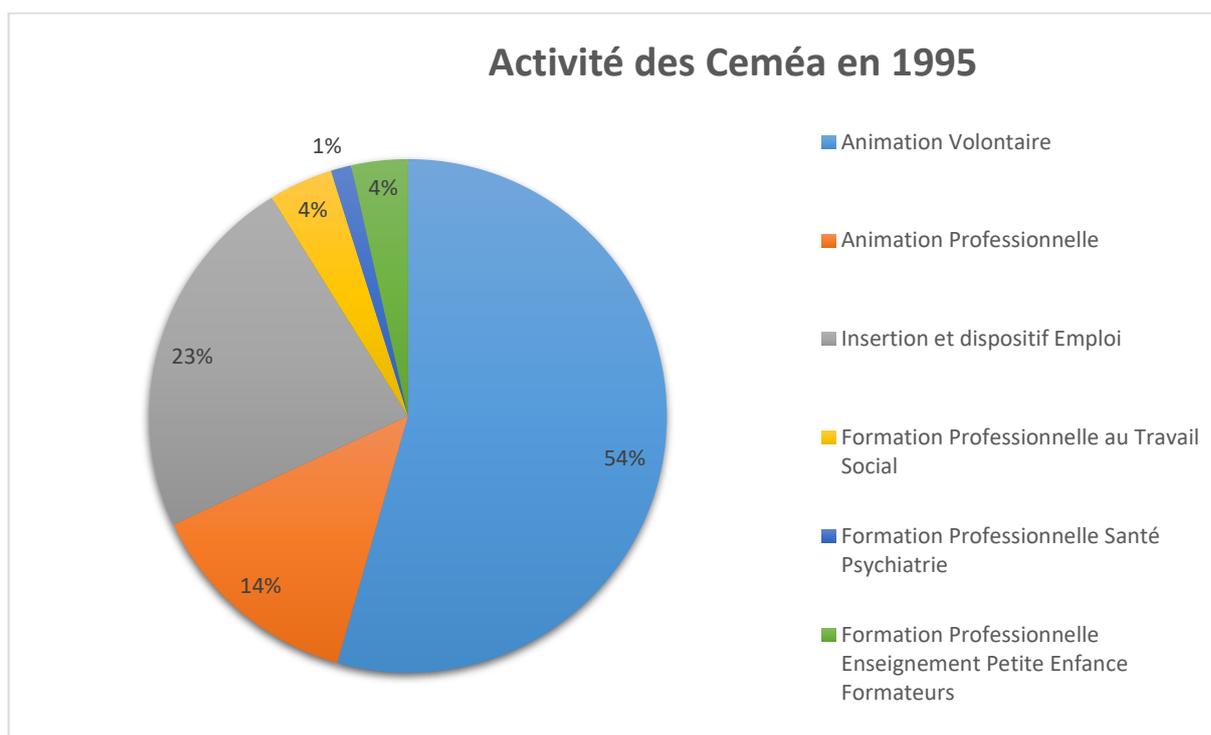
<sup>41</sup> Diplôme d'Etat relatif aux Fonctions d'Animateur

<sup>42</sup> Diplôme d'Etat de la Jeunesse de l'Education Populaire et du Sport

<sup>43</sup> C'est-à-dire l'absence de règles

concernant la laïcité : «La laïcité, pour nous, c'est le combat contre toutes les formes d'obscurantisme qui fleurissent chaque jour à côté de nous. C'est l'ouverture à la compréhension de l'autre dans l'acceptation des différences et dans le respect du pluralisme sans accepter pour autant toutes les formes d'enfermement dans cette différence». On observe donc que les Ceméa collent au plus près des débats et des questions du moment (construites et proposées en partie par les politiques publiques) et proposent, dans la foulée, des formations et des actions aux politiques publiques. Par exemple, l'association signe, en 1998, une convention avec le gouvernement Jospin concernant l'intervention dans des dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire en collège ; les « Classes Relais » pour les enfants de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> et poursuivent ce partenariat en 2002 avec le gouvernement Raffarin qui lance les « Ateliers Relais » pour les élèves de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>.

Afin d'y voir plus clair dans l'évolution de l'association, J-M MICHEL dresse un bilan chiffré de l'activité des Ceméa en 1995 :



Source : J-M.MICHEL, *Passeurs d'avenir*, Paris, Actes Sud, 1996

On constate sur ce graphique la prégnance de l'Animation Volontaire (BAFA/BAFD) dans l'Activité de l'association comparé à la part relative de l'Animation Professionnelle (DEFA, BAPAAT...) ou encore à la part de la formation en santé mentale (pourtant secteur historique de l'association). Ce rapport de force est en rééquilibrage constant, si bien qu'en 2014, l'AT PACA a réalisé pour la première année plus d'Activité en Animation Professionnelle qu'en Animation Volontaire. Ce qui

nous montre que l'association évolue constamment, en rapport avec les changements sociaux mais surtout avec les préoccupations des politiques publiques.

On observe donc que c'est une vieille association qui perdure et qui est très présente dans le domaine de l'éducation, de la formation mais aussi dans le culturel. Et qu'elle est reconnue par l'Etat qui lui attribue le titre « reconnue d'utilité publique » en 1966 et « partenaire de l'école » en 1989. Ce qui ancre la légitimité de l'association dans le temps. Mais on constate aussi que les Ceméa développent peu à peu un corps de valeurs de règles et de comportements, qui vont conduire les militants à avoir une certaine éthique dans leurs pratiques militantes, comme l'analysait M. WEBER, dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

## B. Un parcours mouvementé pour les Ceméa PACA

Si l'association nationale s'est transformée et a évolué en fonction des préoccupations sociales et des politiques publiques, les Ceméa PACA ont aussi suivi cette mouvance.

En effet, elle réunit deux anciennes délégations, liées aux académies de Nice (1965) et d'Aix-Marseille (1947). Qui, avec la décentralisation en 1984-1985, deviennent l'AT Côte d'Azur et l'AT Provence. Ces deux associations ne suivent pas la même route dans la mesure où celle de Côte d'Azur s'engage dans la formation professionnelle et l'insertion tandis que celle de Provence se tourne vers les formations volontaires. C'est en 1996 qu'elles fusionnent pour devenir l'AT Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui suit aussi un découpage régional. En revanche, les militants ne parlent pas de fusion mais plutôt d'« absorption » dans la mesure où les Ceméa Côte d'Azur ne pouvaient plus s'auto-financer. Cette fusion n'a pas été bien vécue par certains militants, ceux qui l'ont vécu à Marseille en parlent, et ceux de Nice ne sont pas restés mis à part quelques-uns.

*« Les formations sur l'insertion ont été poussées par le national. Mais la difficulté c'est que l'Etat est très mauvais payeur, car il paye en retard, c'est donc la difficulté des paiements aléatoires. C'est ça qui a, en partie, précipité leur perte financière. Du coup leur responsable a été licencié, beaucoup de leurs militants sont partis sauf Samuel qui est resté. Il y a eu tout un courant qui a dit, nous on les a soutenu dans leurs actions, on les soutient dans leurs difficultés, ce n'est pas leur faute, c'est aussi à cause du national. »<sup>44</sup>*

---

<sup>44</sup> Entretien d'Emile.

*« L'unification de Nice et Marseille je l'ai vécu assez difficilement. Je ne peux pas tout raconter, non pas pour cacher, mais j'ai eu mal. J'ai vécu cette situation et à la fois il fallait qu'on réponde avec une insistance du national, fallait voir, pour ne faire qu'une seule région. C'est normal de coller à la réalité du découpage, mais les Ceméa, historiquement, étaient par académies, c'était logique donc qu'il y ait deux antennes. En plus, rajoute à ça la distance, tu ne viens pas pour une réunion. Georges avait vécu ça à Nantes, c'était un bon soldat, un bon délégué. Il voulait absorber l'équipe de Nice. Des années, Thomas faisait un compte rendu car on a racheté Nice et il parlait à chaque fois du remboursement de Nice. Cela nous donnait soi-disant plus de stagiaires mais je n'ai rien vu de tout ça.*

*Nice était dirigée par une équipe de Toulouse. Marseille et Nice ne s'entendaient pas, ou du moins n'avaient pas de relations, on se voyait dans des trucs nationaux, mais ce n'était pas très intéressant. On savait, on entendait ce qu'il se passait à Nice. La seule chose qu'on avait en commun, c'était le stage d'économat. En plus les Midi-Pyrénées c'était une région de frondeurs. Lors de cette absorption, on a accueilli ceux qui ont voulu venir avec nous. Marseille avait une réputation de ringard, peut-être parce qu'on chantait ? Peut-être j'en sais rien. On était plutôt, on s'est heurté dans la conception. Quand on s'est organisé en AT, par contre, on voulait une antenne nationale forte où la pédagogie soit un point d'initiative, mais ce n'était pas admis par tous. Le plus gros c'était que Marseille était très colos et pas anim pro alors que Nice était plus anim pro<sup>45</sup>, même très axée anim pro. Alors que maintenant à Marseille, l'anim pro fait du bon boulot, mais pendant des tas d'années c'était l'anim vol. »<sup>46</sup>*

Ici, on constate la démarcation entre Nice qui était assez mal vue par les autres militants car elle avait déjà ce côté animation professionnelle et Marseille qui était plus tournée vers des méthodes traditionnelles des Ceméa, comme le chant. L'importance de l'identité territoriale est déjà un facteur de désengagement ou de confrontation au sein de l'association. Ce que nous verrons plus en détail par la suite. On comprend alors que ce passage dans l'histoire des Ceméa PACA a été un facteur de désengagement pour certains militants, notamment ceux de Nice, dans la mesure où ils ont vécu une désillusion vis-à-vis des valeurs défendues par l'association de Marseille. Mais cela a été aussi un réel pari d'insertion et de fusion des idées pour ceux qui sont restés. Par ailleurs, la question des formations professionnelles et le tournant de l'association en organisme a aussi été un facteur de désengagement ou de réorganisation de l'AT, qui a dû composer avec ces directives. Lorsque l'on s'attarde sur cette période, on constate que certains secteurs se sont transformés au sein de l'AT. En

---

<sup>45</sup> Cette dichotomie sera explicitée par la suite.

<sup>46</sup> Entretien de Franck

effet, l'arrivée de l'animation professionnelle marque aussi le début des audits et donc, du renforcement des liens avec des politiques publiques toujours plus tournées vers la formation. Ce qui a beaucoup marqué les militants.

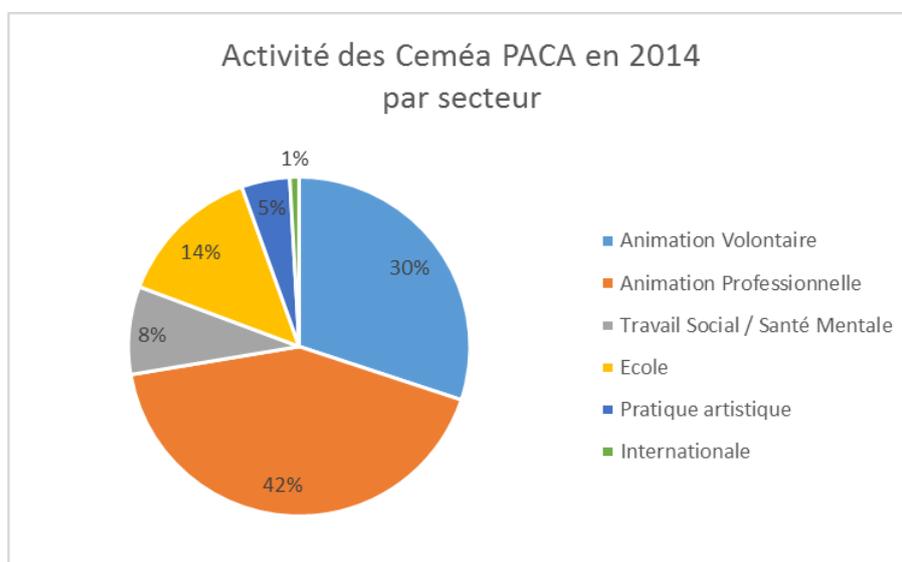
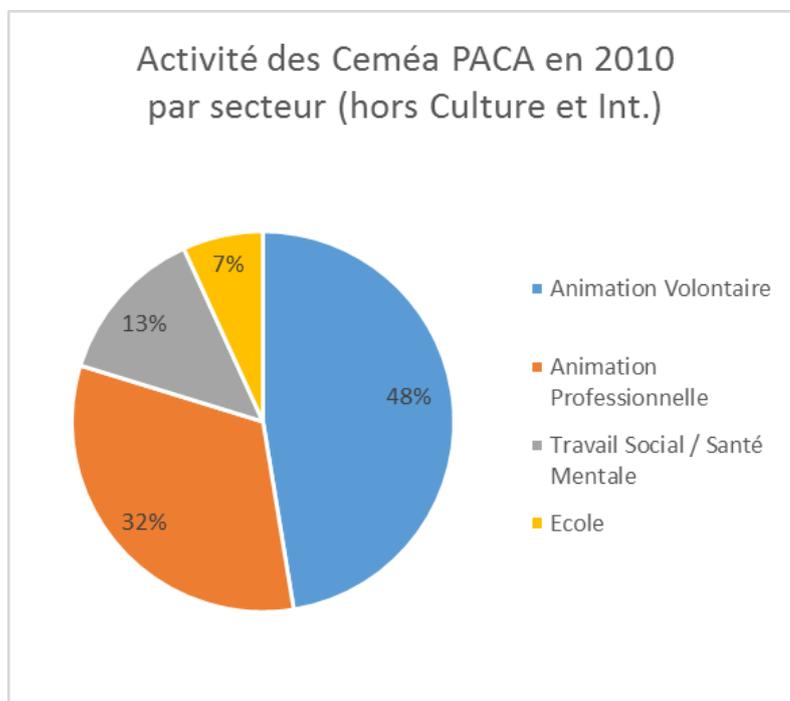
*« Il y a eu une évolution aussi avec l'arrivée de la formation professionnelle avec l'apport du droit du travail, alors qu'avant c'était tabou de parler du droit du travail car animation donc engagement militant, pas une profession. [...] On a aussi inventé une méthode de diagnostic car on a été les premiers à faire ça. A la fin des années 1990, il y a eu les dispositifs d'Etat de Jeunesse et Sport pour les contrats éducatifs locaux, qui donne de l'argent aux communes si elles développent des actions. Dans le 13, ils n'ont pas voulu de cabinet privé mais des associations d'éducation populaire. C'est intéressant, on donne des conseils aux gens, après est-ce qu'ils sont suivis ? On ne sait pas c'est dur, les politiques ont juste envie de suivre pour les subventions et pas développer le culturel dans la commune. »*

On constate ici qu'Emile a vécu un changement au sein de son parcours et a dû recomposer des compétences autour de la formation professionnelle. On retrouve aussi cette opposition entre le volontariat (très marqué dans ce discours par l'engagement militant) et la professionnalisation (par l'image du droit du travail). Le fait qu'il y ait un tabou autour du droit du travail (notamment avec l'arrivée du salaire) marque encore plus cette image de rupture que certains militants ont vécue. Par ailleurs, l'engagement militant aux Ceméa fait aussi échos à l'histoire de l'association qui est liée à l'apparition des loisirs, ce qui marque aussi une distinction avec le travail. DUMAZEDIER analyse aussi cette opposition entre le loisir « qui devient maintenant une valeur » et le travail qui n'est pas « valorisé dans les mêmes proportions »<sup>47</sup>. A travers des enquêtes sociologiques et des faits historiques, il montre les transformations de cette société du travail, en société du loisir. Il analyse, avec beaucoup de nuances, comment les progrès techniques d'une part et la tradition d'autre part conditionnent cette évolution à travers les loisirs. C'est dans cette mouvance que l'on peut faire le parallèle avec les valeurs défendues par les Ceméa et que certains militants voient en opposition avec la professionnalisation. En revanche, si les acteurs sont restés, c'est qu'ils ont trouvé un sens à leur action en rapport avec leurs valeurs et donc celle de l'association, même lors d'un changement mal vécu. L'arrivée de la professionnalisation a donc forcé les militants à s'adapter aux changements et à recomposer leur parcours autour d'elle. C'est aussi la preuve que des changements sont surmontables pour l'association.

---

<sup>47</sup> J. DUMAZEDIER, *Vacances et valeurs*, Autrement, n°111, 1990

Depuis ce moment, on remarque la prégnance du secteur de l'animation professionnelle au sein de l'AT, car les formations sont en constante augmentation à la différence d'autres secteurs. Comme nous le montrent ces graphiques :



Ce qui va donc impacter sur les typologies de militants. En effet, il y a de plus en plus de militants issus de l'animation professionnelle, tandis qu'il y a de moins en moins d'enseignants vu la perte de vitesse du secteur animation volontaire. Ce qui pose aussi la question de la gestion des militants en termes de compétences, et ce, toujours en lien avec les évolutions sociales. On observe

de plus en plus de compétences polyvalentes chez les militants lorsque les politiques sont transversales (lié aussi à la formation professionnelle), alors que l'on constate plus de compétences sectorielles lorsque les politiques sont sectorisées. Nous nous focaliserons sur cette question un peu plus tard.

En revanche, nous pouvons constater que l'association territoriale se transforme et va générer de nouvelles formes d'engagement mais aussi de nouvelles typologies de militants. C'est aussi le cas pour ce qui est de sa forme propre. En effet, depuis quelques années, l'association revêt une forme entrepreneuriale (dans la mesure où elle possède une hiérarchie, des salariés, des orientations et des stratégies de développement) et prend place (ou confirme sa place) dans plusieurs instances étatiques ou locales comme :

- Le fonds de solidarité et de promotion du mouvement associatif.
- Le conseil économique et social régional.
- La chambre régionale de l'économie sociale.
- Le comité de liaison des organismes de formation.
- Le centre régional information jeunesse.
- Les jurys BAFA, BAFD, diplômés de l'Animation Professionnelle.
- Les comités départementaux et union régionale Jeunesses au Plein Air.

Par ailleurs, elle se définit aussi comme entreprise d'économie sociale et solidaire et accroît le nombre de ses salariés en un court laps de temps (5 en 2001 contre 25 en 2015), en réponse à une évolution des formations sur le territoire. Elle doit donc s'adapter et introduire de la gestion de ressources humaines et une organisation hiérarchique, choses qu'elle ne faisait pas avec une petite équipe de permanents. De plus, elle se voit contrainte d'embaucher des personnes extérieures ou nouvellement arrivées à l'association afin de développer son activité.

Cette association territoriale possède donc trois identités : le mouvement militant, l'association d'éducation populaire et l'entreprise. Ce qui peut engendrer certaines problématiques dans la gestion du personnel salarié mais aussi militant. Ces trois mondes doivent ainsi coexister et fonctionner conjointement dans la mesure où des militants sont appelés à participer aux actions de formation, notamment par le biais des permanents qui deviennent de véritables mobilisateurs de

réseau. Les Ceméa PACA combinent donc actuellement deux logiques : permanents (salariés) et non permanents (volontaires<sup>48</sup>).

## II. L'institutionnalisation des pratiques militantes

Comme nous l'avons vu précédemment, l'association des Ceméa possède une triple identité. Ce qui va être intéressant ici, c'est de comprendre, à travers cette articulation entre ces trois pôles, comment l'association s'institutionnalise et quels effets cela produit sur les militants et leur engagement. Ainsi, nous analyserons en quoi les Ceméa s'institutionnalisent à partir des éléments historiques que nous avons évoqués dans le premier point, mais aussi en nous appuyant sur des recherches axées sur les associations de défense de l'environnement. Par la suite, nous verrons en quoi cette institutionnalisation impacte les parcours militants.

### A. Pourquoi et comment les Ceméa s'institutionnalisent ?

Dans un premier temps, il est nécessaire de comprendre en quoi l'association vit ou a vécu un processus d'institutionnalisation lors de son histoire. Mais il nous faut commencer par définir ce qu'est ce processus.

Pour les sociologues des associations, notamment G. POUJOL<sup>49</sup>, l'institutionnalisation est présentée comme « l'aboutissement du processus social qui va du rassemblement des personnes en opposition aux pouvoirs organisés, au conflit générateur de la cohérence du groupement, jusqu'à l'établissement d'un ensemble de règles transformant l'association en institution. » L'institutionnalisation des associations n'est donc pas, dans ce cas, l'aboutissement du processus de construction politique, mais bien plutôt le point initial, celui qui en fixe le cadre.

Quant à sa définition en sciences politiques, notamment dans les travaux de J. LAGROYE, l'institutionnalisation constitue « une forme d'objectivation qui fait exister cet univers de pratiques sur le mode d'un objet extérieur aux individus » pour aboutir à ce que « l'institution peut être vue comme un système d'attentes réciproques dont la stabilité est garantie par des règles et des

---

<sup>48</sup> Le statut juridique du volontariat consiste en un engagement d'une personne qui est rétribuée par une indemnité équivalente à ses frais courants (de déplacement, hébergement, etc.). Ce statut est un complément à celui de salarié et ne peut pas s'y substituer. En France, un contrat le régit : le Contrat d'Engagement Educatif. Le volontaire ne pouvant pas effectuer plus de 80 jours de volontariat par an. Ce statut est en cours de discussion dans les instances européennes car c'est une spécificité française, et qu'il peut s'apparenter à du salariat précaire dans certaines situations.

<sup>49</sup> G. POUJOL, " La dynamique sociale des associations ", *Les Cahiers de l'animation*, Marly le Roi, n°39, 1983.

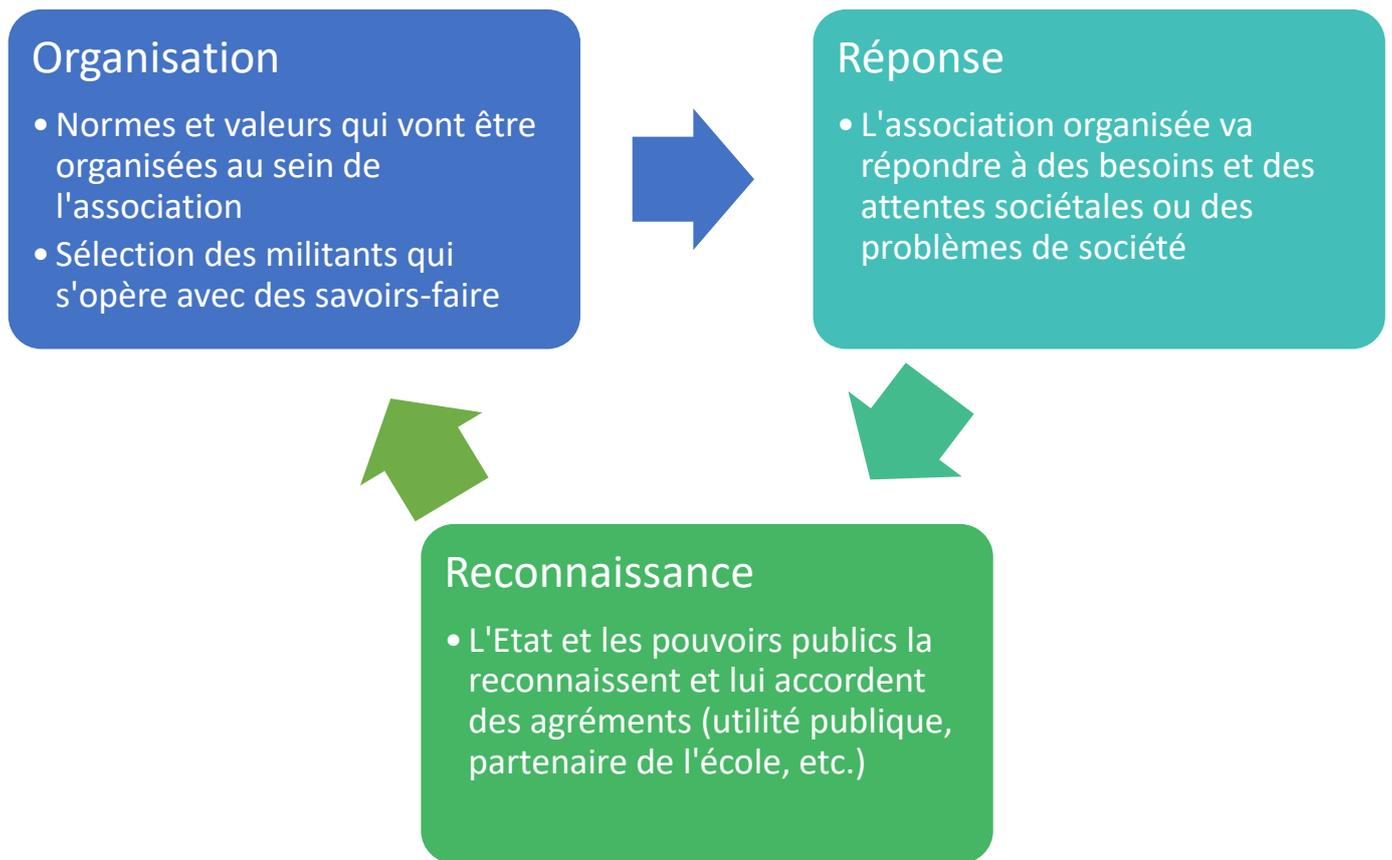
règlements et/ou par des dispositifs de repérage et de classement »<sup>50</sup>, et l'entrée dans cet univers forme une « prise de rôle, c'est à dire l'acquisition de savoir-faire ou de savoirs pratiques ». C'est dire que le choix précoce et préalable d'un dispositif institutionnel fondé sur des associations a pu constituer un puissant outil de normalisation des rôles et des comportements. Mais aussi et surtout façonner un point de convergence entre des acteurs diversifiés, souvent opposés et mus par des logiques contraires. L'instabilité qui pourrait résulter de la naissance d'une action publique dans un champ où conflits de valeurs, oppositions politiques, enjeux professionnels s'entrecroisent pour générer des configurations incertaines, se trouve ainsi conjurée par une distribution des rôles acceptable par la plupart, identifiée et acceptée finalement par le plus grand nombre. Ainsi que le souligne Michel OFFERLE « la confrontation des idées et des prises de position suppose la construction antérieure d'une espace pacifié et organisé de représentation des intérêts, donc d'une acceptation progressive du conflit institutionnalisé, construit non plus comme source de discorde mais comme fonctionnel pour l'équilibre de la société. »<sup>51</sup>.

Dans le cadre de ces définitions, peut-on alors dire que les Ceméa se sont institutionnalisés ? De manière objective, oui pour plusieurs raisons, qui s'inscrivent dans ce processus d'institutionnalisation. Afin d'y voir plus clair dans ce processus, il est nécessaire de réaliser un schéma :

---

<sup>50</sup> J. LAGROYE, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po. et Dalloz, 3e édition, 1997, p. 151 et suiv.

<sup>51</sup> M.OFFERLE, *Sociologie des groupes d'intérêts*, op. cit., p. 82



On constate donc que les Ceméa se sont institutionnalisés selon trois phases qui forment un cercle. Ainsi, l'association va tout d'abord passer du simple regroupement de personnes à une organisation plus structurée qui peut rappeler le domaine administratif avec un pôle associatif (président, trésorier, secrétaire, adhérents, etc.) et un pôle salarié (directeur, cadre, permanent, etc.). De cette organisation va en découler une sélection de ses membres en rapport avec ses valeurs et ses normes, mais aussi par des savoirs faire. Grâce à cette organisation, l'association va pouvoir répondre plus efficacement à des besoins et des problématiques sociétaux dans lesquels elle se sent impliquée (ce sont au départ des instituteurs qui vont faire de l'éducatif) et dont elle est une des pourvoyeuses. On peut donc parler « d'intériorité participative » comme l'analyse BOURDIEU. Et, par ces interventions organisées et en rapport avec des phénomènes sociaux, les pouvoirs publics vont voir en elle un partenaire de l'action sociale. Ils vont donc agir pour qu'elle perdure mais aussi pour qu'elle agisse encore plus sur le terrain en lui attribuant des agréments et des subventions. Ainsi, comme l'association est aidée et reconnue par l'Etat, elle va pouvoir se développer et recruter encore plus, toujours par rapport à ses valeurs initiales. C'est donc un processus, un cycle, d'institutionnalisation qui vivent les Ceméa dès leur début jusqu'à aujourd'hui. C'est aussi ce qui peut expliquer sa transformation en entreprise d'économie sociale et solidaire pour les Ceméa PACA.

Ainsi, il est intéressant d'analyser l'identité d'entreprise d'économie sociale et solidaire. En effet, c'est un pas de plus vers l'institutionnalisation pour l'association dans la mesure où toutes les AT n'ont pas cette identité. Ce mode de fonctionnement est en pleine expansion au sein de l'AT depuis quelques années, en parallèle du développement des Chambres Régionales d'Economie Sociale et Solidaire (CRESS). Celle de PACA s'est créée en 2009. L'appellation ESS « rassemble des entreprises engagées dans les réalités socio-économiques qui donnent la priorité à des objectifs autres que le profit et fait coexister une pluralité de ressources : marchandes, bénévoles, publiques et privées. »<sup>52</sup>. On remarque que le bénévolat est ici considéré comme une ressource au même titre que les marchandises. Ce qui crée une certaine vision du bénévolat, considéré sous l'angle de la gestion de ressources humaines. Ce qui met aussi sur le même plan des associations (comme les Ceméa, les AMAP, etc.) et des entreprises (comme Leclerc, Boulanger, etc.).

Pour ce qui est de la part de l'emploi salarié en ESS en PACA, elle représente 9,8% de l'emploi total régional. Ce qui reste relativement faible par rapport à d'autres régions comme la Bretagne qui représente 13,9% de l'emploi salarié régional. Par ailleurs, depuis l'élection de François Hollande, il existe un secrétariat d'Etat chargé « du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire, auprès du ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique » au sein du ministère de l'économie. C'est aussi une preuve que ce domaine d'activité prend de l'importance au sein de la société française. Et les Ceméa PACA s'inscrivent dans cette évolution.

Quant aux secteurs d'activité des Ceméa PACA, ils ont aussi évolué en fonction de cette institutionnalisation. En effet, on remarque que depuis quelques années, certains secteurs prennent de l'ampleur ; comme l'animation professionnelle (à partir de sa création, elle ne cesse de se développer) alors que d'autres connaissent un ralentissement d'activité ; comme la santé mentale. Ces secteurs d'activité évoluent en fonction des demandes des politiques publiques. Par exemple, le secteur école a connu un essor grâce notamment aux formations liées à la Réforme des rythmes éducatifs mais aussi au Pacte de sécurité et de cohésion pour Marseille. C'est un effet de l'institutionnalisation.

On constate donc que les Ceméa vivent, depuis leurs débuts, un processus d'institutionnalisation qu'ils reconnaissent et qu'ils présentent sous leur meilleur jour : « Bien des associations ont traversé une crise identitaire pendant ces trente dernières années, mais la vitalité et la solidité de l'assise idéologique et militante des Ceméa leur a permis de survivre à

---

<sup>52</sup> Panorama de l'ESS en PACA, 2014.

l'institutionnalisation de l'organisme de formation. »<sup>53</sup>. Mais l'on peut aussi se demander quels effets sont engendrés par ce phénomène ? Au prisme de son histoire locale et notamment à travers cette arrivée du monde de l'entreprise au sein de l'association, dans l'AT PACA (juste dans le cadre de cette recherche et pas parce qu'elle ne représente qu'une entreprise nationalement).

## B. Qu'est-ce que cela créé au sein de l'association territoriale?

Ainsi, si l'association s'institutionnalise et se transforme au rythme des changements sociaux mais aussi des politiques publiques, quels en sont les effets sur l'engagement militant ? Nous analyserons ce point en prenant pour référence l'histoire de l'association mais aussi le livre de J. BOURRIEAU, *L'éducation populaire réinterrogée*.

En effet, dans cet ouvrage, l'auteur analyse les différentes ruptures qui ont marqué l'histoire de l'éducation populaire et de ses associations en France. Selon lui, il en existerait trois (que nous discuterons par la suite) :

- **La professionnalisation de l'animation** ; Vue comme vidée de tout projet politique. C'est une dérive dangereuse. Il existe une fracture entre militants de l'Education Populaire et les nouveaux embauchés. Période d'embauches massives qui réduit le nombre de militants. On élabore des profils de poste pour les salariés. Les associations remplissent alors des missions de service public qui ont souvent pour objectif de remplir les centres d'activité socioéducatives sous le concept fourre-tout de démocratisation de la culture.
- **La formation permanente** ; Vue à travers la loi de 1971 : où l'on doit former les salariés à l'adaptation aux lois du marché par la qualification professionnelle. Ici, c'est l'idéologie dominante qui prévaut. L'éducation permanente devient la formation, ce qui reflète l'évolution d'une approche politique. Les associations font appel à des formateurs extérieurs On demande aux salariés d'être bien formés et diplômés plutôt que d'avoir des valeurs au sein des formations et de l'animation : le contenu pose problème et n'est plus questionné. Il y a de moins en moins de militants. Cela provoque aussi une coupure avec le monde ouvrier. On constate l'arrivée d'un nouveau marché des organismes.
- **Le mythe de l'entreprise** ; Le marché du travail reproche aux associations d'être trop éloignées du monde de l'entreprise. L'idéologie de l'entreprise s'installe donc peu à peu au sein des associations. Ce qui cause donc l'entrée des questions liées aux droits du travail qui prennent une grande part des discussions. On note aussi l'apparition des catalogues de

---

<sup>53</sup> Site des Ceméa PACA.

formation et de l'importance de la communication. On développe aussi un « esprit colo à thème » pour les rendre plus attrayantes. Les associations font désormais plus de prestations de service pour les politiques publiques, qui demandent une utilisation efficace des subventions.

On constate donc que dans le monde de l'éducation populaire, beaucoup de paramètres sont remis en question, notamment vis-à-vis des valeurs. Les préoccupations des militants de ce milieu sont donc intimement liées à l'évolution de la société et de l'adaptation de leurs idéologies. Même si J. BOURRIEAU évoque des faits historiques, il les analyse à la lumière de son engagement militant et des évolutions récentes de la société. En revanche, cet ouvrage est un indicateur des préoccupations actuelles du milieu de l'éducation populaire. Ces craintes, d'autres militants les avaient avant lui, et dans certains entretiens réalisés, les acteurs font aussi part de leurs questions vis-à-vis de l'évolution des Ceméa PACA dans le monde de l'entreprise. Nous développerons plus en détail ce sujet dans la partie III.

En revanche, on peut voir que ces ruptures font échos à des passages dans l'histoire des Ceméa PACA ; comme l'arrivée de l'animation professionnelle ou encore l'arrivée des appels d'offre. Il faut donc faire le lien entre ces préoccupations et l'apparition de plus en plus prégnante de l'institutionnalisation au sein de l'association. Nous en avons déjà perçu un effet ; celui de la peur de perdre ses valeurs et donc son identité militante. En effet, la transposition des logiques entrepreneuriales sur l'association provoquent certains effets qui peuvent être mal vécu par les acteurs. Comme l'analyse S.NICOURD dans sa recherche sur la permanence de l'engagement, les logiques des entreprises évoquent cinq principes qui peuvent être contradictoires avec l'engagement militant :

- La réduction des effectifs salariés
- La recherche des partenaires financiers
- La logique de professionnalisation
- Le développement de la formation des bénévoles
- L'atteinte des objectifs

Ces logiques entrepreneuriales croisent donc les valeurs militantes et rentrent parfois en conflit sur le terrain, notamment la logique de professionnalisation dans un travail qui revêt un aspect volontaire ou bénévole, et l'atteinte des objectifs qui peuvent se répercuter sur les effectifs salariés. Ceci, mis toujours en lien avec le contexte social où l'on demande de plus en plus aux

associations et notamment aux organismes de formation de montrer une image sérieuse et rigoureuse avec des bénévoles qui ont des compétences et qui sont bien formés. Même si les Ceméa résistent à ces logiques en préservant un collectif militant mu par des valeurs auxquelles chacun peut se rattacher, l'image de l'entreprise peut faire peur aux militants, et pas que les plus anciens :

*« Ah parce qu'il reste des militants aux Ceméa ? Ils ne sont pas tous devenus salariés ? C'est compliqué cette histoire-là, je ne sais pas si je retrouverai une place. »*

Il est donc important pour l'association de combiner ces trois identités et de réfléchir à la prise en compte des craintes de certains sur l'évolution en entreprise. Cependant, nous pouvons évoquer le fait que l'entreprise et la professionnalisation ne sont pas toujours en opposition avec des valeurs. En effet, des travaux montrent que la professionnalisation (au sens anglo-saxon de profession) a institutionnalisé des valeurs (altruistes notamment) au fondement de la reconnaissance de l'action. Il n'est pas rare de voir des entreprises parler de valeurs. Seulement, il est intéressant d'analyser ici (au prisme des théories de M. WEBER) l'opposition que font les acteurs entre la vocation ; perçue par certains militants sous la forme d'un engagement riche de valeurs et la professionnalisation ; qui en serait démunie. Dans la compréhension de ces valeurs, il s'agit de la recherche par l'individu d'un sens pour lui-même, d'une suite d'actions dont la cohérence éthique se donne comme une conduite, le point de rencontre entre causalité, action et sens de son engagement.

Mais ce passage évoque aussi la modification des compétences militantes. En effet, si au départ l'association cooptait ses membres selon certaines compétences ; comme Franck qui n'était pas coopté dans le groupe activités manuelles, elle devient de plus en plus encline à ouvrir ses portes. Mais souvenons-nous qu'elle l'est aussi parce que les financeurs demandent de plus de qualifications et de compétences de la part des formateurs. Les militants formateurs possèdent donc des compétences élargies dans plusieurs domaines. En effet, nombre d'entre eux s'impliquent dans des actions différentes qui croisent plusieurs secteurs. On les encourage donc à participer à des stages BAFA (secteur animation volontaire) mais aussi à des interventions dans les formations professionnelles. Ainsi, le militant aux Ceméa PACA touche un peu à tout, à partir du moment où il est formé par l'association. C'est le cas de Manelle, qui est intervenue sur trois secteurs en l'espace de neuf mois, dans la mesure où elle a déjà travaillé dans le secteur social. Les militants qui vont la mobiliser sur les actions voient donc en elle une personne solide qui connaît déjà les ressorts de la formation. A la différence d'autres militants à qui l'on propose d'aller faire des stages BAFA mais rien d'autre. Ce sont pour la plupart des militants jeunes et peu expérimentés professionnellement. L'association mobilise donc des militants sur le terrain, mais pas n'importe où, ni n'importe qui. Par

ailleurs elle crée de nouvelles compétences que les militants vont pouvoir exploiter dans différents domaines d'intervention. C'est aussi à ça que servent les petits groupes de réflexion ; à fabriquer un réseau de compétences exploitables.

Par ailleurs, avec l'arrivée des appels d'offre et de l'ouverture à la concurrence des formations dans les années 1990, on voit apparaître de nouvelles compétences chez les militants, (souvent salariés) ; la réponse aux commandes et aux appels d'offre. Cette tâche n'est pas confiée à tout le monde et demande la mobilisation de savoirs institutionnels voire très marqués scolairement. En effet, si l'association veut pouvoir accéder à des subventions, il faut que le projet soit correctement rédigé, ce qui demande des savoirs et du temps. Mais utiliser le langage et le discours de l'action publique permet aussi à l'association d'avoir des espaces d'autonomie dans l'organisation de leur travail. Ainsi mobiliser une image professionnelle et institutionnelle lui permet d'être libre dans ses actions, avec cependant l'obligation d'établir des comptes à la fin des actions (sous forme de bilan) et de renouveler la demande de subventions. Cela participe à l'émergence d'une figure professionnelle du social qui va composer de nouvelles compétences chez les militants qui deviennent pour la plupart des polyvalents chez les volontaires et des spécialistes pour les salariés.

De plus, il y a aussi une crainte chez certains militants de l'arrivée d'animateurs professionnels au sein des formations. En effet, on constate que la part d'enseignants aux Ceméa diminue, ce qui va modifier l'image de l'association en son sein. Pour certains, l'enseignant représente l'image du volontariat tandis que l'animateur professionnel revêt une image salariale. Ce qui fait le parallèle avec les questions du changement des valeurs qui devient une préoccupation pour certains d'entre eux.

*« Avant on était axé sur les colos, maintenant c'est plus le centre de loisirs et la consommation du loisir »*

L'importance des valeurs et de leur mode d'application est ici une préoccupation pour certains militants qui pensent que ce ne sont que les enseignants qui peuvent véhiculer les « bonnes valeurs » de l'éducation populaire. Les acteurs se mobilisent donc sur l'opposition entre le volontariat et le salariat comme s'il y avait une perte de valeurs comme nous l'avons vu précédemment avec l'opposition du loisir et du travail. Alors que l'on peut aussi penser l'arrivée des animateurs professionnels dans l'association comme une recombinaison des valeurs chez les employés, car il peut y avoir des valeurs au sein du travail. En revanche, cela devient plus complexe, s'ils n'arrivent pas à trouver leur place au sein d'un mouvement très marqué par des codes sociaux d'appartenance.

Il ne faut donc pas qu'ils restent uniquement salariés mais bel et bien militants de valeurs affichées au sein d'une association qui doit aussi penser leur intégration au mouvement. Avoir une pluralité de parcours d'engagement et donc une pluralité de compétences au sein de l'association va l'enrichir socialement, tout en gardant une identité qui lui est propre.

Nous constatons que l'institutionnalisation de l'association peut véhiculer des désengagements ou du moins, des craintes chez certains militants qui peuvent y être réticents. En revanche, elle essaye de relever un nouveau défi : celui de combiner son identité militante et donc ses valeurs très marquées par la présence du volontariat, notamment chez les enseignants, avec l'arrivée de l'entreprise mais aussi d'acteurs du monde professionnel, que certains pensent dénués de valeurs. Cela fait aussi partie de sa triple identité qu'elle doit pondérer si elle ne veut pas créer du désengagement chez ses membres. Par ailleurs, la relation avec les pouvoirs publics constitue une de ses préoccupations et peut devenir très pesante si elle n'est pas clarifiée. Les prochaines élections régionales approchant, l'association s'inquiète pour son avenir. Ce qui rajoute de la difficulté à son bon fonctionnement.

### III. Les Ceméa, une instance de socialisation secondaire

Aux vues de l'importance de cette association et de sa continuité dans le temps, il est nécessaire de se demander comment peut-elle mobiliser autant de militants et comment s'organise-t-elle pour les maintenir en son sein. Lors des entretiens mais aussi de la connaissance du fonctionnement de cette organisation, deux concepts nous sont apparus comme pertinents afin de répondre à ces questions ; l'identité collective et le capital social collectif. Ainsi, en s'appuyant sur ces concepts, nous démontrerons en quoi cette association produit une socialisation secondaire de par son fonctionnement mais aussi de par les militants qui la composent et la maintiennent en vie.

#### A. Le développement d'une identité collective

Le concept d'identité collective revêt plusieurs aspects et soulève de nombreuses questions. En effet, l'identité a souvent été questionnée au sein de plusieurs sciences sociales comme la psychologie, la sociologie ou encore la géographie. C'est aux Etats-Unis, dans les années 1960, que le terme identité est apparu. Notamment à partir des travaux d'ERIKSON. BARBIER, en 1996 la définit ainsi : « la notion d'identité est d'abord une construction mentale et discursive que les acteurs sociaux opèrent autour d'eux-mêmes ou autour d'êtres sociaux avec lesquels ils sont en contact, dans une situation ayant pour enjeu immédiat dominant la relation qu'ils entretiennent ».

Pour WITTORSKI, il existe plusieurs manières d'analyser les identités :

- **Par une dynamique individuelle** : souvent en psychologie. « l'identité a souvent tendance à être définie par des sentiments identitaires (sentiment d'existence, de cohérence, de continuité, d'appartenance, de différence..), « propriétés » attachées au sujet-individuel » ».
- **Par une dynamique interindividuelle** : souvent en psychosociologie, « plusieurs travaux insistent sur les modalités de construction de l'identité sociale dans les relations réelles ou symboliques entre les groupes (3 mécanismes sont alors souvent mentionnés comme étant à l'œuvre : un mécanisme de catégorisation sociale, de conceptualisation et de comparaison sociale intergroupes) »
- **Par une dynamique sociale** : souvent en sociologie, « l'identité est souvent abordée comme étant l'objet et l'enjeu d'une « transaction/négociation » entre les groupes sociaux et les institutions ou entre les groupes sociaux eux-mêmes. »

Les chercheurs articulent donc deux aspects de l'identité : personnelle et collective. Ainsi, l'identité individuelle serait, selon CODOL, « Subjective, elle englobe des notions comme la conscience de soi et la représentation de soi. »<sup>54</sup>. Cet auteur pense qu'il ne s'agit que d'une « appréhension cognitive de soi ». Et pour H. MALEWSKA-PEYRE, cette identité individuelle englobe donc trois caractères qui vont ensemble : « constance, unité, reconnaissance du même. » Il s'agirait donc d'une « constance dialectique » et dynamique impliquant le changement dans la continuité, dans une dynamique d'aménagement permanent des divergences et des oppositions.

Quant à l'identité collective, elle serait définie comme plus « objective » car elle englobe tout ce qui permet d'identifier le sujet de l'extérieur et qui se réfère aux statuts que le sujet partage avec d'autres membres de ses différents groupes d'appartenance. Ainsi, l'identité collective ou sociale comprend les attributs catégoriels et statutaires qui se réfèrent à des catégories sociales où se rangent les individus (groupes, sous-groupes : « jeune », « étudiant », « femme », « cadre », « père »...). C'est souvent une identité « prescrite » ou assignée, dans la mesure où l'individu n'en fixe pas, ou pas totalement, les caractéristiques. Cette identité sociale situe l'individu à l'articulation entre le sociologique et le psychologique. Elle envisage, comme le souligne H.TAJFEL, le rôle joué par la catégorisation sociale qui selon lui « comprend les processus psychologiques qui tendent à ordonner l'environnement en termes de catégories : Groupes de personnes, d'objets, d'évènements [...] en tant qu'ils sont équivalents les uns aux autres pour l'action, les intentions ou les attitudes d'un

---

<sup>54</sup> J-P. CODOL, « Une approche cognitive du sentiment d'identité », *Information sur les sciences sociales*, Éd. SAGE, Londres et Beverly Hills, 2001, p°111-136.

individu. »<sup>55</sup>. Nous avons donc deux aspects de l'identité qui peuvent s'entrecroiser dans la vie d'un militant au sein d'une association comme les Ceméa. Ici, l'identité collective peut être un point d'ancrage à l'analyse dans la mesure où l'association mobilise des militants et les forme à devenir formateurs. Ainsi, il est intéressant d'analyser comment l'identité collective se façonne au sein des Ceméa.

Tout d'abord, il est intéressant de prendre les travaux de R. WITORSKI sur la définition de l'identité collective pour commencer notre analyse. Pour ce faire, il s'appuie sur les recherches de FREUND : « Il n'y a d'identité collective que sur la base de la conscience de particularismes »... « Il y a identité collective parce que les membres s'identifient à quelque chose de commun, c'est-à-dire le même qui constitue ce quelque chose de commun n'est pas une similitude totale, mais partielle. Ce qui cimenter une identité collective c'est à la fois la représentation commune que les membres se font des objectifs ou des raisons constitutives d'un groupement et la reconnaissance mutuelle de tous dans cette représentation, sinon l'identité ne peut se former ou, si elle existait déjà, il se produit une crise de l'identité ». Par ailleurs, WITORSKI exprime le fait qu'une simple association de personnes ne permet pas le développement d'une identité collective car cela suppose au moins la constitution de croyances collectives ou de valeurs communes auxquelles les acteurs peuvent se rattacher, notamment à travers la construction d'une éthique.

Par ailleurs, cet auteur constate qu'« elle (l'identité collective) n'a jamais été autant utilisée que dans un contexte de valorisation forte des « sujets individuels ». Cette situation peut sembler paradoxale en première analyse, mais il n'en est rien : la quête d'identité collective s'inscrit vraisemblablement dans un contexte d'individualisation plus forte de l'activité humaine et en constitue, d'une certaine façon, une réponse. Avant de s'ériger en objet de recherche, la notion d'identité collective est donc une intention sociale, venant des groupes qui cherchent à revendiquer une place et à se faire reconnaître dans l'espace social. »<sup>56</sup>. Par ailleurs, il note que le monde entrepreneurial actuel essaye de fonder des identités collectives afin que les salariés se retrouvent dans l'entreprise et que les acteurs fonctionnent mieux ensemble.

Cette notion est donc très intéressante lorsque l'on analyse l'engagement militant aux Ceméa dans la mesure où, à la différence des entreprises, l'identité collective est déjà mise en place par

---

<sup>55</sup> H. TAJFEL, M. BILIG, R.P. BUNDY, C. FLAMENT, « Social catégorisation and intergroup behaviour », *European Journal of Social Psychology*, p°149-178 cité et traduit par G.VINSONNEAU, *Inégalités sociales et procédés identitaires*, Armand colin, Paris, 1999.

<sup>56</sup> R. WITORSKI « La notion d'identité collective. », *La question identitaire dans le travail et la formation : contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 2008, p°195-213.

l'association. En effet, dès la cooptation, elle définit ses militants en tant que tel et leur propose de rejoindre un cercle de formateurs Ceméa déjà formé. D'ailleurs, la cooptation représente tout un symbole et entretient cette identité collective car l'on invite le stagiaire à faire partie d'un « nous ». Par ailleurs, cette association affiche et revendique des valeurs qui lui sont propres et qui ont été un point de départ dans l'association (comme nous avons pu le voir dans la partie précédente.) Elles forment donc un des points d'ancrage de l'identité collective au sein de l'association. Tout comme le développement d'une histoire collective ancrée dans des contextes historiques et sociaux, notamment au sein de l'éducation populaire et la revendication de valeurs appartenant à l'éducation nouvelle.

De plus, l'identité collective de cette association va se construire tout au long de son histoire. En effet, si dans un premier temps, les Ceméa se définissaient comme mouvement militant, maintenant, ils articulent trois identités : l'association d'éducation populaire, le mouvement militant et l'entreprise d'économie sociale et solidaire. Cela peut donc avoir des répercussions sur la définition de ce qu'est un militant mais aussi sur l'identité collective de l'association ; Défendons-nous toujours les mêmes valeurs ? Sommes-nous fidèles à nos convictions ?, etc. Par ailleurs, la décentralisation de cette association peut modifier l'identité collective. En effet, les militants des Ceméa PACA ne vont pas se définir de la même manière que ceux des autres régions et l'on retrouve souvent dans les regroupements nationaux des particularismes et des revendications de la part des acteurs des différentes délégations.

*« En PACA, vous êtes moins sur la déconnade et plus sur des trucs sérieux du genre on fait attention aux personnes et tout. »*

*« Aux Ceméa Pays de la Loire, on défend la mixité à fond, nous on organise des stages avec de la réelle mixité, on met les idées sur le terrain. »*

A travers ces deux extraits de discours entendus lors d'un regroupement national et d'une colonie faite avec des militants des Ceméa Bretagne, on constate que l'identité collective de l'association passe aussi par des identités locales qui se façonnent sur la base de représentations ou de défense d'idées. Ce qui amène souvent aux discours marqués par le « nous » et le « vous » qui peuvent scinder l'association en plusieurs identités. Nous avons pu aussi le constater dans le congrès de Grenoble (2015), au sein des associations territoriales, il y a des valeurs qui se rajoutent sous la forme de combat à l'interne. En effet, certaines associations se revendiquent plus que les autres militantes du droit des femmes par exemple et dénoncent le fait que les Ceméa font partie d'une

idéologie bourgeoise et machiste. Alors que dans les faits, ce sont des militants de la même association, régie par des valeurs et une éthique commune. On voit ici que ces militants vont se réapproprier ces valeurs et qu'ils vont y mettre un sens différent, une dimension différente. Ce qui provoque souvent de la méfiance entre militants. Ainsi, afin de réguler ces débordements, les dirigeants du congrès vont essayer de s'en emparer et pour reformer de la cohérence au sein du collectif. En revanche, dans ces associations, il n'y a pas de contrôle social, ni de régulations de la part des dirigeants de l'association nationale dans la mesure où ils n'ont pas la main sur les décisions prises par les ATs, tant qu'elles respectent la charte établie. Charte dont nous avons parlé précédemment et qui fait l'objet d'un groupe interne qui évalue si les actions des associations territoriales sont en accord avec elle.

Les principes et les valeurs sont donc reconnus au niveau national mais sont adaptés au sein des régions. Cela a pour effet de renforcer les identités et de les confronter lors d'un jeu de rôle entre les « bons » et les « mauvais » militants. C'est aussi ce que l'on a pu constater lors de la fusion entre l'antenne de Provence et celle de Côte d'Azur où les militants avaient des représentations sur l'une et l'autre association. Et souvent, ces identités collent aussi à la réalité de ce que vivent les acteurs sur le terrain mais aussi aux actions qu'ils entreprennent. L'antenne de Nice était donc vue comme « *frondeuse* » car elle faisait des formations sur l'insertion, alors que celle de Marseille était perçue comme « *vieillotte* » car elle réalisait très peu de formations professionnelles. Les identités se construisent donc aussi en fonction des représentations que l'on se fait de l'association. Par la suite, ce sont les acteurs qui se les approprient et qui peuvent en jouer ou les renforcer.

*« Aux Ceméa moi j'ai toujours connu l'accueil, oui l'accueil des personnes en stage c'est un mot important, mais plus maintenant j'ai l'impression, même si je n'y suis plus, je le vois de loin et certaines antennes se moquent complètement de l'accueil, je ne sais pas si pour vous c'est pareil, quoi que, en PACA ça a souvent été un maître mot. »<sup>57</sup>*

Culture partagée et histoire façonnent donc l'identité collective des Ceméa, mais aussi les discours des militants sur les différentes associations. Par ailleurs, même si les Ceméa ont connu des changements dans leur mode d'organisation et dans leur identité propre, ils n'ont pas modifié les valeurs initiales posées par G. DE FAILLY en 1957 au congrès de Caen (ils en ont rajouté une en 1992, mais n'ont pas modifié les autres). En revanche, les actions ont évolué en réponse à la demande des politiques publiques mais aussi en réponse à l'arrivée d'un marché concurrentiel des formations

---

<sup>57</sup> Entretien informel de Yann

professionnelles. Par ailleurs, ces principes, même s'ils n'ont pas changés dans les textes, ont été réappropriés par les différentes associations territoriales en fonction de leur histoire et du choix des actions menées. Et ce sont ces changements qui modifient l'engagement militant mais aussi les compétences de ses acteurs (nous le verrons par la suite).

Mais ce qui fait aussi identité collective au sein des Ceméa ce sont les méthodes tirées de l'éducation nouvelle utilisées dans les formations. En effet, lorsque l'on observe les différentes formations sur le terrain, on se rend compte que les jeux, les chants, les façons de mener des discussions en petits groupes, etc. font partie d'un patrimoine commun collectif qui renforce l'identité « ceméatique ». Les militants en sont aussi conscients et jouent souvent de ça :

*« -Ah ben tiens tu connais « La maison citrouille ? »<sup>58</sup> Toi t'as fait un stage avec Henri ! Attends attends et celle-là tu la connais ? (il chante)*

*-Ah oui oui et toi tu as fait un stage avec Lucile récemment non ? »*

Il en va de même pour certains militants qui, lorsqu'ils réalisent un stage avec un nouveau formateur vont lui expliquer comment il faut faire et parfois ce qu'il faut dire afin de l'aiguiller dans son rôle<sup>59</sup>. Mais cela a aussi pour fonction de perpétuer une culture commune. Par ailleurs, la réaction à cet apprentissage commun n'est pas toujours positive ou passive. En effet, elle peut très mal passer auprès de certains nouveaux militants qui soit ne se retrouvent pas dans cette identité, soit critiquent le façonnement fait par l'association. Cela prend donc la forme d'une intériorisation des valeurs et de l'identité par les militants. On assiste donc à une construction d'une culture commune aux travers de documents et de méthodes apprises tout au long d'un parcours militant mais aussi en échos avec les changements sociétaux plus larges.

On constate donc que le concept d'identité collective est pertinent pour analyser les pratiques de transmission d'une culture du faire (méthodes) mais aussi du penser (éthique) aux Ceméa. Mais il existe aussi un autre média par lequel l'identité collective est véhiculée ; c'est le sentiment identitaire. «L'identité collective est ainsi caractérisée à la fois par les schémas et systèmes d'actions collectifs produits par et dans les groupes et par les sentiments ou affects qui y sont liés (par exemple, au niveau du groupe 'cardage', nous avons ainsi repéré plusieurs sentiments identitaires issus de l'expérience de mobilisation de compétences collectives :

---

<sup>58</sup> Chant utilisé lors d'un stage BAFA

<sup>59</sup> Il existe aussi une documentation collective propre à l'association composée de fichiers mais aussi de livres sur la psychologie, etc.

- un sentiment d'appartenance à une entité collective spécifique;
- un sentiment de cohérence interne;
- un sentiment de différence (par rapport à l'"encollage");
- un sentiment de valorisation de l'intra-groupe;
- un sentiment de confiance;
- un sentiment de puissance collective. ».

Certains de ces types de sentiments évoqués par WITTORSKI peuvent être analysés aux Ceméa. Pour ce qui est du sentiment d'appartenance à une entité collective spécifique, nous le constatons aux travers de la revendication des spécificités chez certains militants venant d'Associations Territoriales différentes. Tout comme le fait de se revendiquer militant des Ceméa ou de l'éducation nouvelle à part entière :

*« Je suis militant de l'éducation nouvelle parce que j'essaie de défendre ces principes sur le terrain »*

*« Je reste militante des Ceméa »*

Il en va de même pour le sentiment de cohérence interne dans la mesure où la plupart des militants interrogés évoquent ce sentiment « d'être bien » aux Ceméa parce que les personnes qui y sont partagent les mêmes valeurs.

*« Ca m'a fait du bien d'aller aux Ceméa, je me suis dit il y a encore des gens qui pensent comme moi. »*

*« Niveau humain, t'as 95 personnes qui sont d'accord avec toi alors que dans ton quotidien tu te bats en disant mais si c'est bien la parentalité positive ! Là, ouais youpi ! »*

On constate aussi que ce sentiment de cohérence au niveau des valeurs, s'accompagne du sentiment de différence souvent mis en lien avec ce qu'ils vivent sur le terrain. Tout comme certains militants qui se comparent aux autres organismes de formation :

*« Ils (les politiques) savent ce que l'on fait et comment les autres travaillent c'est pour ça qu'ils nous choisissent. »*

Quant aux sentiments de valorisation et de confiance, ils se retranscrivent aussi dans ces discours et le renforcement de l'engagement en est un marqueur car plus le militant va croire en ce

qu'il fait et se reconnaît dans un groupe, plus il va s'engager et former d'autres militants à la cause. En revanche, pour ce qui est du sentiment de puissance collective, il n'est pas ressorti au cours des entretiens et est très difficile à saisir lorsque l'on fait une enquête à court terme. Même si l'on peut en voir les traces, soit dans l'évocation (dans chaque entretien) d'un travail en équipe, soit dans une volonté des dirigeants de défendre la collectivité à travers les actions de formations mais aussi d'animation en centre de vacances.

L'identité des Ceméa revêt donc deux aspects : collectif (valeurs et culture communes) et pluriel (différences et revendications selon les AT). Et se retranscrit dans les discours des militants mais aussi dans l'organisation du travail. Par ailleurs, cette identité collective peut avoir comme effet le renforcement ou, au contraire, le renoncement à la militance. L'acteur arrive donc à percevoir les schèmes de cette identité et à composer avec.

## B. Un maintien du lien affectif, le vecteur d'un capital social collectif

Dans un deuxième temps, il est important de se focaliser sur un deuxième concept sociologique pour comprendre comment l'association perdure et maintient l'engagement militant ; c'est le capital social collectif. Cette notion ne possède pas qu'une seule définition et peut être vue sous plusieurs aspects :

P. BOURDIEU l'analysait à l'aune de trois types de capitaux : économique, culturel et social qu'il définissait comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance »<sup>60</sup>.

Par la suite, le politologue américain R.PUTNAM<sup>61</sup>, reprend ce concept qui « se réfère à la valeur collective de tous les "réseaux sociaux" et les inclinations qui résultent de ces réseaux pour faire des choses l'un pour l'autre ». Selon PUTNAM et ses disciples, le capital social est une composante clé de l'établissement et du maintien de la démocratie. Il entend donc ce concept comme un équivalent de « lien social » ou « lien civique » et déplore que la société américaine soit marquée par une anomie de plus en plus grande.

Plus récemment, le philosophe et politiste, F.FUKUYAMA décrit le capital social comme l'existence d'une certaine importance placée dans des cérémonies, des valeurs ou des normes mises

---

<sup>60</sup> P.BOURDIEU, *Le capital social. Notes provisoires*, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°31, 1980, p°2-3

<sup>61</sup> R.PUTNAM, « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 1995, p° 65-78.

en commun entre les membres d'un groupe qui permettent la coopération entre eux. Cette analyse du capital social est donc plus ancrée dans une vision collective des rapports sociaux, dans la veine des travaux de PUTNAM.

Il faut aussi se focaliser sur un autre aspect du capital social selon GRANOVETTER ; c'est le raccordement entre les individus qui peut être caractérisé par la confiance que les acteurs ont les uns envers les autres. De là en découle une coopération ainsi qu'une identification à son réseau. C. GARCIA TIMON écrit que les dimensions structurales du capital social se relie aussi à une capacité individuelle d'établir des interactions faibles et fortes avec d'autres dans un système. Ainsi, plus l'organisation va favoriser ce réseau et ces interactions, plus elle va créer du capital social collectif, et donc de l'adhésion à ses normes et ses valeurs. C'est ce qu'analysait J. COLEMAN : « le capital social collectif est le capital du groupe, un bien collectif que le groupe partage et renforce par l'établissement d'une forte cohésion. »<sup>62</sup>.

Afin d'analyser le développement et la conservation d'un capital social collectif au sein des Ceméa, il est donc important de partir de ces différentes définitions. Le problème étant de ne pas analyser ce capital comme contraint par la recherche du profit mais dans une association à but non lucratif avec des acteurs dont les actions ne sont pas mues par l'argent.

Tout d'abord, on constate que l'association crée du capital social à travers son fonctionnement interne. En effet, si l'on prend l'exemple des regroupements de formateurs aux Ceméa PACA, on observe qu'ils sont organisés afin de créer mais aussi de renforcer le lien entre les militants. Chaque année, la plupart des acteurs de l'association se regroupent sous un thème différent : musique, réflexion sur les expériences de l'été, jeux, etc. Mais, au-delà de l'objectif de se former sur un domaine d'activité en particulier, les militants prennent plaisir à se retrouver et à échanger entre eux. Par ailleurs, lors de ces regroupements, on observe que tous les acteurs ne se parlent pas et qu'il se crée ou se renforce des groupes d'affinité ; par âges, par fonctions (permanents) ou encore par des nouvelles rencontres faites lors des stages.

*« Les regroupements, je passe un super moment, c'est super enrichissant mais je le vois limite comme la récréation tout le temps. Je suis entouré de gens en qui j'ai confiance, c'est super, je vois des gens que je connais. »*

---

<sup>62</sup> J. COLEMAN, *Foundations of social theory*, Harvard University Press, Cambridge, 1990

*« Les weekends c'est vachement chouette. Tu vois tous les copains, tu vois comment l'asso évolue, il y a de plus en plus de nouveaux et moins de vieux. C'est cool de pouvoir échanger sur le vécu, de parler avec des personnes avec qui tu partages des choses. »*

On constate ici que cette impression de bien-être et d'activité collective donne un sens à l'engagement des militants. Par ailleurs, le regroupement au sein de l'institution peut être ainsi vu comme une sorte de pèlerinage qui va redonner confiance en l'association et qui efface les doutes des militants qui sont sur le terrain. A travers ces actions collectives, les Ceméa produisent du réenchèvement des acteurs par rapport aux valeurs que l'association véhicule, parce que le militant se sent soutenu par un collectif de personnes ; il n'est pas le seul à défendre ces valeurs. Cela fait échos aux travaux de S. NICOURD sur la permanence de l'engagement. Pour elle, ce qui permet la reproduction d'un groupe se recouvre en trois invariants :

- Les liens affectifs entre les personnes
- L'engagement de nature morale
- L'adhésion à un groupe social.

Au sein des Ceméa, on les retrouve par le biais des regroupements de formateurs. Ainsi, le lien affectif entre les militants est maintenu, voire même renforcé, l'engagement est renouvelé grâce à une réaffirmation des valeurs par le vecteur de la réflexion mais aussi des activités, et pour ce qui est de l'adhésion, le fait d'être présent à ces manifestations réengage le militant dans son envie de participer aux actions de l'association. Ainsi, certains militants évoquent la valorisation, pendant ces weekends, de leurs actions, ce qui va leur donner du sens.

*« Je me sens mieux après un weekend parce que je sais où je vais et je me sens soutenue dans mes actions. C'est un bol d'air. Ils sont soucieux d'avoir un esprit collectif en gardant la singularité de chacun. »*

Donner du sens à l'action des militants permet alors à l'association de perpétuer l'engagement. De plus, les Ceméa permettent aux militants de se sentir utile au sein de l'association mais aussi de la société. C'est une part de reconnaissance sociale au sein de l'association qui apparaît être un vecteur :

*« Quand je suis aux Ceméa, je me sens utile »*

*« Se sentir utile oui, si tu as ce côté j'apporte quelque chose et ça m'apporte beaucoup, c'est un échange, j'apporte à l'association mais on m'apporte des choses. »*

Par ailleurs, l'association entraîne aussi une mobilisation du capital social chez ses militants. En effet, nous avons évoqué précédemment le fait qu'il existait des petits groupes d'affinité qui vont se constituer au sein du collectif. Si cela se fait naturellement entre acteurs, cela peut se faire plus institutionnellement par l'organisation de l'association. Ainsi, il n'y a pas que les regroupements qui permettent la mobilisation du collectif militant, mais aussi les groupes de recherche (musique, jeux, jeunes enfants, montagne, etc.). Ce sont des groupes qui se constituent selon des thématiques liées à l'animation. Ils représentent, tout comme les regroupements, des instances de socialisation et de renforcement du lien entre les militants. Par ailleurs, on observera que certains acteurs participent à plusieurs groupes. Au-delà de la formation spécifique dans un domaine de compétence, les petits groupes de réflexion forment des sous-groupes au sein de l'association, et fabriquent une autre identité du militant. De plus, les militants sont souvent appelés à participer à ces temps via le réseau du responsable. Ici, les militants mobilisent donc un capital social bien spécifique et cloisonné dans un domaine.

Il en va de même pour les permanents qui travaillent aux Ceméa et qui vont mobiliser leur réseau militant (créé lors de différentes rencontres institutionnalisées par l'association) pour les aider sur les formations. Ainsi, plus un permanent va avoir de réseau, plus il va pouvoir déléguer son groupe de stagiaire à un formateur ou avoir des spécialistes dans tel ou tel domaine. C'est le cas de Walid, responsable de formation, qui a fait appel à son réseau pour que les militants interviennent auprès des stagiaires. Ce militant participe à de nombreuses actions et rencontre souvent d'autres formateurs. Il n'a donc pas eu de mal à mobiliser des acteurs sur le terrain. En revanche, Victoria a eu beaucoup plus de mal à faire intervenir des militants sur sa formation dans la mesure où elle possédait très peu de réseau, étant active dans l'association depuis peu. Par ailleurs, cette mobilisation du réseau ne se fait pas toujours sans pertes et fracas.

*« Si tu sais dire non, tu as le choix. Si t'es pas affectée par le chantage. Je savais qui si je ne faisais pas, ils étaient dans la merde. Surtout quand c'était mes potes. Je me serai très vite sentie coupable. »*

En effet, l'importance du lien affectif entre les militants prend parfois le pas sur l'engagement volontaire. Ce lien est tellement puissant qu'il noue des amitiés qui vont quelques fois se répercuter sur le travail. Par ailleurs, si le militant n'arrive pas à dire non et à réguler son engagement par lui-

même, l'association n'arrive pas à le faire pour lui. Plus un acteur va être impliqué, plus l'association va se reposer sur lui, cela dans une suite logique. Mais cela peut créer des défections chez certains militants qui n'arrivent plus à combiner leur engagement et leur vie personnelle. Cette perpétuation et ce réenchantement peuvent donc avoir un aspect négatif s'ils sont mal régulés.

On peut donc voir que le capital social aux Ceméa peut prendre plusieurs formes :

- **Collectif** ; au sein de toute l'association grâce aux regroupements.
- **Par petits groupes** ; au sein des groupes de réflexion par thématiques.
- **Entre acteurs** ; des relations interpersonnelles, notamment par réseau.

Ces différentes formes de capitaux sociaux prennent donc vie dans l'association et par son organisation. Si les Ceméa se revendiquent comme mouvement militant c'est aussi par rapport à ce maintien du lien affectif, et donc de l'engagement. C'est aussi pour cela que l'association a un responsable du mouvement militant, qui connaît les compétences des acteurs mais qui va aussi s'assurer au bon déroulement de la vie collective ; par les relations qu'entretiennent les militants entre eux et au sein de l'association. Cela assure donc sa survie mais aussi sa cohérence au sein des formations, pour obtenir une bonne image auprès des prestataires et pour continuer de soutenir des valeurs qui lui sont chères.

Pour conclure cette deuxième partie sur les Ceméa, analysés au prisme de la socialisation secondaire, nous avons pu constater que cette association perdure dans le temps et se développe notamment grâce à l'organisation de sa vie militante mais aussi grâce à la fabrication d'une identité collective. Ces deux concepts orientent donc les Ceméa dans la mesure où ils vont pouvoir mobiliser des militants via une identité qui leur est propre grâce notamment aux valeurs qu'elle affiche, mais aussi avec une organisation de la vie militante qui s'appuie sur la constitution et le renforcement d'un collectif d'appartenance. Ainsi, les militants des Ceméa forment un « nous » et considèrent parfois l'association comme « *une deuxième famille* » avec des personnes qui partagent les mêmes ambitions et valeurs mais qui se retrouvent dans l'identité de l'association. La préservation du mouvement militant est donc primordiale à sa survie car si les militants volontaires ne se retrouvent plus dans l'association ou s'ils ne rencontrent plus d'autres acteurs avec qui échanger et travailler, ou alors s'ils se sentent contraints d'agir, ils vivent une désillusion forte et peuvent quitter les Ceméa. Ce qui serait une perte d'une des identités de cette association.

## Partie 3 : Les militants, au cœur de l'association

Dans un troisième et dernier temps de cette recherche, nous nous placerons au niveau micro sociologique de l'enquête ; c'est-à-dire du côté des militants des Ceméa. Tout d'abord afin d'établir un focus sur leurs parcours mais aussi de comprendre comment ils agissent sur l'association. Nous commencerons donc par analyser les parcours des différents militants interrogés à travers la découverte de l'association mais aussi à travers les diverses étapes qui jalonnent leur engagement. Puis, nous nous focaliserons sur les raisons et les causes de l'engagement, notamment en confrontant les théories sociologiques sur ce sujet avec ce que vivent les acteurs sur le terrain et leur définition du militantisme. Pour enfin comprendre comment ils perçoivent et agissent sur l'association en donnant leur avis sur ses transformations, mais aussi en modulant leur parcours, pour en venir à la question du désengagement ou du non engagement.

### I. Des parcours militants

Définir et conceptualiser son engagement est souvent un exercice délicat pour les militants, mais aussi pour les sociologues car cela nécessite de la prise de distance, mais aussi de prendre en compte ce que va dire l'acteur en référence à son parcours et de sa situation actuelle au sein de l'association. Ainsi, ce que le militant va dire sur son engagement sera très marqué dans le temps et correspondra à un passage dans son parcours. Pour autant, les dires de ces militants ne sont à jeter à la poubelle une fois l'enquête terminée car ils correspondent à une manière de penser et donc à un temps donné de l'engagement. Il en va de même pour la narration de leur parcours biographique et militant.

En effet, O. FILLIEULE et N. MAYER le mettent aussi en avant dans leur court article traitant les recherches sur le militantisme : « Le récit biographique n'est pas sans danger. Il donne rétrospectivement un sens à la succession des événements sélectionnés par la personne interrogée. « Lorsque l'on fait le récit de sa vie », écrit Anselm STRAUSS, « ... on ordonne les événements de façon symbolique. Le sens qu'on donne à sa vie repose sur les concepts et les interprétations auxquelles on accorde délibérément la primauté sur la multitude désordonnée des actes de son passé. »<sup>63</sup>, le récit de vie a une puissance de suggestion et de fascination sans pareille, il semble aller

---

<sup>63</sup> A. STRAUSS, *Miroirs et masques*, Paris, l'Harmattan, 1992, p°153-154 (1<sup>ère</sup> éd: *Mirrors and masks: The search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959).

de soi, il paraît immédiatement intelligible, au risque d'évacuer toute interrogation critique sur la pertinence du récit et son exemplarité. »<sup>64</sup>.

Ainsi, cette sous-partie tente de retranscrire les parcours des militants des Ceméa interrogés lors de cette enquête. Tout d'abord pour comprendre leur engagement ancré dans un processus, puis pour dégager et analyser les points de similitude et les différences entre les formes que prennent ces parcours. Et comme nous l'avons évoqué, il sera important de prendre en compte le moment de l'entretien dans le parcours du militant mais aussi la manière dont il le retranscrit.

#### A. La découverte de l'association, un vecteur d'entrée

Aux Ceméa, comme dans de nombreuses associations, il existe une multiplicité de parcours. En revanche, s'il est difficile de relier l'histoire personnelle de ces militants et leurs caractéristiques sociales (comme l'âge, le sexe, etc.), il est un peu plus aisé de les rapprocher avant leur entrée dans l'association.

Ainsi, on distingue trois manières de connaître les Ceméa, non pas par la manière ni par l'action d'être coopté, mais plutôt au niveau antérieur de l'engagement :

- Par les expériences en animation
- Par les valeurs véhiculées par les Ceméa, à travers celles de l'éducation nouvelle et l'éducation populaire
- Par les stages BAFA

Penchons-nous donc sur le premier groupe de militant ; ce sont des personnes, qui, avant d'entrer aux Ceméa, ont vu et connu les actions de l'association en direct. C'est-à-dire en travaillant en tant qu'animateur dans un centre de vacances avec une personne de l'association. C'est le cas d'Emile :

*« J'ai été animateur avant d'être enseignant. [...] J'ai fait mon BAFA à 17 ans parce que j'avais une copine dont la mère travaillait à la ville, pour faire une colo ensemble pour la ville de Marseille. J'ai failli ne plus refaire d'animation parce que le stage pratique n'a pas failli être validé. J'ai refait une colo avec des gens assez proches des Ceméa qui m'ont recruté, je me suis régalé, j'ai retravaillé avec eux l'année suivante. »*

---

<sup>64</sup> O.FILLIEULE et N.MAYER, « Devenirs militants » Introduction, *Revue française de science politique*, 2001/1 vol°51, p°19-25

Ici, on constate qu'Emile a été convaincu par les principes des Ceméa, notamment, par rapport à ce qu'il avait déjà vu auparavant. La manière dont il a découvert l'association est en mettant en œuvre les principes de l'association sur le terrain, avant d'être formateur. Il en va de même pour Farés :

*« J'ai passé mon BAFA parce que j'étais dans une colo de mes 6 à 15 ans, dans une même colo. [...] La directrice de cette colo est une ancienne formatrice. Tout ce dans quoi j'ai été, les méthodes Ceméa et tout, j'ai grandi avec et j'ai trouvé ça bien, ça me paraissait naturel. »*

Tout comme Emile, Farés a vécu une expérience qui défend les principes des Ceméa, mais du côté enfant cette fois-ci. Il est intéressant de voir que pour lui ces principes et ces façons de faire dans l'animation sont naturels. A la différence d'Emile, il n'a pas vécu une autre expérience en dehors de celle proche de l'association. Il n'est donc pas passé par une désillusion avant de se lancer comme formateur et ce n'est pas ça qui l'a conforté dans les principes des Ceméa. Le cas de Farés peut-être vu sous l'angle d'une socialisation aux principes des Ceméa dans la mesure où il a les a toujours vécu, non pas dans sa sphère familiale mais en centre de vacances. Quant à Paul, il peut être mis dans le même groupe :

*« J'ai fait mon stage pratique avec Walid en colo. [...] Le fait d'avoir fait des colos avec des personnes des Ceméa ça m'a vachement motivé à continuer. Ce sont les valeurs des Ceméa qui m'ont attirées et c'est grâce à Walid que j'ai joint les deux. J'ai vachement idéalisé les Ceméa au début. Quand j'ai vu les films des colos Ceméa, je me disais qu'on peut faire des choses extraordinaires. »*

Paul pour sa part a connu les Ceméa par son père, qui lui a proposé de passer le BAFA avec cet organisme. En revanche, il dit avoir pris conscience des méthodes et des valeurs des Ceméa grâce à son expérience avec Walid. C'est en voyant des façons différentes de travailler dans l'animation que Paul s'est réellement identifié à l'association. En effet, il n'évoque pas son stage de base fait avec les Ceméa, mais parle beaucoup plus de ses expériences sur le terrain qui ont façonné l'idée qu'il s'est fait de l'association. Ici, tout comme Emile, on peut voir que les valeurs des Ceméa les ont poussés à continuer comparé à Farés qui a toujours connu ce mode de fonctionnement. On peut aussi constater que ces trois personnes sont rentrées par le biais de l'animation volontaire et non professionnelle.

Pour ce qui est du deuxième groupe, ce sont des militants qui ont rencontré les Ceméa dans leur parcours et qui ont adhéré à l'association par les idées et les valeurs sans les avoir vécu au préalable.

C'est ici le cas de Franck :

*« J'ai fait de l'enseignement, je faisais des remplacements. [...] Ma sœur était directrice de l'école de filles du coin, j'y ai rencontré ma femme, mais aussi j'y ai découvert les colonies de vacances, que je connaissais étant gosse. [...] Le directeur du collège était directeur aussi d'un village de vacances dans le nord, vers la côte. Ils recevaient des familles dès le 15 juin donc ils avaient des problèmes pour trouver des moniteurs. On s'y est embarqué. Là je me suis dit qu'institut et moniteur c'était complètement différent. J'avais 22ans et je me suis dit, il faut que je me forme. Il y avait un service de la jeunesse et de l'éducation populaire qui organisait des stages. J'ai fait un stage de chant choral. J'y suis allé et on était mélangé aux formateurs des Ceméa. Il y avait un dynamisme au milieu des danses collectives, je me suis dit qu'est-ce que c'est que ce truc-là ? Leurs discussions continuaient dans les dortoirs. »*

On constate que la découverte des Ceméa s'est faite en deux étapes, d'abord par sa femme mais aussi par rapport aux stages. En revanche, son entrée réelle au sein de l'association s'est faite non pas par une cooptation mais par un recrutement via l'Education Nationale. Il a donc occupé un poste d'enseignant détaché aux Ceméa. C'est donc dans une démarche personnelle et en rapport avec son envie de formation mais aussi avec son métier d'enseignant qu'il a voulu s'engager dans l'association. Et par la suite, il a vécu les valeurs des Ceméa en action, notamment par des stages.

C'est aussi le cas de Laura, qui était animatrice bien avant de connaître l'association. C'est en voulant se former à la direction qu'elle l'a connue :

*« J'étais animatrice patrimoine sur une île, la structure a décidé de me financer mon BAFD. Je voyais l'UFCV et leurs pratiques et je ne voyais pas l'animation comme ça à ce moment-là donc je me suis renseignée sur d'autres structures et j'ai vu les Ceméa par l'intermédiaire des textes qu'ils avaient pu écrire. J'ai fait mon premier stage en Bretagne [...] Je suis allée en Grèce puis à Marseille parce que mon copain était là-bas et avait passé son BP avec Meena, je cherchais du boulot et il m'a dit attend j'appelle Meena, vu que je connaissais les Ceméa, j'ai fait un service civique. »*

Tout comme Franck, Laura a connu l'association à travers les valeurs qu'elle véhicule, en revanche, c'est par l'intermédiaire de textes que cela s'est fait. Par ailleurs, ce sont eux qui ont

demandé à rentrer aux Ceméa afin de s'impliquer plus dans l'association. Cela fait aussi échos à leur carrière professionnelle dans la mesure où ils étaient tous deux en activité avant de rentrer aux Ceméa.

Quant au dernier groupe, ce sont des militants qui ont connu les Ceméa par le biais du stage BAFA. Ce sont soit des personnes qui ont entendu parler de l'association par un proche, soit par hasard. En revanche, ces militantes ont en commun d'avoir passé leur premier stage avec les Ceméa et d'avoir été convaincues par les valeurs, mais aussi par les méthodes qu'elles ont pu vivre au cours de la formation. Elles ont donc toutes les trois poursuivi leur apprentissage avec cet organisme. C'est donc le cas de Manelle, déjà impliquée en tant que directrice dans une association auparavant et qui a eu vent de l'association par une de ses collègues :

*« J'ai énormément apprécié le côté où les stagiaires sont en autonomie dans la formation et ne sont pas juste, nous on est formateurs et vous vous écoutez. Et tout ce côté autour de l'enfant qui en découle, rendre l'enfant acteur de ses propres expériences, c'est un truc qui m'a touchée particulièrement et tout le côté action sociale qui en découle. »*

A la différence des militants du deuxième groupe, elle n'avait pas entendu parler des Ceméa auparavant et a vécu un stage avec eux. C'est lors de ce stage qu'elle a découvert les valeurs de l'association, mais surtout en tant qu'actrice dans la formation, à la différence de Franck qui était observateur et Laura lectrice. Tout comme Jacqueline :

*« J'avais envie de faire le BAFA parce que je suis la plus grande de ma famille, garder les frères et les sœurs, je trouvais le travail avec les enfants intéressant. Je cherchais un stage avec Alexis et on a parlé à Lula et j'ai un stage. J'ai beaucoup aimé les Ceméa par la façon d'apprendre, pas par les valeurs au début parce que je ne comprenais rien au début. [...] Mais une fois que tu as compris la méthode, comment ça marche, une fois que tu as compris ça, c'était cool de sentir que toi aussi tu sais des choses et que tu avais le droit de les dire. Faut comprendre que tout le monde sait des choses et que ce que tu dis est pris en compte. »*

Ici, on constate que Jacqueline s'est retrouvée dans les valeurs de l'association, mais que bien avant cela, elle était satisfaite parce que l'association lui a donné une place dans la formation, ce qu'elle n'arrivait pas à faire avant et notamment dans sa scolarité: *« J'étais en attente de réponses formelles comme à l'école »*. Les Ceméa tiennent donc une place importante dans sa vie et par la suite elle a enchaîné sur un service civique.

Quant à Angela :

*« J'ai fait mon BAFA en 2001 à mes 18 ans. C'était avec les Ceméa déjà. Le 1<sup>er</sup> stage m'avait plus et je n'ai pas cherché d'autres organismes. [...] Après mon retour en France, j'ai fait mon BAFA avec les Ceméa, j'ai fait un regroupement formateur avec Gwen et Igor qui nous ont accueillis. Puis j'ai rejoint le groupe montagne tout de suite, puis le groupe jeux. »*

Elle a donc tenu à passer tous ses diplômes avec les Ceméa du BAFA au BAFA et n'envisageait pas un autre organisme dans la mesure où elle s'est retrouvée au travers des valeurs véhiculées dans les stages par l'association. Par ailleurs, elle a découvert ce que prônent les Ceméa via les différents stages qu'elle a pu faire avec eux. Ainsi, dans ce groupe de militantes, on constate que leur engagement passe d'abord par la découverte des Ceméa via un stage, puis par un engagement immédiat et très puissant. En effet, Manelle réalise actuellement de nombreuses actions, Jacqueline s'est engagée dans un service civique et Angela a postulé pour un poste de permanente. On peut donc dire que ce qu'elles ont vécu en stage, elles ont voulu le reproduire via un engagement post formation. Alors que d'autres militants ont pris leur temps entre la cooptation et la formation, elles ont plutôt fait le choix de s'impliquer directement dans l'association.

Ainsi, à travers la question de la découverte de l'association et des valeurs qu'elle véhicule par les militants, nous avons pu voir qu'il existe plusieurs façons d'entrer aux Ceméa. En effet, si dans le premier et le dernier groupe, les militants ont connu l'association par la voie du stage ou de l'expérience sur le terrain (et ont été par la suite cooptés), le deuxième groupe a recherché quelque chose de particulier dans l'association et a fait la démarche d'y rentrer. Il est aussi intéressant de voir que par le mode de découverte de l'association, il est aussi possible de dégager des formes d'engagement ; immédiat, volontaire, etc. Par ailleurs, il est important de souligner que l'entrée aux Ceméa n'est pas uniquement façonnée que par un seul facteur qui pourrait être celui de l'intérêt personnel ou de la socialisation primaire, mais bel et bien un mélange complexe de connaissances, de test sur le terrain ou encore d'une réelle envie de découvrir des valeurs et d'y adhérer.

## B. Un parcours en constante mutation

Ces différentes manières de connaître puis d'entrer dans l'association représentent ainsi le temps 0 de l'engagement dans un parcours de militant. Mais comme nous avons pu le voir, la construction de la militance ne s'arrête pas à ce moment et se poursuit au sein d'un long processus marqué par des étapes. Ainsi, l'engagement se construit jour après jour de manière individuelle et en

échos avec la vie privée, mais aussi au travers de l'association et de ses évolutions. Dans ce sens, H.S BECKER s'est beaucoup appuyé sur les travaux d'E. HUGHES pour tenter de comprendre les parcours militants, qu'il préfère nommer « carrière ». Ce concept renvoie à deux dimensions : « *Objective*, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension *subjective*, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qu'il lui arrive. »<sup>65</sup> Pour lui, ces carrières militantes doivent être analysées sous une forme processuelle afin de comprendre les variations de l'engagement chez l'individu, en prenant soin de distinguer les faits objectifs et comment l'acteur se les approprie. Dans ce mémoire, le choix a été fait de ne pas prendre les termes de carrière ou de trajectoire dans la mesure où ils sont porteurs d'un sens paradigmatique, qui, en échos à la première partie, pourrait être trop chronophage dans l'analyse. Ainsi, l'important est de se focaliser sur le parcours de l'acteur comme il le pense et comment il se déroule plutôt que de chercher le terme le plus approprié dans la recherche sociologique.

Afin d'analyser au mieux les parcours des militants interrogés, il est nécessaire de se focaliser sur différents angles chrono schématiques (pour plus de linéarité dans l'analyse):

- Les premiers temps de l'engagement
- L'appropriation des valeurs de l'association
- Les compétences > de base et évolutions
- Quel lien avec la vie de tous les jours ?
- La projection dans l'avenir militant

Ainsi, grâce à ces différents points d'analyse, nous pourrions croiser le regard des militants sur leur parcours avec leurs évolutions au sein de l'association.

### Les premiers temps de l'engagement

Dans chaque discours, la force des débuts de l'engagement est présente. En effet, et nous avons pu le constater dans la deuxième partie de ce mémoire avec le maintien du lien affectif et l'effet de la cooptation sur les militants, l'entrée dans l'association reste un moment très important dans le parcours. C'est le cas de Farés :

---

<sup>65</sup> H.S.BECKER, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985

*« J'étais pas effrayé, c'était plus le côté ouahou je vais devenir formateur, j'avais les chevilles qui enflaient ouais je suis bon, j'étais comme un ouf. Il m'en faut peu mais bon. [...] Je me suis senti un peu perdu au premier regroupement, c'est pas l'environnement des personnes avec lesquelles j'ai grandi, j'avais l'impression que c'était une secte, puis au fur et à mesure ça allait. J'étais totalement imprégné au premier weekend ça y est, puis le deuxième je me suis senti normal. »*

Ici on constate que Farés a eu un temps d'adaptation avant de se sentir à l'aise. En revanche, le fait d'être officiellement formateur aux Ceméa a été très marquant pour lui, comme si le premier weekend représentait un rite de passage de l'état de stagiaire coopté à celui de nouveau formateur. Dans un parcours, les premiers moments sont marquants dans la mesure où l'on rentre dans une organisation nouvelle, dans ce cas avec des codes et même avec une sorte de rituel d'entrée dans l'association. C'est pour cette raison que le premier weekend ou la première action en tant que formateur reste important pour le militant, il change ainsi d'identité pour rentrer pleinement dans aux Ceméa. C'est aussi la reconnaissance d'un statut social particulier. Il en va de même pour Emile :

*« A l'époque, on faisait des petits stages nouveaux formateurs seuls pendant 4 jours, avec des activités et des discussions sur la vie quotidienne, puis après ça va très vite, je ne me suis pas senti longtemps nouveau parce que l'année de mon premier stage on m'a proposé d'être animateur l'été, même adjoint. »*

Pour lui, devenir formateur est un acte qui s'inscrit dans la continuité de ce qu'il faisait déjà sur le terrain avec des militants Ceméa. A la différence de Farés, qui pourtant a connu le même parcours pré cooptation, Emile n'évoque pas le fait d'être mal à l'aise ou perdu lors de son premier regroupement.

### L'appropriation des valeurs de l'association

Si l'association véhicule des valeurs et façonne certains parcours de militant, les acteurs, eux aussi, s'approprient les principes et les normes des Ceméa. En effet, comme l'analyse M. WEBER, les militants vont se servir des valeurs de l'association pour pouvoir créer leur éthique sur le terrain en tant que formateur. Par ailleurs, on constate, aux travers des entretiens que l'appropriation de ces principes n'est pas une question d'âge, ni de sexe, mais plutôt de parcours. En effet, il existe trois valeurs qui reviennent dans les entretiens et que les militants se sont appropriées :

- L'accueil<sup>66</sup> et la bienveillance.
- L'importance du collectif et du vivre ensemble<sup>67</sup>
- L'autonomie de l'enfant et du stagiaire<sup>68</sup>

Au sein de ces valeurs, il n'en existe pas une pour chaque militant car elles se croisent et se rencontrent dans les discours. Ainsi, pour Franck, c'est l'importance du vivre ensemble et de l'accueil qui prend place dans son entretien. Cela fait échos à son parcours en Algérie où il a vécu des formations avec des personnes qui ne parlaient pas la même langue. C'est pour cela qu'il met ces valeurs en avant plus que d'autres. Pour ce qui est de Manelle, elle parle d'accueil mais aussi d'autonomie, valeurs qu'elle a aussi défendues au sein de son association avant d'arriver aux Ceméa. Emile, quant à lui, évoque l'importance du collectif et de l'autonomie. Valeurs qu'il a vécues dans son parcours d'animateur avec des militants des Ceméa. Pour Laura, on note la prégnance de la notion d'accueil et de l'importance du collectif. Valeurs qu'elle avait du mal à retrouver sur le terrain en tant qu'animatrice. Quant à Paul, ce qui l'a beaucoup marqué dans son parcours c'est l'importance du collectif aux travers des valeurs de l'éducation nouvelle, qu'il a découvert lors d'une colonie avec Walid, militant des Ceméa. Tout comme Angela, qui pense l'association comme un mouvement alternatif ancré dans l'éducation populaire, chose qu'elle n'a pas retrouvé dans son parcours professionnel jusque-là. Pour Farés et Jacqueline, en revanche, c'est la notion d'accueil et de bienveillance à travers l'accompagnement des stagiaires mais aussi des enfants qui domine dans leur discours. L'un parce qu'il a toujours entendu cela quand il était enfant, puis animateur et l'autre parce qu'au contraire, elle n'avait pas vécu ça dans son parcours.

On constate donc que les militants vont s'approprier les valeurs de l'association (en échos à celles de l'éducation populaire et nouvelle), qu'ils vont les redéfinir et construire leur éthique de formateur autour d'elles. En revanche, il serait intéressant de voir, en continuant cette recherche, si ces valeurs se transforment ou si elles prennent une autre dimension dans l'engagement des militants.

---

<sup>66</sup> Entendu ici comme l'accueil au sein du mouvement mais aussi lors des formations. Les Ceméa défendent des modalités d'accueil pour que la personne se sente bien dans un univers qu'elle découvre ou qu'elle connaît déjà afin de mieux rentrer dans la formation. Ce qui fait le lien avec la notion de bienveillance qui est centrale aux Ceméa.

<sup>67</sup> Entendu ici comme travail en équipe surtout et de la prise en compte de l'individu dans un groupe.

<sup>68</sup> Entendu ici dans le cadre d'un centre de vacances mais aussi dans un stage. C'est aussi l'autonomie dans les apprentissages comme le défendaient les penseurs de l'éducation nouvelle.

## Les compétences

En référence aux premiers temps de l'engagement, les compétences des militants sont présentes dès l'entrée aux Ceméa, mais progressent et évoluent tout comme le regard qu'ils vont porter sur elles. Nous avons pu le voir, l'association façonne aussi les compétences de ses militants en adéquation avec le contexte social dans lequel elle évolue. En revanche, dire que les nouveaux militants n'ont pas de compétences lors de leur entrée aux Ceméa serait faux. Si les nouveaux engagés sont cooptés c'est aussi qu'il y a une sélection qui renvoie aux compétences. En effet, lorsque l'on parle de la cooptation au sein de l'association, les avis ne convergent pas, mais certains acteurs nous parlent de cooptation par les compétences ; c'est-à-dire qu'ils cooptent un stagiaire parce qu'il peut être formateur. On comprend ici que cela nécessite déjà d'avoir certaines compétences, comme « *la facilité à s'exprimer devant un groupe* », « *avoir une certaine vision de l'animation en adéquation aux valeurs des Ceméa* » ou encore « *réfléchir sur l'animation* ». Ces différents critères évoqués lors de formations BAFA ne sont pas partagés par tous les militants et ne font pas l'objet d'une directive régionale ni nationale, mais sont quand même présents dans la sélection chez certains acteurs de l'association. On constate donc que dès les prémices de l'engagement, les nouveaux formateurs peuvent avoir déjà des compétences. C'est le cas de Franck :

*« Il y a des choses que j'ai apprises aux Ceméa mais il y a plein de choses que je connaissais avant. »*

C'est par la suite que chaque militant va développer des compétences tout au long de son parcours et en adéquation avec ce que l'association lui demande de faire ou avec ce qu'il a envie de faire. Prenons l'exemple de Jacqueline qui évoque son service civique :

*« Maintenant je peux faire tout et n'importe quoi. [...] Avant je parlais très peu et puis maintenant j'ai confiance en moi et en ce que je dis »*

Ainsi elle raconte qu'elle a pu développer des compétences aux travers des diverses actions en tant que formatrice. Elle fait aussi le lien avec sa vie en général et pense que c'est l'association qui lui a permis d'avoir confiance en elle. Pour ce qui est de son parcours, elle s'est engagée aux Ceméa pour une courte durée, qui au final s'est allongée et elle a pu participer à des actions une fois que ces compétences ont été approfondies. Cela renvoie aussi à cette question de spécialisation ou de domaines de compétences vue précédemment. Ici, les militants en sont conscients et se voient évoluer en fonction de l'association comme Emile :

*« On a fait un diagnostic sur une commune, c'est-à-dire tout ce qui se faisait sur les politiques : enfance, jeunesse sur le territoire pour développer. Et on a inventé une méthode de diagnostic car on a été les premiers à faire ça. C'était intéressant on s'est formé à ça, on a testé, après les conseils suivis ? On ne sait pas c'est dur. »*

Emile s'est donc formé en même temps que l'association à l'élaboration d'un diagnostic. L'entité, tout comme l'acteur social se sont donc formés conjointement en réponse à un besoin nouveau dans le contexte de la formation. Un autre champ de compétence s'est donc ouvert que ce soit pour l'association mais aussi pour le militant. Par ailleurs, les militants plus anciens ont conscience qu'ils possèdent des compétences sectorisées comparé aux nouveaux arrivants qui peuvent agir dans des formations différentes :

*« Il y a des secteurs où je développe des compétences : les jeux, le chant, les activités manuelles »*

*« Aux Ceméa on était classé par tendance, moi j'étais instructeur musical. J'aurai pu être en activités manuelles mais là je n'ai pas été coopté là tu vois. »*

A la différence des plus jeunes militants qui ne sont plus cooptés par domaine mais qui peuvent rentrer dans un groupe de leur choix. Par ailleurs, certains d'entre eux vont cumuler leur participation à différents groupes afin de croiser et de développer le maximum de compétences pour aller vers des formations diverses. Comme le montre S. NICOURD : « Les bénévoles estiment ainsi mobiliser quatre ensemble de compétences : la pédagogie (animation, formation, réalisation des activités), la gestion de projet (créativité, communication orale, organisation, force de conviction et gestion de budget), le management (avoir une responsabilité sur un territoire implique que l'on mobilise en hiérarchie directe ou en fonction transversale environ mille adhérents) et certaines connaissances spécifiques liées aux savoir-faire « Scouts et Guides » ». Nous pouvons également calquer cette typologie à ce que nous avons pu voir précédemment. En effet, les militants aux Ceméa estiment mobiliser des compétences du même ordre que ceux des Scouts et Guides et en font part à travers les termes d'apprentissage de savoirs, de gestion de groupe, d'implication dans les stages, de communication devant des grands groupes, etc. Par ailleurs, ces compétences leur procurent de l'estime de soi, de l'assurance et de la satisfaction dans leur parcours.

## Quel lien avec la vie de tous les jours ?

Que les militants travaillent dans le secteur de l'animation ou non, la plupart du temps, ils font le rapprochement entre ce qu'ils font et apprennent aux Ceméa et ce qu'ils font dans la vie de tous les jours : études, vie quotidienne ou encore travail.

Prenons l'exemple de l'emploi. Pour mieux comprendre le lien entre le bénévolat et la carrière professionnelle, M. SIMONET-CUSSET<sup>69</sup>, a construit quatre types de liens :

- La révélation ; je teste une vocation qui se transforme en carrière professionnelle. Comme c'est le cas pour Angela qui a voulu poursuivre son engagement militant en travaillant pour l'association.
- Le complément ; est-ce que le bénévolat va prolonger mon activité professionnelle ? Cela fait échos au parcours de Laura qui s'appuie sur ce qu'elle a appris aux Ceméa pour son travail d'éducatrice spécialisée.
- La compensation ; ma vie militante est plus stimulante et engageante que ma vie professionnelle.
- La vocation ; j'ai choisi de faire bénévolement une activité et non dans mon travail. C'est le cas de Paul qui exerce un autre type d'activité professionnelle que celui de l'animation ou de la formation.

Ces liens présentent aussi une valorisation du bénévolat dans la sphère professionnelle. En revanche, si le fait d'utiliser des compétences militantes sur le terrain (professionnel ou non) peut être chose aisée, il en est tout autre pour les valeurs véhiculées par l'association. En effet, plusieurs militants évoquent la difficulté qu'ils ont de mettre en place leurs valeurs (et celle de l'association) sur le terrain. C'est le cas notamment de Paul :

*« C'est dur de justifier ses pratiques d'animation tout le temps auprès des collègues, on est différents et il y a trop de choses à défendre, à faire changer. Il faut tout le temps se justifier de son point de vue. C'est même pas un problème d'animation, c'est un problème d'idéologie. »*

Ici, on voit l'importance de la reconnaissance du militantisme sur le terrain. En effet, la défense des valeurs dans la vie de tous les jours peut être quelque chose d'épuisant et certains militants ont du mal à avoir une valorisation de leur action dans leur carrière professionnelle. Le militantisme

---

<sup>69</sup> M. SIMONET-CUSSET, « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IRE*, N°44, 2004/1.

dépasse donc la défense des valeurs. Pour les Ceméa, « L'engagement conjugue donc une implication physique (du temps, des activités à réaliser), morale (transmission des valeurs) »<sup>70</sup>.

### La projection dans l'avenir militant

Pour ce qui est de la projection dans son avenir militant, les personnes interrogées ont des projets en tête et les verbalisent mais ne font pas des prédictions. En effet, ils sont tous dans l'instant présent et ne parlent pas beaucoup de leur futur au sein de l'association. Ainsi, leur engagement est aussi très lié à leur situation familiale ou professionnelle et ils se trouvent libres et pouvoir rester ou partir de l'association.

Manelle est la seule à verbaliser de manière positive son avenir aux Ceméa :

*« Si on me propose un poste aux Ceméa je dirais oui sans hésiter oui ça me plairait beaucoup de travailler au sein des Ceméa, surtout autour de la parentalité, ça peut être autre chose. Je n'accepterais pas un poste pour accepter un poste mais bon je vais prendre un truc qui me correspond quand même. »*

A la différence d'Angela qui envisage différentes possibilités :

*« Si les Ceméa me proposent un renouvellement, je dirai oui, sinon je resterai militante, je ne serai pas vexée. J'étais contente pour la continuité professionnelle mais si j'ai envie de partir je resterai militante. »*

Par ailleurs, au moment de l'enquête, deux militants interrogés ne participent plus aux regroupements ni ne font d'action pour l'association. Il est aussi intéressant d'analyser leur cas. En effet, s'ils projettent de revenir un jour dans l'association, ils pensent que cela sera compliqué par rapport au temps que cela leur prend mais aussi par culpabilisation de ne pas y être retournés plus tôt. Certains pensent aussi militer pour l'association autrement que par le vecteur de la formation. D'ailleurs, il est aussi difficile de dire à quelqu'un des Ceméa que l'on ne reviendra pas à l'association, donc cela peut biaiser la réponse de ces personnes.

Ainsi, à travers ces quatre temps qui jalonnent le parcours des militants, nous avons pu constater que l'acteur se sent évoluer et met à profit ce qu'il fait au sein de l'association dans la sphère personnelle et/ou professionnelle. Grâce à cela, il peut aussi se sentir utile à la société et

---

<sup>70</sup> S. NICOURD

participer au développement des valeurs sur le terrain, même si cela peut être parfois très difficile. On remarque aussi que certains militants s'impliquent dans l'association parce que cela fait échos à leur carrière professionnelle ou des valeurs qu'ils avaient avant de s'engager. Le parcours militant est donc un long processus en constant changement de par les demandes de l'association et ses évolutions, mais aussi de par la conjugaison avec le reste de sa vie.

## II. La question de l'engagement militant

Pour continuer cette dernière grande partie, il est nécessaire de se focaliser sur la question de l'engagement mais vue par les militants eux-mêmes. Cela recouvre donc les raisons du militantisme mais aussi la définition que les acteurs se font de l'engagement militant. Ainsi, comprendre les causes, les raisons et la vision de l'engagement par les acteurs peut aussi permettre de voir comment l'association se façonne une image et comment les militants y répondent et se placent par rapport à elle, dès les prémices de leur parcours militant. Ainsi, le cadre de l'analyse doit être pensé en termes de va-et-vient entre ce que pensent les acteurs et comment ils agissent mais surtout comment l'association va créer des causes de militer. C'est ce que nous verrons à travers cette sous-partie.

### A. Les raisons et les causes du militantisme, une théorie mise à l'épreuve

La raison du militantisme et ses causes ont fait couler beaucoup d'encre dans la recherche en sciences sociales. La question est pertinente ; qu'est-ce qui fait qu'un militant s'engage dans un collectif ? Beaucoup de chercheurs se sont penchés sur cette question qui revêt plusieurs angles d'attaque ; essentiellement en partant de l'individu (notamment à travers les stratégies individuelles) ou du collectif (la socialisation primaire notamment).

D'autres scientifiques, tel que D. BAILLET ont voulu essayer de concilier les deux théories en focalisant son analyse sur les causes du militantisme. Il est intéressant de se pencher sur ces travaux *Motivations et sens sociaux du militantisme maghrébin, une théorie de la causalité* parus dans la *Revue Française des affaires sociales* en 2005.

Il commence son raisonnement par une définition du militantisme. Pour lui, c'est une action collective organisée autour d'une cause. Ainsi, les acteurs se mobilisent et agissent ensemble dans une logique de revendication ou de défense d'un intérêt. C'est en ce sens, pour lui, que le militantisme possède un caractère politique car il est mis en lien avec le pouvoir soit pour l'exercer, soit pour l'accompagner.

Il poursuit par l'élaboration d'un état des lieux de la question du militantisme. Il reprend ainsi certains travaux de sciences politiques, mais aussi des travaux de sociologues ou de politistes. Il classe donc ces travaux par le prisme qu'ils adoptent pour analyser l'engagement militant des jeunes maghrébins en France dans les années 80 :

- **Les causes du militantisme.** Analyse faite par des sociologues actionalistes (DUBET et LAPEYRONNIE), qu'il présente sous la forme d'une théorie misérabiliste et pas assez aboutie, centrée notamment des groupes minoritaires.
- **Les actions collectives et les stratégies.** Qu'il présente comme des théories qui essaient de prendre le contre-pied des travaux cités précédemment, en montrant que ces jeunes s'engagent aussi par rapport à des stratégies, notamment d'assimilation. Mais qu'il y a aussi des formes d'engagement et des modalités de l'action collective.
- **Les rétributions du militantisme.** Qu'il présente comme une théorie de la mobilisation du capital social et culturel qui va permettre aux individus d'obtenir des rétributions notamment financières. Mais qui va permettre aussi l'intégration politique et économique, mais aussi l'ascension sociale.

Ainsi, pour cet auteur, il est important de dépasser les clivages entre les théories des stratégies et les théories de la socialisation, en prenant un angle de vue sociologique qui peut réunir les deux ; la théorie de la causalité, plus aboutie que celle de D.LAPEYRONNIE. C'est le point de départ de son travail pour analyser l'action collective et l'engagement militant des jeunes maghrébins en France. Pour lui, cette théorie de la causalité combine le sens donné au militantisme mais aussi les motivations de celui-ci. Ainsi, il est nécessaire pour lui de distinguer les causes collectives des actions individuelles de l'engagement. Ce qui va permettre la compréhension du « déclenchement du passage à l'action collective ». Pour cela, l'auteur envisage ce passage à l'action sous plusieurs angles :

- **En termes d'engagement :**
  - **durée :** En voyant l'engagement à travers le concept de carrière militante.
  - **raison de l'engagement :** par intérêt ou par socialisation ?
- **En termes de sens :**
  - **valeurs :** possèdent-ils des valeurs spécifiques à un collectif ou universalistes ?
  - **rite de passage :** Concept tiré de l'anthropologie, où l'engagement militant est vu ici comme une étape de la jeunesse.

A partir de ce raisonnement, l'auteur explique plus en détail les deux théories qu'il souhaite rassembler (individualisme et socialisation) et les chercheurs qui ont analysé l'engagement militant sous ces prismes. Tout en s'appuyant sur ses observations recueillies lors de l'enquête, et ces cadres théoriques, D. BAILLET dresse ensuite une typologie du militantisme chez les jeunes d'origine maghrébine. Il dresse ainsi trois types de militantisme :

- **Événementiel de carrière** : le militantisme est analysé ici sous forme de carrière qui est souvent liée à la socialisation familiale, c'est-à-dire par des parents déjà engagés dans des associations comme le Front de Libération Nationale algérien. Cette carrière commencerait par du bénévolat puis se transformerait par la suite en engagement professionnel. Ces militants sont très politisés de par leur socialisation familiale, et possèdent une identité politique nationale ou bien religieuse.
- **Situationnel de passage** : Ici, la principale caractéristique du militantisme, c'est qu'il représente un rite de passage selon l'auteur. Par ailleurs, c'est une étape de la jeunesse qui ne se poursuit pas dans la vie adulte. Ses causes se trouveraient dans la socialisation scolaire. Ici, la classe sociale a son importance car les militants des classes supérieures s'engagent par leur socialisation, tandis que les militants des classes populaires sont dans ces associations parce qu'ils connaissent une situation difficile, comme le chômage. Pour l'auteur cet engagement est avant tout un passage dans la culture de la jeunesse.
- **D'interconnaissance de carrière** : Ce militantisme est vécu aussi comme une carrière mais plutôt une carrière, liée à la socialisation antérieure. C'est un point d'entrée dans la vie active sous la forme de l'engagement et non du travail ou de la professionnalisation. Ici, ces militants sont très politisés, actifs comparés aux précédents et se confondent dans l'association par une utilisation du « nous » plutôt que du « je ».

On voit ainsi que le raisonnement de l'auteur est axé sur l'analyse des causes du militantisme mais aussi sur les motivations des militants. Le sens donné au militantisme est ici très peu exploité pour laisser place à une interrogation sur les types d'engagement de ces militants. Cette réflexion plus globale mélange donc la socialisation et les choix individuel, sans pour autant se fixer sur une analyse de classes sociales.

Cet article et les travaux de D. BAILLET sont très intéressants mais possèdent plusieurs failles qui peuvent être exploitées afin de traiter la question de l'engagement militant au sein des Ceméa. En effet, on peut trouver que partir des causes du militantisme pour expliquer un phénomène plus large et plus complexe peut être risqué, notamment si l'on prend en compte le militantisme comme

détaché de toute organisation. L'importance de créer un lien entre l'organisation et l'individu est essentielle si l'on veut comprendre pourquoi le militant s'y engage et pourquoi il y reste. Dans l'ouvrage collectif *Le travail militant*, les sociologues ont pris ce parti et arrivent à distinguer ce qui est du ressort de l'organisation et ce qui est de l'ordre de l'acteur social. D. BAILLET n'a pas tort lorsqu'il veut joindre plusieurs théories mais en regardant par la suite les typologies que l'auteur établit, il est difficile de comprendre pourquoi il passe beaucoup de temps sur cette interrogation. En effet, dans toutes les typologies, la théorie de la socialisation est présente, il instille seulement la théorie des choix rationnels pour faire le lien entre le collectif et l'individu. Or, comprendre un groupe et l'analyser, c'est aussi prendre en compte l'individu, mais par le prisme du collectif. De même, la théorie de la socialisation, qui est liée aux théories déterministes, peut être nécessaire à l'analyse des parcours individuels. Analyser l'action collective ne veut pas pour autant dire laisser l'individu et ses choix de côté. Nous pouvons comprendre aisément ici que c'est un article tiré d'une thèse et que, de par ce fait, l'auteur doit s'appuyer beaucoup plus sur ces deux théories tout en les discutant, mais ici, l'effort est un peu incompréhensible. Par ailleurs, il est difficile de rester ancré dans une ou plusieurs théories dans la mesure où c'est aussi le terrain d'enquête qui va aussi définir le point de vue sociologique. Ainsi, dans cet article, l'apport du croisement des deux théories n'est pas suffisant et reste de surface.

Ainsi, lorsque l'on prend le point de vue des travaux contenus dans *Le travail militant*, on peut s'apercevoir de la complexité de l'engagement militant et de sa multiplicité des angles d'approche. Ainsi, S. NICOURD, en s'appuyant sur la notion de *commitment* d'H.S. BECKER analyse les similitudes entre le monde associatif et le monde syndical : « Dans une association ou dans une section syndicale, quels que soient les degrés de formalisation et d'institutionnalisation, les activités sont orchestrées par des règles sociales. Dans cette perspective, le syndicaliste ou le bénévole associatif inscrit sa « bonne volonté » dans un espace de contraintes, tout en le modifiant et en se l'appropriant pour pérenniser son engagement. Si le militant ou le bénévole peut *a priori* partir à tout moment, dans les faits, l'organisation du travail peut le retenir. »<sup>71</sup>.

En effet, si chaque organisation possède des règles et des contraintes (implicites ou explicites), les militants s'organisent par rapport à elles et peuvent composer d'autres règles. Ils articulent ainsi autonomie, valeurs et projet personnel avec parfois des stratégies qu'ils mettent en place. Par ailleurs, rentrer dans une association peut apporter de nombreuses rétributions personnelles certes,

---

<sup>71</sup> S. NICOURD « Travail associatif et travail militant », *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009

mais surtout de la reconnaissance sociale. C'est notamment le cas des militants interviewés aux Ceméa.

Ainsi, dans chaque discours recueillis, il est évoqué plusieurs causes à l'engagement:

- La question du don contre don/ L'importance de la transmission des savoirs
- La question de l'utilité/ La valorisation de soi
- Le choix du degré d'implication

Commençons par la notion du don contre don, utilisée par M. MAUSS dans *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, paru dans *L'année sociologique* en 1923-1924. À l'aide d'exemples empruntés à des sociétés diverses, dans une démarche anthropologique, l'auteur montre que le don est obligatoirement suivi d'un contre-don selon des codes préétablis. Dons et contre-dons sont alors articulés autour de ce qu'il appelle la triple obligation de « donner-recevoir-rendre ». Cette triple obligation crée ainsi un état de dépendance qui autorise la recréation permanente du lien social<sup>72</sup>. Dans les discours des militants des Ceméa, la notion de don contre don apparaît dans une forme relationnelle qui revêt un aspect très puissant lors de l'engagement dans l'association. En effet, la plupart parlent d'échange entre leurs valeurs et celles des Ceméa. Ils ont aussi été formés par l'association et se sont reconnus en elle. Ainsi, elle leur offre un espace de liberté d'expression de leurs valeurs. Par ailleurs, la notion d'apprendre et de faire apprendre est aussi très présente dans les discours.

*« Je voulais échanger avec des personnes qui pensaient comme moi. Je voulais savoir comment arriver avec des idées et des valeurs et les mettre en place dans une structure qui ne pense pas du tout comme moi. [...] Une fois que tu as compris la méthode, comment ça marche, une fois que tu as compris ça, c'était cool de sentir que toi aussi tu sais des choses et que tu avais le droit de le dire. »*

*« Moi ce qui m'unit à eux ce sont les valeurs. Dans la continuité de mon parcours professionnel, les Ceméa me permettent de transmettre une partie de mon expérience. Tu partages des valeurs et tu transmets ça aux stagiaires. »*

*« Tout le monde peut apporter un truc même si tu t'engages t'es pas dans un contrat à vie, t'es libre dans ton engagement. Ça, ça me plaît de voir que les gens te font confiance, qu'ils te laissent ta*

---

<sup>72</sup> Dans un souci de clarté, la pensée de M. MAUSS est bien entendu résumée à son maximum et ne rend pas entièrement compte de la complexité exhaustive de sa pensée.

*chance. [...] J'ai envie de faire un stage pour plein de choses, le fait de pouvoir former d'autres équipes. Pouvoir transmettre quelque chose, j'ai mis un petit caillou quelque part. »*

Ici, le lien avec le don peut être fait dans la mesure où l'association leur donne un media pour exprimer et partager leurs valeurs avec les stagiaires et les autres militants, mais en échange, les valeurs de l'association sont véhiculées et les militants sont impliqués et rendent service à l'association. Même quand le militant ne fait plus d'action pour l'association, cette notion de triple obligation reste :

*« J'ai envie d'y retourner mais je peux pas, je culpabilise. C'est le fait de ne pas pouvoir donner de ma personne alors que je réutilise les choses que j'ai appris, je ne contribue plus à cette action. Je sais que c'est comme ça, et puis ne pas entretenir les liens... Il y a deux ans, j'y suis retournée pour faire des enveloppes mais purement pour me déculpabiliser, au moins je fais quelque chose. »*

Pour ce qui est de la question de la valorisation de soi et de l'importance de se sentir utile, la plupart des militants se sentent valorisés dans l'association, à travers cet effet de cooptation mais aussi par le fait qu'ils pensent que chaque personne peut apporter quelque chose au sein de l'association. Par ailleurs, nous l'avons vu précédemment, l'organisation de l'association participe à ce sentiment chez les militants. Ainsi, l'engagement va aussi être renforcé par le sentiment d'utilité.

*« Si l'on ne se sent pas utile à l'association, c'est compliqué, on sent qu'on ne peut plus rien apporter donc on fait mais sans être valorisé. »*

*« Aux Ceméa, ça me plaît beaucoup, tout le monde à un truc à apporter. Tout le monde a sa brique à apporter à l'édifice. »*

L'engagement est aussi facilité par le choix du degré d'implication dans l'association. En effet, plusieurs militants évoquent le fait d'être libre et de pouvoir faire des choix.

*« Il peut y avoir tellement de degré dans le militantisme aux Ceméa. Là tu as le choix de militer comme tu peux. Ça met personne de côté genre « toi tu fous rien, t'es jamais là » Enfin c'est comme ça que je le vois. »*

Mais parfois, ce sentiment de liberté peut prendre une autre tournure et être fort et parfois contraint. On observe ce sentiment notamment chez les permanents de l'association qui peuvent avoir du mal à articuler la contrainte et la militance :

« Si tu sais dire non, tu as le choix. Si t'es pas affecté par le chantage. Je savais que si je ne faisais pas, ils seraient dans la merde, surtout pire ! Quand c'est mes potes... Je me serai très vite sentie coupable. »

« Tu sais parfois ils te disent de faire des trucs tu les fais, t'as pas le choix même si c'est dur.

Dans ces discours, on retrouve les trois dimensions fondatrices du bénévolat évoquées par S. NICOURD dans sa recherche sur les Scouts et Guides de France :

- Le sens pour les autres ; d'où la notion d'utilité, de transmission des valeurs et du savoir.
- Le moyen de trouver sa place dans la société ; avec la création ou le renforcement d'une identité.
- La réalisation d'une expérience sociale ; par les rétributions matérielles ou sociales.

Tous ces paramètres de l'engagement incitent donc les militants à s'engager dans l'association, au prix parfois d'idéalisation de l'organisation ou de désillusions fortes. Mais on constate aussi que l'image que s'est construit l'association va impacter sur les causes de l'engagement. C'est pour cela que l'on retrouve souvent les mêmes raisons de l'engagement. En revanche, il est aussi nécessaire de comprendre comment l'acteur définit son rôle de militant et notamment le militantisme pour voir quelle forme va prendre son parcours et surtout son engagement par la suite. Cela complète ainsi les raisons qui poussent l'acteur à s'engager qui ne reste qu'un pan de l'engagement.

## B. Une définition de l'engagement faite par les militants

Lorsque l'on parle d'engagement militant, on a souvent tendance à définir sociologiquement ce concept avant d'interviewer les militants. Ici, le parti pris était de voir comment les militants des Ceméa définissent eux-mêmes leur engagement, et donc par là même comment cette définition va l'influencer et inversement. En effet, si l'on va donner une définition au militantisme c'est par rapport à la forme de son engagement et les objectifs que l'on met derrière. B. BARBANCE et A. UGHETTO-SCHLOUPT l'analysent aussi dans leur recherche sur la permanence de l'engagement chez les scouts et guides de France : « Etre bénévole, c'est aussi trouver un sens pour soi dans cet engagement au regard de son histoire personnelle. »<sup>73</sup>. Ainsi, l'engagement fait partie de la

---

<sup>73</sup> B. BARBANCE et A. UGHETTO-SCHLOUPT, « La permanence d'un engagement communautaire. Le cas des scouts et guides de France. », *Sociologies pratiques*, 2007/2, n°15, p°83-95.

construction biographique d'un individu, mais ne va pas forcément se calquer à une définition que la personne se fait du militantisme ou de l'engagement.

Nous l'avons aussi vu précédemment, c'est aussi l'association qui va façonner la façon de voir le militantisme et donc la façon de militer elle-même. En revanche, même si les Ceméa définissent l'être qui s'engage dans leur association comme militant, les formes et les définitions de ce militantisme restent quand même très individualisées.

Ainsi, sur le panel de militants interrogés, il ressort essentiellement deux grandes définitions du militantisme aux Ceméa : l'engagement physique et l'engagement moral. Même si ces termes sont d'habitude utilisés en législation, il est intéressant de les intégrer à l'analyse afin de mieux comprendre la différence entre les deux, au-delà de son caractère entre penser et agir.

### L'engagement physique

Il évoque le fait que le militant va définir son action dans le registre de l'utile, de l'agir, d'être sur le terrain. Il milite certes par rapport à des valeurs, mais pour ce type de personne, le militantisme se définit essentiellement par l'action. Pour les militants qui définissent leur action comme telle, la notion d'utilité est très prégnante dans leur discours et évoquent souvent des degrés d'implication dans la manière de militer. En revanche, ils séparent le militantisme actif des Ceméa avec le militantisme que l'on peut voir dans les rues au travers des manifestations. Ils se différencient tous des collectifs de lutte démonstratifs. Pour eux, le militantisme aux Ceméa passe par l'agir, mais l'agir dans les formations ou d'autres actions de l'association, comme participer à un regroupement par exemple, mais il ne prend pas une forme revendicative pour eux. En effet, Emile définit le militantisme de la sorte :

*« C'est être adhérent, participer régulièrement à une activité. Participer à des actions, à des revendications, des actions de formation, de défense. C'est pour cela que je ne me définis pas trop comme militant syndical, mais plus militant aux Ceméa car j'y passe du temps, de l'énergie, j'ai envie d'y apporter des choses. »*

On peut constater à travers cette définition du militantisme, qu'Emile différencie son implication aux Ceméa de celle au sein de son syndicat. On voit aussi l'importance de l'utilité dans l'action, c'est-à-dire se sentir utile au sein d'une organisation en agissant pour elle. Par la suite, il évoquera aussi ce point qui renforce la prégnance de l'action :

*« J'ai du mal à me sentir vraiment militant de l'éducation nouvelle à fond parce que je ne me suis jamais engagé à faire des méthodes complètement Freinet en classe »*

Mais il soulève aussi ce point, ces militants ont aussi comme particularité d'être ou d'avoir été, pour la plupart, engagés dans une autre association. C'est le cas pour lui, qui est syndiqué, mais aussi pour Jacqueline qui travaille pour une autre association :

*« Le militantisme c'est ça, avoir le choix, t'as le choix enfin plus ou moins, des fois t'as pas le choix. [...] J'ai fait une colo avec Line, seule colo super bien, les valeurs étaient là de fait, mais c'est dur d'appliquer tout ce que tu défends sur le terrain, donc ça fait du bien de voir des gens pareil. Il a fallu que je me batte avant pour pouvoir faire des choses. Parfois j'ai l'impression d'être seule contre le reste du monde. Faire des choses c'est important pour moi, tu te sens utile c'est vachement cool. »*

Ici, on voit aussi l'importance qu'elle porte à l'action dans son militantisme. Et, tout comme Emile, on voit aussi que l'utilité est primordiale dans son rôle de militante. Par ailleurs, lorsqu'elle évoque le fait de se battre pour pouvoir faire des choses, elle renforce l'importance de l'action dans le registre du combat, tout comme Manelle :

*« J'ai envie de militer plus, de m'engager plus, ça c'est au niveau professionnel. Niveau humain, il y a 95 personnes qui sont d'accord avec toi sur les valeurs alors que dans ton quotidien tu te bats en disant mais si c'est bien la parentalité positive ! »*

D'ailleurs, elles ne se définissent pas militantes pour les autres associations dont elles sont membres et évoquent la difficulté qu'elles ont pour mettre en place leurs valeurs sur le terrain. Quant à Paul, il ne fait pas partie d'une autre association et ne se définit plus comme militant aux Ceméa car, étant loin géographiquement, il ne peut plus agir directement.

*« Je veux agir, dans la vie on prône des idées mais on ne fait pas grand-chose. [...] Là je suis au début du niveau de militantisme. T'as pas fait grand-chose aux Ceméa, mais j'ai quand même fait. Je pense que quand on fait on est militant, là je ne fais plus pour les Ceméa, là je ne suis pas militant, je peux pas dire que je sois militant. [...] Il me semble que Danielle m'a dit t'es militant. Puis je me suis dit oui, on parle de militantisme aux regroupements donc je me suis dit oui je suis militant car l'association me détermine comme ça. »*

Mais il y a aussi le cas d'une militante, permanente aux Ceméa qui est assez révélateur de l'importance de l'agir dans l'engagement.

*« La première fois que j'ai signé la feuille avec un P<sup>74</sup>, je me suis dit tu y es mais plus concrètement. J'ai la sensation d'être encore plus engagée. [...] J'étais contente pour la continuité professionnelle, mais si j'ai envie de partir je resterais militante. Mon engagement est aussi professionnel, ça me plaît. Mais je veux garder cet équilibre, c'est bien de sortir du cadre des Ceméa, j'aime faire les choses sans y penser tout le temps et réfléchir dessus. J'aime avoir la main sur mon engagement. »*

Pour Angela, la professionnalisation est la suite logique de son engagement militant dans la mesure où elle le complète et lui fait aller plus loin. Son travail en tant que militante aux Ceméa est donc une facette de son engagement et le renforce. Pour autant, cela lui permet aussi de se distancier avec l'association, chose qu'on du mal à faire les autres militants évoqués précédemment. La professionnalisation de l'engagement possède donc chez elle une double identité ; le renforcement et la distanciation, qui peuvent paraître antinomiques.

On constate donc que les militants qui définissent l'engagement comme une action de défense des idées et des valeurs qui passe aussi par le vecteur de l'organisation. En effet, c'est au travers de l'association et des valeurs qu'elle affiche que ces militants vont pouvoir prendre une place d'acteurs qui donnent de leur personne. Dans un sens parce qu'elle permet la mise en place des idées à travers les formations, mais aussi parce qu'elle définit les acteurs comme militants pour la cause dès leur entrée.

### L'engagement moral

Pour l'engagement moral, il est défini par l'importance des valeurs sur l'action. Ici, la manière d'agir n'est pas importante et il ne suffit pas d'être dans l'action pour militer. Les militants qui se classent dans cette catégorie ne renient pas l'action mais ils ne définissent pas le militantisme au travers d'elle.

Ici, tous les militants qui définissent l'engagement de manière morale n'ont pas eu de parents ou de proches engagés. Par ailleurs, ils ne sont pas engagés dans une autre association et la plupart d'entre eux n'ont plus d'activité aux Ceméa soit parce qu'ils sont trop vieux, soit parce qu'ils ont autre chose à faire qui leur prend du temps.

---

<sup>74</sup> Pour permanent

*« Je me sens toujours militante, ah oui ! Même si je me suis arrêtée à un certain point dans ma réflexion, à une étape, mais ça me sert dans mon boulot, dans ma façon de bosser en équipe et tout. J'ai jamais été militante, les Ceméa ça a été ma seule porte d'entrée dans ce mouvement, qui m'a correspondu alors que j'étais frileuse des codes au début. C'était un espace où j'arrivais à concevoir une éthique que j'avais formulée déjà avant, ça m'a confortée, j'ai appris des choses, eu des espaces de réflexion. Maintenant que j'ai mis ce pied dedans, je me dis que ça ne peut pas s'arrêter d'être militante. Je suis militante par les idées, quelle autre manière d'être militante ? »*

On constate donc ici que ce n'est pas l'action qui est mise au premier plan mais les valeurs et la réflexion qui lui permettent d'ailleurs d'être militante en permanence même si elle n'agit plus pour l'association. Selon la typologie de l'action de M. Weber, il existe des actions rationnelles par rapport aux valeurs qui sont le principe de l'action. Ici, c'est ce que l'on retrouve aux travers du discours de Laura. Elle oriente ainsi son action militante par rapport à une certaine éthique, c'est-à-dire des valeurs qui lui sont chères et qui rappellent celles de l'association.

Pour elle, la porte d'entrée de l'association c'est la réflexion ; les Ceméa ont des valeurs mais ils y réfléchissent. Par ailleurs, elle n'envisage pas une autre manière de militer. Pour autant, on constate aussi qu'elle utilise le champ de l'action mais de manière différente que les militants précédents, c'est-à-dire par le vecteur professionnel. Elle se sert donc des valeurs qu'elle porte et que l'association a renforcées dans son travail d'éducatrice spécialisée. Ainsi, elle entend l'engagement physique, non pas dans le cadre associatif mais professionnel. L'action dépasse donc le militantisme de l'association.

Pour Farés, la définition du militantisme est très courte :

*« Un militant c'est quelqu'un qui prend le temps de défendre une idée à laquelle il croit. Moi je ne suis pas du tout militant, je ne me suis jamais senti militant, ni engagé. Quand il faut faire passer des messages auprès des stagiaires ce n'est pas dérangeant mais c'est plus personnel que pour l'association. »*

Ici, sa vision du militantisme se rapporte au temps et aux valeurs. Il n'est pas dans l'action, d'ailleurs elle compte peu car même lorsqu'il agit il n'est pas militant des Ceméa. Il ne fait pas non plus le lien avec ses études de droit. Son militantisme s'exprime par la transmission de valeurs en stage. En revanche, ses valeurs sont liées à celles de l'association et ont été véhiculées par une

ancienne militante des Ceméa avec qui il travaillait en colonie. Il possède donc des valeurs, arrive à les transmettre mais ne se considère pas comme militant, mais plutôt formateur de l'association.

Quant à Franck, c'est une autre histoire. En effet, être militant c'est « *défendre des idées auxquelles on croit.* », de « *donner des objectifs à la lutte* ». Ici, l'engagement ne passe donc pas forcément par l'action, même si Franck a beaucoup œuvré pour les Ceméa, sa définition de l'engagement ne prend pas essence dans l'action. En revanche, l'engagement physique est toujours présent car il évoque le fait d'agir tous ensemble. Mais dans la discussion l'engagement militant passait beaucoup par le fait d'insuffler des valeurs et d'en emmagasiner.

Ainsi, ce deuxième type de définition de l'engagement est plus vaste que le premier et regroupe des termes différents. En effet, si pour les deux premiers militants l'engagement passait plus par la conceptualisation des idées, le dernier acteur parle aussi du moyen de les mettre en œuvre. En revanche, on constate ici que le registre de l'action est moins évoqué que précédemment et laisse une plus grande place aux idées et aux valeurs qui vont être conceptualisées au sein de l'association.

Pour conclure cette sous-partie, il est important de mettre en lumière le fait que les acteurs arrivent à donner une définition de leur engagement, mais aussi qu'elle peut prendre des formes différentes. Par ailleurs, il est intéressant de constater que peu importe l'âge ou le sexe, les définitions de l'engagement se regroupent essentiellement autour d'une conceptualisation de l'action militante. De plus, la majorité des interviewés ne rechignent pas à employer le terme de militant pour parler d'eux dans la mesure où l'association les détermine comme tels. On peut aussi constater que la définition que donne l'acteur de l'engagement va faire écho à sa propre situation en tant que militant dans l'association. Ainsi, définir l'engagement dans un sens global est parfois difficile mais permet de comprendre ses propres façons d'agir dans un collectif.

### III. Comment les militants perçoivent et agissent sur l'association

Ce qui va aussi déterminer et marquer l'engagement d'un militant aux Ceméa c'est le regard qu'il pose sur l'association ; comment il la qualifie et comment il se pense par rapport à ses transformations. Même les militants nouvellement arrivés possèdent un certain regard sur les Ceméa. Ainsi, à travers l'évolution de l'association en lien avec les parcours des militants, nous verrons comment ils perçoivent ces changements et comment ils arrivent à s'adapter.

#### A. Des avis partagés sur les transformations de l'association

Dans la partie précédente, nous avons pu voir que les Ceméa sont une association qui a toujours évolué et s'est transformée au fil du temps, notamment par rapport à des événements plus globaux de l'histoire. Ici, c'est la répercussion de ces changements sur les acteurs qui sont intéressants à analyser. Notamment, les avis que les militants possèdent sur l'évolution récente de l'association. En effet, le fait que les entretiens se passent durant cette période de transition, tous les militants interviewés en parlent et émettent un avis dessus. Cet avis est important dans la mesure où l'implication de ces militants reste nécessaire au bon fonctionnement de l'association. Ainsi, voir comment un militant se place par rapport aux changements mais aussi comment il le perçoit va avoir un impact sur son engagement.

Faire une typologie de ces militants avec des pros et des antis évolutions serait trop réducteur par rapport à la complexité de leur pensée mais aussi de leur parcours. Ce que nous pouvons déjà dégager, par rapport aux entretiens, c'est que la vision des transformations au sein des Ceméa n'est pas une question d'âge. En effet, si l'on prend les deux militants les plus vieux : Emile et Franck, ils possèdent un avis différent sur la question. Emile constate qu'il y a des transformations dans la structuration et les objectifs de l'association, mais il ne le traite pas en termes péjoratifs :

*« Quand on me parle de transformations, je me méfie de ne pas mélanger l'aspect personnel et l'aspect de l'association. J'ai un regard personnel, quand je cherche des faits objectifs, il y avait déjà des choses étonnantes, je ne suis pas sûr que c'était mieux avant. Mais il y a des évolutions quand même dans mes débuts, en tant que militant, l'animation professionnelle n'existait pas. C'était une expérience innovante, on se disait on n'y va, on n'y va pas ? Puis aussi la multiplicité des formations. [...] Maintenant il y a moins d'enseignants, le profil du formateur a changé. »*

On constate qu'à travers la figure de l'enseignant, l'association pensait détenir une légitimité pédagogique de fait. C'est une crainte récurrente dans certains discours. La part décroissante d'enseignants au sein des Ceméa, fait craindre à certains militants une perte de légitimité en tant que mouvement pédagogique. Alors que ce n'est pas forcément le cas.

Dans un premier temps, il est intéressant de voir qu'Emile constate des changements déjà présents bien avant les plus récents, et fait le lien entre les parcours des formateurs et les nouveaux objectifs de l'association. Mais il parle d'une autre évolution ; c'est celle que l'association vit depuis quelques années :

*« Avant, l'équipe était restreinte avec un fonctionnement très familial, confidentiel. Là, le fait qu'il y ait plus de salariés, on arrive à une direction plus gestionnaire car l'entreprise est plus grosse. On a toujours été très réticent avec la logique d'entreprise qui est de faire des bénéfices, là on diffuse des idées. Là ça reste ça, mais techniquement, il y a toujours un fonctionnement d'entreprise avec des salaires, etc. Qui cohabite avec la gestion du mouvement. Les Ceméa restent sur cette idée originale : de former les gens qui font de l'animation. »*

On voit ici que l'arrivée du côté entrepreneurial lui pose question et qu'il ne veut pas que ce côté prône sur le mouvement militant. Mais il ne le craint pas et reste confiant dans le mode de gestion de l'association. Par ailleurs, si l'on regarde le parcours d'Emile, on constate qu'il n'est pas linéaire dans la mesure où il prend des responsabilités importantes dans l'association et qu'il n'a jamais hésité à s'engager plus. Il nous fait aussi part du fait qu'il n'a jamais fait une année sans stage et qu'il n'a jamais rencontré de « *découragement* » dans son implication au sein de l'association. C'est donc un militant très impliqué quels que soient les changements, et il n'a pas de regret quant à l'orientation des Ceméa.

En revanche, si l'on analyse l'entretien de Franck, on constate qu'il parle beaucoup de son expérience passée qui l'a beaucoup marquée. D'ailleurs, sur les deux heures d'entretien, il ne me parle que très peu de son travail aux Ceméa PACA, mais plus aux Ceméa en Algérie. Pour lui, ce sont des années importantes tant dans son histoire personnelle que dans son histoire militante. A l'inverse, il évoque peu son histoire militante aux Ceméa PACA et quand il l'évoque, les termes sont plus négatifs que ceux qui traitent de l'Algérie. Par ailleurs, les événements les plus marquants pour lui sont : l'absorption de l'antenne de Nice par celle de Marseille et la transformation de l'association entre le mouvement d'éducation et l'organisme de formation :

« (Il parle de l'absorption) *Je ne peux pas tout raconter, non pas pour cacher, mais j'ai eu mal. Je l'ai vécu assez difficilement. »*

« *Le gros : Marseille était très colos et pas anim pro alors que Nice était plus anim pro, très axée sur l'anim pro. Alors que maintenant à Marseille l'anim pro fait du bon boulot, mais pendant des tas d'années c'était l'anim vol. Ce qui fait débat surtout c'est la bascule entre le mouvement d'éducation et l'organisme de formation. L'outil de formation c'est le stage, c'est pas le blabla c'est de la formation. A l'époque le stage était un outil et un outil performant. Là, d'un coup avec l'anim pro on passait de quelque chose de volontaire à... il faut chercher, déposer des trucs, rentrer dans un truc voilà... »*

Ainsi, Franck a plus de mal à évoquer les changements au sein des Ceméa PACA, non pas parce qu'il est nostalgique du bon vieux temps, mais plutôt parce qu'il a vécu des moments forts dans son parcours en Algérie et qu'il a vu les différences fondamentales et politiques qu'entraîne l'arrivée de l'animation professionnelle et le ralentissement d'activité du secteur santé mentale, qui pour lui, était un secteur très politique. Le fait d'avoir vu deux fonctionnements différents et surtout d'avoir participé au développement des Ceméa en Algérie fait qu'il est difficile pour lui d'envisager la même chose aux Ceméa PACA. Par ailleurs, il confie aussi qu'il a été très mal reçu lors de son arrivée (forcée par l'Etat français) aux Ceméa en France. Dans son discours on peut voir que pour lui les Ceméa ont un sens politique fort grâce aux formations et notamment aux stages et qu'il ne faut pas perdre cet objectif de vue.

Pour continuer dans le critère de l'âge, on constate que la personne la plus critique sur les transformations de l'association fait partie des plus jeunes du panel d'interrogés. En effet, on peut expliquer cela par le fait qu'elle a vécu cette transformation de plein fouet, étant elle-même une ancienne engagée:

« *Je suis partie, le nouveau directeur arrivait. Alors ça va avec lui ? (Je lui explique que l'association est passée de 5 à 20 salariés) Oh la vache ! Ah ouais ! 20 salariés ! Mais dans le bureau, mais qu'est-ce qu'ils font ces gens ? Ah ben avec l'ancien directeur c'était pas pareil non. J'aimais bien le petit côté paternaliste de l'ancien directeur. Le nouveau directeur je le trouvais plus, oulala, j'avais l'impression qu'il allait plus être chef. Par rapport à moi mais l'ancien directeur avait un côté paternant, moins directeur. [...] J'ai l'impression que ça se développe en mini-entreprise, je le sentais avec le nouveau directeur. C'est toujours le mouvement qui fait peur, ce qui émanait de l'équipe*

*permanente qui avait peur du changement et d'être chamboulée dans leurs habitudes de travail. C'est pour ça qu'ils sont tous partis en arrêt maladie (rires) »*

Dans son discours, on constate qu'elle a vu deux modes de fonctionnement différents. Même si elle n'est pas restée longtemps quand le nouveau directeur arrivait, elle l'a mal vécu et se pose beaucoup de questions sur les nouveaux modes de fonctionnement. Le fait qu'elle se demande ce que les nouveaux permanents font évoque aussi sa crainte d'un changement radical de l'association, qui deviendrait une entreprise alors qu'elle ne la voyait pas du tout comme telle. Par ailleurs, la personnalisation de la hiérarchie est très marquée dans son discours car elle parle de ses relations avec les directeurs et moins de la manière de manager une équipe. Elle évoque aussi les sentiments des permanents et cette semi-blague sur les départs en arrêt maladie pour argumenter son propos. Son propos est donc très mitigé et sa crainte sur les transformations de l'association n'est pas universelle chez les militants mais peut être prise au sérieux car l'association tisse un lien très fort entre ses engagés. A l'inverse, une autre militante, qui a occupé le même poste qu'elle dans l'association, évoque ces changements de manière très positive :

*« Il y a de plus en plus d'actions, de permanents, David me racontait comment l'association évoluait, ils ont besoin de plus en plus de monde, c'est vachement cool de voir qu'on peut trouver les gens, c'est bien. [...] Ça fait plaisir l'asso bouge et évolue dans le bon sens, c'est très positif. »*

Il est intéressant de voir qu'à la différence de Laura ou encore de Franck et Emile, Jacqueline n'analyse pas l'évolution de l'association par rapport au côté entrepreneurial mais plutôt en rapport au côté humain, voire de l'embauche. Elle fait aussi échos à l'importance d'avoir de la main d'œuvre pour se développer et pour que l'association fonctionne bien. En revanche, elle évoque une différence entre Marseille et Nice en termes de relations salariales :

*« A Nice on est 3 à l'asso, les liens sont plus forts où il y a 14 permanents, les locaux sont plus grands, tu les croises moins. A Nice il y a tout le monde qui vient te chercher pour la pause clope. C'est différent, j'en ai parlé à David et Tom comme quoi j'étais moins à l'aise avec les personnes de Marseille. »*

Ainsi, même si l'évolution est vue en des termes positifs, elle fait quand même la distinction entre les deux bureaux où il y règne une ambiance différente. On voit toujours l'importance des liens affectifs entre les militants qui gardent quand même leur importance, même lorsqu'ils sont dans un cadre de travail. Et c'est une chose que tous les militants interrogés apprécient. En effet,

l'importance du travail en équipe et de la communication revient dans chaque discours comme pour évoquer cette particularité aux Ceméa : une entreprise qui tente de rester une association avec un mouvement et des valeurs. Même si cet avis n'est pas forcément partagé par tous les militants de l'association, il est important pour eux de constater que l'association arrive à entretenir les liens affectifs même si elle évolue.

On constate donc que les transformations au sein de l'association constituent un sujet de débat important chez les militants, qu'ils soient jeunes, vieux, hommes, femmes, permanents ou non. Par ailleurs, si les militants interrogés évoquent ce point seuls (sans question particulière de ma part), c'est qu'il revêt une préoccupation importante, notamment dans leur parcours. C'est une question qui se situe au cœur des Ceméa aujourd'hui et qui peut renvoyer aux dirigeants la question de la gestion et de l'image de l'association, à l'extérieur, comme en son sein.

## B. La question du désengagement ou du non-engagement

Si l'on s'intéresse aux engagements militants en sociologie, c'est parce qu'ils sont complexes et parfois difficiles à saisir. Par ailleurs, de nombreux facteurs peuvent en expliquer la cause. En revanche, ce phénomène social possède un autre aspect, moins visible et moins analysé ; le désengagement ou le non-engagement. Cet aspect de l'engagement est tout aussi complexe mais il possède une contrainte supplémentaire. En effet, l'engagement est visible et les militants peuvent être accessibles pour réaliser des entretiens, alors que le désengagement et surtout le non-engagement requièrent une recherche plus approfondie des acteurs et une approche beaucoup plus pensée. Effectivement, les non engagés doivent être retrouvés mais aussi interrogés de manière la plus neutre possible afin de ne pas cloisonner leur parole.

Ainsi, dans cette recherche, il nous a semblé intéressant d'interroger des militants toujours en activité dans l'association sur leurs moments de doute ou de désengagement dans leur parcours, mais aussi des anciens militants qui ne sont plus ou moins engagés dans l'association. Pour ce qui est de la question du non engagement, nous avons réussi à trouver quelques personnes qui ont été cooptées mais qui ne sont jamais venues au weekend « nouveaux formateurs ». A travers cette partie, il sera intéressant de voir les ressorts du désengagement dans les parcours militants mais aussi la manière dont les acteurs se représentent l'association lorsqu'ils reçoivent une proposition de cooptation.

Dans un premier temps, analysons les causes du désengagement au sein de l'association. Afin de mieux traiter les dires des interviewés, il est nécessaire de s'appuyer sur les travaux de X. DUNEZAT sur les collectifs de « sans »<sup>75</sup>. Pour les analyser et comprendre pourquoi il y a du désengagement au sein de ces collectifs, l'auteur entreprend ses recherches sous le prisme des rapports de domination et de la division du travail militant. En effet, pour lui, ces rapports cernent les dynamiques d'engagement qui peuvent prendre quatre degrés :

- L'extension ; le militant s'implique de plus en plus dans les actions de l'association.
- Le maintien ; le militant reste dans l'association sans forcément s'impliquer totalement.
- La décrue ; le militant participe de moins en moins aux actions.
- L'extinction ; le militant ne participe plus aux actions, ni à la vie de l'association.

Ces degrés d'engagement questionnent ainsi l'organisation du travail militant avec sa répartition des tâches et des prises de pouvoir au sein de l'association. DUNEZAT montre que les dynamiques démobilisatrices sont aussi le produit d'un processus de sélection sociale via l'organisation du travail. L'association peut alors produire du désengagement et nous allons voir comment cela se répercute dans les entretiens des militants.

En effet, si la notion de temps à consacrer pour l'engagement est souvent évoquée au sein des entretiens et peut revêtir un frein à la participation associative, les militants des Ceméa constatent aussi que faire partie de cette association demande de comprendre comment elle fonctionne et quelle est son organisation. Certains interviewés évoquent leurs premiers weekends comme une plongée dans un milieu à part entière avec des codes, des militants qui se connaissent déjà et une organisation des relations sociales qui est assez difficile à comprendre au début. Et le moment le plus marquant pour eux, c'est la première assemblée générale à laquelle ils ont participé.

*« L'AG, ben j'ai pas compris grand-chose et puis je me suis vite ennuyé parce que je ne connaissais personne qui a pu m'expliquer en gros. Du coup, je n'y suis pas retourné. »*

Ce point est aussi évoqué par X. DUNEZAT, qui prend l'AG comme point de départ pour analyser l'organisation des collectifs de « sans ». Pour lui, l'AG est un lieu où l'on peut analyser les rapports de domination et les différents clivages entre les militants qui peut en découler. Par ailleurs, « Si l'AG est toujours proclamée comme le cœur décisionnel, des instances et des procédures sont mises en place pour contourner sa pleine souveraineté et facilitent *de facto* des prises de décisions

---

<sup>75</sup> Engagement dans les collectifs de « sans », c'est-à-dire les sans-papiers, sans-emploi, etc.

conformes aux intentions du groupe prescripteur. [...] D'autre part, les contours des tâches de pouvoir et de représentation sont tellement flous que les « sans » se risquent rarement à remplacer les hommes militants. ». Dans ce passage, il y a quelques points communs avec les Ceméa. En effet, l'AG est vue par les militants non pas comme une instance de décision mais plutôt comme un bilan annuel de l'association. Même s'il y a un vote, très peu de décisions y sont prises et quelques militants témoignent du fait qu'ils ne savent pas comment exprimer leurs points de désaccord :

*« Mais quand même on ne peut pas dire ça (elle réagit sur un point budgétaire du rapport financier), on ne peut pas mettre cet argent ici, qu'est-ce que ça voudrait dire pour les salariés ? Comment on fait là pour prendre cette décision ? Quand on n'est pas d'accord comment on fait ? Comment on rentre au CA ? »*

Cette militante a réagi lors de l'AG, mais par ouvertement en prenant la parole. A la différence de certains militants qui prennent la parole pour poser des questions et pour émettre un point de vue divergent. Ces militants sont souvent plus âgés et font partie de l'association depuis longtemps. Quant à cette militante, même si cela fait longtemps qu'elle est dans l'association, elle n'a pas levé la main pour exprimer son désaccord. Par ailleurs, elle ne sait pas comment rentrer au Conseil d'Administration, ce qui doit être accessible à tous, ne l'est donc pas ou alors en informel. Peu de militants, et surtout des nouveaux formateurs savent comment participer au CA et comment intégrer des sphères décisionnelles. La compréhension du fonctionnement de l'association peut alors paraître très vague pour certains militants, ce qui peut créer du désengagement. En effet, si l'on ne comprend pas ce qui peut se jouer en informel, certains points de fonctionnement nous dépassent et l'on peut avoir du mal à s'engager pleinement. Comme le constate DUNEZAT : « ... dans la mobilisation de Rennes, toute l'organisation du travail militant a été pensée – sous l'impulsion des hommes anarchistes- de manière à combiner une structuration de la journée militante sur un mode professionnel diurne (AG de 10 heures à midi, action et/ou commission de 14 heures à 18 heures, pause le weekend) avec l'importation de modes de fonctionnement testés lors de la participation active à des mouvements étudiants. La rigueur de l'ordre du jour, sa ritualisation (trésorerie, bilan action de la veille, bilan commissions, organisation action à venir) et les compétences scolaires exigées au moment des prises de parole ont constitué un puissant ressort de clivage au sein du groupe protestataire quant à l'accès au travail prescrit d'AG. ». Ce qui pourrait impliquer de repenser le déroulement de l'assemblée générale afin d'inclure certains modes de fonctionnement implicites pour que chaque militant puisse y trouver sa place.

Ce point sur l'assemblée générale peut paraître minime, mais reflète une des trois façons de se désengager de l'association. En effet, lors de cette enquête, trois raisons au désengagement sont ressorties lors des entretiens formels et informels :

- L'incompréhension de l'organisation de l'association
- La sur implication
- Le manque de temps

Si nous avons pu voir les ressorts de l'incompréhension de l'association à travers le fonctionnement de l'AG, il en est de même pour certaines méthodes et valeurs lors des formations. En effet, la participation à certains événements de l'association n'est pas accessible à tous. Même si de nombreux « infos formateurs » circulent dans l'année et à chaque regroupement, certains militants avouent ne pas le lire par manque de temps ou encore à cause de l'incompréhension de son utilité, notamment chez les nouveaux formateurs. Il existe une certaine cooptation pour assister à des regroupements nationaux et ceux qui en sont responsables ne contactent que les militants qui semblent intéressés, que l'on a repéré comme compétents dans le domaine ou simplement que l'on connaît via son réseau personnel.

Il en va de même lorsqu'un nouveau formateur fait pour la première fois une action aux Ceméa, il ressent un sentiment de réserve, qui peut paraître normal lors de tout apprentissage :

*« J'avais cette appréhension sur ce qu'il fallait dire ou ne pas dire. En fait, on peut dire ce que l'on veut mais tant qu'on n'est pas la voix des Ceméa. »*

Ici, Farés pense que la parole est libre lorsque l'on fait une formation. En revanche, certains formateurs m'ont fait part de leurs doutes à ce sujet comme Jacqueline :

*« Au début tu penses qu'on peut tout dire, mais après tu t'aperçois que tu ne peux pas tout dire avec tout le monde. Avec certains tu peux, mais avec certains tu vois qu'il y a un jugement. Tu apprends à savoir à qui tu t'adresses et comment tu t'adresses. Des fois tu te vois à penser sur certains, mais pourquoi il a été coopté, qui l'a coopté ? »*

Ici, on constate que certains codes sont implicites et que l'association peut paraître très ouverte sur la cooptation alors qu'il y a quand même un mode de sélection que l'on apprend lorsque l'on reste longtemps dans l'association. Farés n'a que très peu participé aux regroupements, mais a vécu plus d'actions en tant qu'animateur dans la mouvance des Ceméa, tandis que Jacqueline s'est

beaucoup impliquée des différentes actions et qu'elle a pu voir les façons de faire dans l'association. Ici, ce n'est pas la vérité qui compte ni la parole d'un acteur sur un autre, mais bel et bien une différence de perception à des temps différents de l'engagement. Plus on reste aux Ceméa et plus on en apprend le fonctionnement et les codes. Mais pour cela il faut aussi trouver du sens à son engagement comme nous l'avons analysé dans les points précédents.

Par ailleurs, certains militants trouvent tellement de sens dans leur engagement, qu'ils vont se sur impliquer dans les actions et la vie de l'association. Ce phénomène a été analysé par D. GAXIE dans *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective* en 2005, mais sous le nom d'« effet surgénérateur ». Pour lui, c'est la capacité de certaines structures militantes à produire d'« autant plus de combustible qu'elles en consomment davantage ». Ainsi, l'intensité des satisfactions et du sentiment à participer à une aventure riche de sens est accrue par celle de l'engagement, du dévouement. L'association en demande beaucoup au militant, qui n'arrive plus, ni à prendre de la distance dans son engagement, ni à combiner vie personnelle et vie militante. Par ailleurs, son implication totale dans l'institution, peut aussi lui créer des désillusions, comme le fait que certains militants vont être déçus des transformations de l'association par exemple.

*« J'avais un certain statut aux Ceméa et puis peu à peu je ne me suis plus retrouvé dans ce que l'on défendait et ce que l'on mettait en place alors j'ai arrêté. J'ai envie de reprendre parfois, mais à chaque fois que j'y vais on veut m'alpaguer pour d'autres choses plus engageantes alors je dis non et je n'y retourne pas. »*

Ici, on constate deux choses : une désillusion face aux actions de l'association et le fait que Karl ne s'y retrouve plus, mais aussi le fait que l'association lui demande encore de s'engager alors qu'il ne le veut pas. Les Ceméa peuvent donc véhiculer parfois de la surgénération qui peut avoir un effet désengagement dans le parcours du militant. C'est ce qu'il s'est passé avec Anna :

*« On m'a souvent appelée, j'étais très souvent au bureau, je faisais des formations, j'étais tous les temps à droite à gauche dans les regroupements régionaux et nationaux. Je ne voyais plus ma famille. Au bout d'un moment j'ai dit stop. »*

Ici, on constate que cet effet surgénérateur peut prendre la forme d'un cercle : plus le militant s'implique, plus l'association lui en demande, plus il va s'impliquer davantage, et ainsi de suite. Par ailleurs, la reconnaissance au sein de l'association passe aussi par le fait que le militant va diversifier ces actions comme nous avons pu le constater dans la deuxième partie.

Quant à la dernière cause de désengagement, elle peut être liée à la seconde, mais elle est spécifique à un groupe de militant : ceux qui n'ont pas le temps mais qui aimeraient participer aux actions et la vie du mouvement. Ces militants ont déjà effectué des actions et ont plutôt choisi le travail ou les études au militantisme. Chez ces militants, le regret et la nostalgie font partie du discours et chez d'autres c'est plutôt l'envie de se former de nouveau qui prône.

*« Il a fallu faire un choix et j'ai laissé tomber pour la fac. Au début, on m'appelait, j'ai dit non et puis le téléphone sonne de moins en moins. J'étais toujours pris. [...] Là ça me manque, même l'animation aussi. »*

*« Dès que je reviens, je retourne aux Ceméa, c'est comme ma deuxième famille. »*

On constate donc que le désengagement militant aux Ceméa peut venir de plusieurs facteurs et qu'il est nécessaire de le remettre dans un contexte structurel mais aussi de cohésion avec la vie du militant et cela est très difficile à gérer pour l'association, qui même si elle rappelle, ne peut trouver un équilibre entre la vie et l'engagement, qui reste aux mains du militant. Pour autant, la militance peut rester sous la forme d'un engagement moral ou encore d'un engagement qui se met en place via d'autres actions hors Ceméa. Ce n'est donc pas une question d'être ou ne pas être militant mais de se définir encore en tant que tel.

Pour ce qui est du non engagement, c'est une autre histoire. En effet, toutes les personnes interrogées s'accordent sur un point : l'image sectaire que revêt l'association. Il y a notamment un moment marquant chez ces personnes qui fait qu'elles n'ont pas voulu venir au regroupement ; c'est le moment de la cooptation.

*« Lorsque le formateur est venu me dire que j'étais je ne sais pas quoi enfin qu'il aimait ma manière de penser et qu'il m'a dit que je serai formatrice j'ai eu vraiment peur là, je ne me sens pas prête hein pour faire ça. »*

*« Ils ont voulu me recruter mais en fait je ne suis pas venu. Je ne sais pas pourquoi mais quand on m'a dit que je pouvais devenir formateur et que j'allais recevoir une invitation, je me suis dit ça y est je suis dans une secte, c'était quoi le mot déjà, ah oui cooptation. J'ai des copains aux Ceméa et à chaque fois que je les vois je leur dit « alors ça va dans ta secte de communiste ? » On en rigole mais moi j'avais du mal à y être. »*

A travers ces deux discours, on constate que c'est la manière dont le formateur va présenter l'association et pourquoi il coopte la personne qui va beaucoup peser dans la balance de

l'engagement. Ici, ces deux cooptés n'ont pas sauté le pas dans la mesure où ils ont eu, à travers leur stage, une certaine image de l'association. Mais ce qui rentre aussi en jeu c'est la connaissance en amont dans l'association comme nous avons pu le voir au début de cette partie. Plus l'on va connaître l'association, plus l'on va savoir à quoi s'attendre. En revanche, cela ne veut pas dire que l'on va avoir envie d'y rentrer, mais la personne possède la plupart des informations pour faire son choix. D'ailleurs, l'aspect sectaire apparaît comme rebutant pour eux :

*« Ma directrice m'a dit tu sais l'éducation active on est tous un peu pareil, tu vas voir on est tous pareil, on pense tous pareil donc j'avais des a priori. C'est ce qui se dit, pas chez les nouveaux formateurs mais en dehors, chez d'autres animateurs. »*

L'association véhicule donc une image d'un collectif de personne qui se ressemble, nous l'avons vu précédemment avec l'appellation de militant, les codes, les weekends, etc. Cette image pourrait donc être déconstruite au sein des formations par une présentation plus détaillée de l'association, encore faut-il que cela parle aux stagiaires et qu'ils s'y intéressent. En revanche, faire attention à son image en formation peut être un travail intéressant pour les formateurs. Se poser la question de l'image que l'on va renvoyer auprès des publics pourrait permettre une ouverture au plus grand nombre, encore faut-il le vouloir, c'est aussi l'essence de la cooptation.

## Conclusion de la recherche

Au sein de cette recherche, nous avons donc analysé plusieurs aspects du monde associatif à travers un fonctionnement bien particulier ; celui des Ceméa mais aussi au prisme de l'engagement militant. Ainsi, on constate que le monde associatif est en pleine transformation. En effet, que ce soit en termes de public ou en termes de financements, la structure des associations est en train de changer et avec elle, le regard que porte la recherche sur ce sujet. Nous avons pu constater que les statistiques faites à ce sujet se tournent de plus en plus vers des préoccupations quantitatives, ce qui montre le poids que ce secteur peut avoir dans l'économie française aujourd'hui. Par ailleurs, le mode d'attribution de subventions change également avec l'arrivée des appels d'offre et des commandes passées par l'Etat et les collectivités à ces associations, qui sont souvent plus vieilles mais aussi plus grosses en termes de salariés et de budget. Ces associations remplissent des missions de services publics déléguées par les collectivités qui préfèrent les mobiliser plutôt que des entreprises, dans la mesure où elles sont déjà présentes sur le terrain, auprès d'un public souvent visé par les politiques publiques. Elles participent donc à façonner la demande étatique et mobilisent les compétences de leurs bénévoles mais aussi de leurs salariés à moindre coût financier.

Pour ce qui est de l'association des Ceméa, elle s'ancre dans cette mouvance de réponse aux appels d'offre faits par les collectivités. En parallèle, elle possède une certaine légitimité sur le territoire de par son histoire mais aussi de par la mise en valeur des compétences de ses militants et de ses permanents. Mais aussi par l'utilisation d'évaluation au sein de ses dispositifs pour appuyer son image de sérieux et d'experte des questions liées à l'animation, voire aux questions sociales. Ses multiples agréments et ses partenariats avec les collectivités publiques sont aussi gages de cette légitimité sur le terrain. Mais cette entrée de la professionnalisation de ses acteurs et l'arrivée des appels d'offre dans les années 1980, 1990, a aussi eu un impact sur l'engagement de ses militants.

En effet, et c'est ce que nous avons pu analyser dans une deuxième partie, l'histoire de l'association, ses liens avec l'éducation populaire et l'éducation nouvelle a façonné des valeurs qu'elle revendique encore aujourd'hui. Ces valeurs affichées ont un impact sur le parcours des militants qui arrivent à les comprendre et se les approprier sur le terrain (au sein des formations), ce qui renforcera leur engagement, ou à l'inverse, n'arrive pas à mobiliser ces valeurs, ni à les comprendre et qui ne s'engageront pas ou très peu de temps au sein de l'association. Ce qui peut créer des profils similaires de militants et un phénomène d'entre soi social. Ceci, appuyé de surcroît par l'acte de cooptation qui revêt une symbolique forte lors de l'entrée aux Ceméa pour tous les

militants interrogés. De par ces faits, l'association possède donc une identité très forte nationalement mais surtout localement (en lien avec sa décentralisation qui a suivi celle de l'Etat) avec une revendication d'appartenance de la part de certains militants. Avec, aussi la mobilisation de réseau et le développement d'un véritable capital social collectif qui évolue avec le temps. Si, de nos jours, la part des enseignants baisse, l'arrivée de militants issus du monde professionnel de l'animation peut faire des vagues au sein de l'association. En effet, la crainte d'une perte de valeurs ou la peur de ne plus se retrouver au sein de l'association peut apparaître dans certains discours, notamment au prisme de la transformation de l'association en entreprise. Ces craintes de militants sont légitimes mais doivent être apaisées car le monde de l'entreprise peut mobiliser des valeurs, c'est l'image que l'association veut se donner en se joignant au mouvement de l'économie sociale et solidaire. La problématique étant de combiner plusieurs logiques qui sont ressenties comme contradictoires au sein des militants. Mais il faut rappeler à ce sujet, et nous l'avons vu, que les Ceméa sont aussi une association qui s'est institutionnalisée au fil du temps, ce qui lui a permis de poser des règles et avec elles, des normes et des valeurs liées à son histoire. Sa professionnalisation entraîne donc une recomposition des valeurs et des compétences de ses militants, mais n'est pas une perte d'une identité ou d'une éthique.

Tous ces changements entraînent donc les militants à se poser des questions sur leur engagement et influe sur leur parcours. Certains s'engagent encore plus en devenant permanent, d'autres apprécient avoir le choix dans les actions, (si ce choix est perçu comme tel) et d'autres se désengagent voire ne s'engagent pas au sein des Ceméa. Leurs parcours sont donc des processus qui débutent souvent par la connaissance de l'association via trois entrées différentes et qui façonnent la forme de leur parcours, tout comme la définition qu'ils font de leur militantisme. Ces parcours sont ensuite jalonnés d'étapes en lien avec leur éthique (qu'ils construisent chaque jour) mais aussi en lien avec leur vie personnelle qui souvent va s'adapter à la forme de l'engagement. Ce qui rajoute des paramètres à la simple analyse des causes ou des raisons du militantisme. En effet, l'engagement est multiple et il évolue tout au long de la vie d'un militant. En revanche, on constate que les acteurs vont toujours trouver du sens dans leurs actions, que ce soit à travers de la transmissions de savoir-faire ou de valeurs, de l'importance de se sentir utile ou encore de l'échange et du travail en équipe au sein d'une organisation définie. Quant au désengagement, nous avons vu qu'il pouvait être lié à une sur mobilisation de la part du militant qui n'arrive plus à combiner comme il le souhaite, vie personnelle et engagement associatif. Par ailleurs, l'incompréhension de certains codes et le sentiment de non appartenance peuvent écourter l'engagement voire s'avérer un facteur de non engagement. En effet, l'association revêt quelques fois une image de secte avec des codes et une

identité trop forte pour certains cooptés qui ne se retrouvent pas ou qui n'adhèrent pas aux normes qu'elle véhicule.

Il serait donc intéressant de se pencher sur cet aspect des Ceméa, qui n'est pas récent et qui préoccupe aussi les militants de l'éducation nouvelle et de l'éducation populaire : quel lien peut-elle faire avec le monde ouvrier et quel peut être le vecteur d'intégration des classes populaires au projet de l'association ? C'est ce qu'évoquait déjà Geneviève POUJOL dans les années 1980, comment faire pour que le « populaire » ne reste pas qu'un mot accolé à éducation et qu'il soit une réalité ? Mais c'est aussi ce qui peut provoquer le débat chez les militants aux travers des préoccupations sur la professionnalisation et l'arrivée des animateurs professionnels. Comment penser le changement d'identité dans une association et un monde associatif qui se transforment sans cesse ? C'est aussi la question de ces valeurs qui se pose à travers cette problématique. En effet, faire prendre conscience aux acteurs que l'association peut se transformer sans perdre ses valeurs initiales reste un défi qui, nous l'avons vu tout au long de cette recherche, n'est pas inatteignable.

## Bibliographie

- AUGUSTIN Jean-Pierre, GILLET Jean-Claude, *L'animation professionnelle : histoire, acteurs, enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2000
- BARBANCE Blaise et UGHETTO-SCHLOUPT Alexandra, « La permanence d'un engagement communautaire. Le cas des scouts et guides de France. », *Sociologies pratiques*, 2007/2, n°15, p°83-95
- BECKER Howard Saul, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985
- BORDAT Denis, *Les CEMEA, qu'est-ce que c'est ?*, Paris, Maspero, 1976
- BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *La reproduction : Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1970.
- BOURDIEU Pierre, BOLTANSKI Luc, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2<sup>ème</sup> année, n°2-3, juin 1976, p° 4-73
- BOURDIEU Pierre, *Le capital social. Notes provisoires*, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°31, 1980, p°2-3
- BOURRIEAU Jean, *L'éducation populaire réinterrogée*, Paris, L'Harmattan, 2001
- CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Fayard, 1995
- CHAUVIERE Michel, *Le travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée*, Dunod, 2004
- J.COLEMAN, *Foundations of social theory*, Harvard University Press, Cambridge, 1990
- DUMAZEDIER Joffre, *Vacances et valeurs*, Autrement, n°111, 1990
- DUPORT Claire, « Militants sociaux : passation diffuse d'une génération à l'autre », *Jeunesse et génération(s), jeunesse et transmission*, EMPAN n°50, juin 2003
- DUPORT Claire, *Notables, militants, entrepreneurs, une histoire sociale du militantisme dans les cités*, Thèse de doctorat à l'Université de Provence Aix-Marseille 1, 2007
- ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1993
- FILLIEULE Olivier, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005
- FILLIEULE Olivier et ROUX Patricia (sous la direction de), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2009
- GAXIE Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977 p123-154

- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le seuil, 1989
- ION Jacques, *La fin des militants ?*, L'Atelier, 1997
- ION Jacques, *Militer aujourd'hui*, Autrement, 2005
- LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po. et Dalloz, 3e édition, 1997, p. 151 et suiv
- MEIRIEU Philippe, « L'éducation nouvelle, carrefour de malentendus et creuset de la tension fondatrice de l'entreprise éducative. », *L'année de recherche en sciences de l'éducation*, 2013
- MICHEL Jean-Marie, *Passeurs d'avenir, les CEMEA, un mouvement d'éducation face aux défis du XXIème siècle*, Paris, Actes Sud, 1996
- MUEL-DREYFUS Francine, *Le métier d'éducateur, les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1983
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte (6<sup>ème</sup> éd), 2014
- NICOURD Sandrine (sous la direction de), *Le travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009
- OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, op. cit., p. 82
- POUJOL Geneviève, *Education populaire, histoires et pouvoirs*, Paris, les éditions ouvrières, 1981
- POUJOL Geneviève, *Education populaire : le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, Débats jeunesse, 2000
- POUJOL Geneviève, « Education populaire, une histoire française », *Hermès la Revue*, n°42, 2005, p°126-130
- PROUTEAU Lionel (sous la direction de), *Les associations entre bénévolat et logique d'entreprise*, Rennes, PUR, 2003
- PUTNAM Robert, « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 1995, p° 65-78.
- RAVON Bertrand, « L'engagement personnel : une critique sociale de l'individualisation », *Actions associatives, solidarités et territoires*, Presses Universitaires de Saint-Etienne, 2001
- SAWICKI Frédéric et SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. », *Sociologie du travail*, 2009, p°1-29

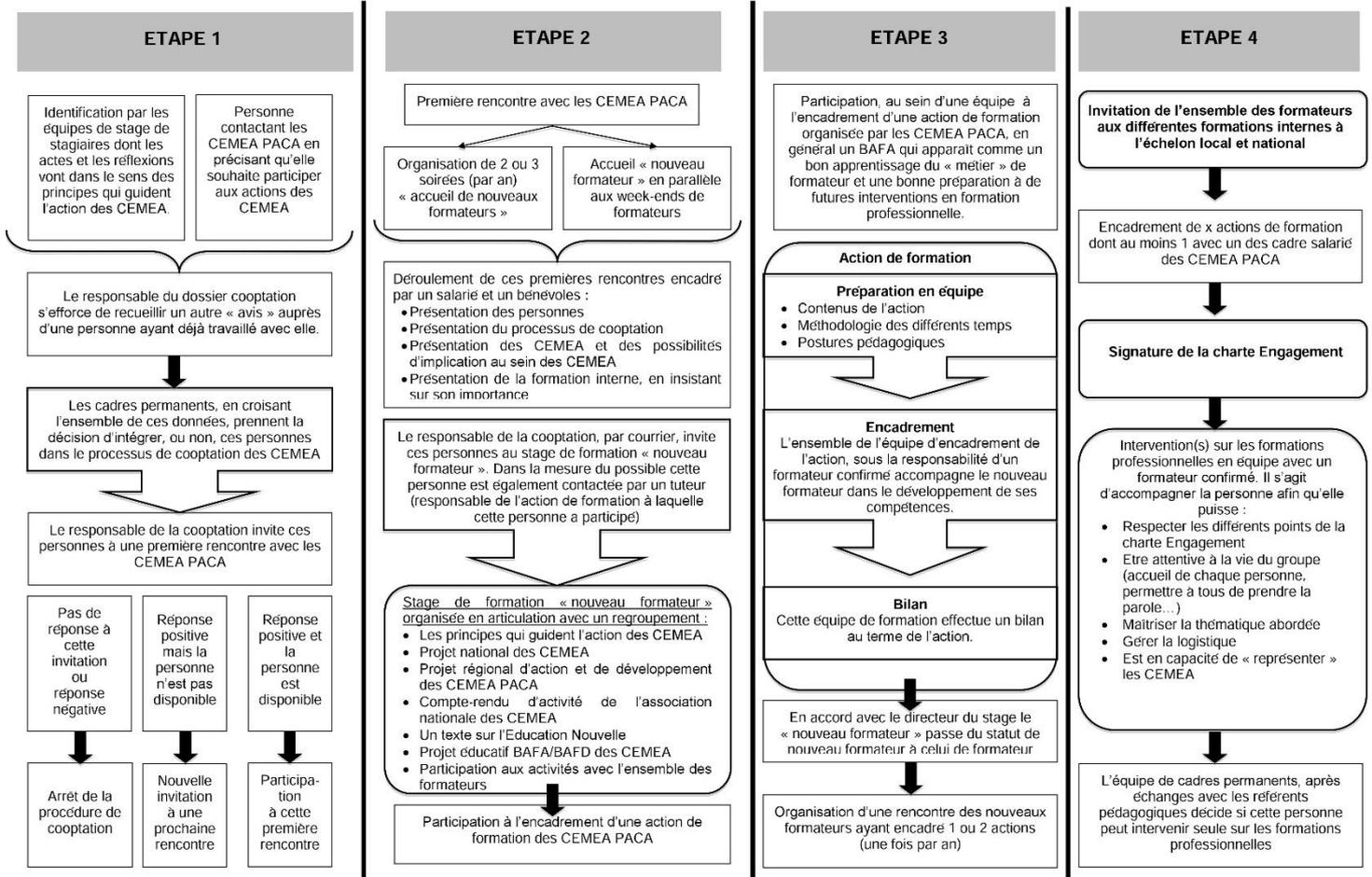
- SIMONET-CUSSET Maud, « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IRES*, N°44, 2004/1
- STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, l'Harmattan, 1992, p°153-154 (1<sup>ère</sup> éd: *Mirrors and masks: The search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959).
- TCHERNONOG Viviane, « le secteur associatif et son financement », *Informations sociales*, 2012/4 n°172, p°11-18
- VERDEZ-LEROUX Jeannine, *Le travail social*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1978
- WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004
- WITORSKI Richard, « La notion d'identité collective. », *La question identitaire dans le travail et la formation : contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 2008, p°195-213.

# Annexes

## 1. Processus d'entrée dans le mouvement des bénévoles engagés dans les actions de formation

E:\Documents\Fac AB MZM\Mémoire\Documents CEMEA mémoire\110222 processus de cooptation\_IBC.doc

### Processus d'entrée dans le mouvement des bénévoles engagés dans les actions de formation



## 2. Pacte de sécurité et de cohésion sociale pour Marseille



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille, le 6 décembre 2013



**Objet:** Pacte de sécurité et de cohésion sociale pour Marseille.

Les mesures d'urgence proposées dans le cadre d'un plan de sécurité et de cohésion sociale pour Marseille se fondent sur la nécessité d'un retour de la République dans une ville qui court le risque de s'extraire du pacte national. Marseille donne en effet de nombreux signes de "décrochage républicain":

- bascule dans la délinquance d'une frange grandissante de la population, qu'il s'agisse de l'économie sous-terraine des quartiers, ou de la délinquance en "col blanc" qui touche jusqu'aux milieux économiques et politiques; pour ces deux dimensions de la délinquance, cette bascule est parfois accompagnée dans les discours publics par une forme d'acceptation de l'illégalité et des arrangements avec les règles, acceptation qui n'est pas acceptable ;
- déni visible et croissant, tant par les habitants que parfois par les pouvoirs publics, des règles communes du vivre ensemble : comportements incivils, violences verbales, délaissement des espaces publics et collectifs, malpropretés et négligences diverses ;
- phénomènes de repli de diverses nature : risques communautaires ou identitaires, accroissement du nombre de résidences sécurisées (Marseille est la première ville en France en la matière), recours accru à l'enseignement privé (le taux moyen à Marseille est de 27% alors qu'il est de 20% en France. Ceci est vrai dans les quartiers favorisés, mais aussi dans les quartiers les plus populaires où les taux de recours au privé sont supérieurs à la moyenne nationale).

Face à ces phénomènes de défiance, d'enfermement sur le quartier et de remise en cause du contrat républicain, les mesures proposées doivent s'inscrire dans une logique de retour de la confiance dans une dynamique collective. Les pouvoirs publics, au premier rang desquels l'Etat, doivent en être les porteurs ; mais ce "retour de la République" doit être relayé et amplifié par les habitants. La réussite de MP 2013, avec ses foules investissant Marseille dans un enthousiasme serein et populaire, a montré le chemin d'une dynamique d'entraînement collectif menée par un leadership public; les actions de demain doivent amplifier cette logique en entraînant mieux les populations des quartiers défavorisés, dont de nombreux signes récents montrent la volonté et la capacité de mobilisation.

L'un des enjeux est de démultiplier la dynamique de « l'approche globale » adoptée depuis plusieurs mois à Marseille par l'ensemble des services de l'Etat, visant à donner sens et continuité entre l'action des services de police et celle de l'ensemble des acteurs de la cohésion urbaine et sociale. Il importe ainsi que les mesures mises en œuvre soient particulièrement visibles dans les quartiers faisant l'objet d'une reconquête méthodique par les services de police, par la neutralisation des réseaux de trafiquants, l'assèchement des petits points de vente et la réimplantation durable d'une présence policière rassurante.

Les mesures d'urgence s'inscrivent naturellement dans la logique du projet métropolitain, sur le fond comme dans la démarche adoptée. Elles en constituent l'amorce et le premier acte. Nécessité d'intervenir sur un territoire qui ne va pas bien, primat donné à la jeunesse, volonté de faire des diversités marseillaises un champ de capacités nouvelles, transformation et valorisation du territoire : les axes sont posés dans le projet métropolitain, ils orientent l'action, depuis l'immédiat jusqu'au temps long des grandes infrastructures. Les mesures d'urgences en constituent aussi la condition : donner sens et crédibilité à l'élan de demain passe par un début de résolution des difficultés d'aujourd'hui. Ces difficultés sont d'abord marseillaises, il faut pouvoir y répondre avant d'ouvrir à tous des perspectives élargies à l'échelle de la Métropole.

Les dispositions annoncées par le premier Ministre et le Gouvernement en septembre 2012 étaient déjà placées sous le signe de l'urgence. Deux préalables à tout développement de l'agglomération marseillaise étaient identifiés : la lutte contre la criminalité et le déblocage de la question institutionnelle ; ces chantiers sont plus qu'avancés. D'autres mesures ont lancé une réelle dynamique : renforcement des moyens de l'enseignement, moyens accrus pour la politique de la ville, déblocage de la construction de la L2, soutien massif à Marseille Provence 2013... L'Etat a été au rendez-vous. Localement, dans un certain nombre de domaines (lutte contre la précarité, éducation ou jeunesse notamment), les moyens budgétaires de l'Etat en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été d'avantage orientés sur Marseille. Mais les difficultés de cette ville ne peuvent peser sur la seule région. La profondeur des problèmes, le poids de la pauvreté dans les quartiers demandent d'aller plus loin et plus vite si l'on veut enrayer le sentiment d'aggravation et d'abandon qui est celui des habitants des zones les plus précaires, et menace toujours le fragile équilibre marseillais. Une nouvelle fois, la solidarité nationale vient prendre sa part du pacte pour Marseille, c'est le sens des annonces du premier ministre lors de son déplacement du 8 novembre 2013.

Quant à la démarche adoptée, dans cette nouvelle logique d'urgence comme dans la stratégie métropolitaine, elle est portée par les mêmes principes : l'exigence de contractualisation avec les partenaires institutionnels, et la volonté d'une co-construction participative. L'Etat entend certes donner une impulsion et un cadre aux engagements collectifs, mais doit partager l'effort dans le respect des compétences des collectivités partenaires. C'est la logique d'un « pacte » dans lequel chacun a été invité, au fil des rencontres et groupes de travail mis en œuvre en septembre et octobre 2013, à s'engager avec responsabilité. Au delà des grandes institutions, ce sont aussi les associations, les acteurs de la société civile et les collectifs des quartiers de Marseille qui ont été amenés à se prononcer, pointer souvent les carences de l'action publique, et élaborer en commun les mesures qui ont été imaginées. Les partenaires élus de ce pacte sont ainsi amenés à prendre position sur les lignes ici présentées.

Les mesures rassemblées dans ce document ne portent pas sur les questions de sécurité au sens strict, qui sont portées par la préfecture de police.

5. **Favoriser l'ouverture et la mobilité hors du quartier pour les jeunes**

- **tous les élèves de 3ème des collèges ECLAIR se verront offrir des possibilités de stage dans des grandes entreprises ou dans les services publics** (stage obligatoire qui trop souvent s'effectue dans les commerces du quartier faute de disposer d'autres proposition); Mobilisation des réseaux de grandes entreprises ; les services de l'Etat et CAF accueilleront 300 d'entre eux.
- **100 lauréats du brevet des collèges issus des quartiers se verront offrir un "tour de France Républicain" sur une semaine**, financement Etat et éventuels partenaires (50 000€ ACSé)
- **200 jeunes supplémentaires, issus des quartiers, rentreront en Service Civique, dont un tiers de « décrocheurs scolaires »** : à ce jour, à Marseille, 300 personnes sont recrutées chaque année, dont une faible part de jeunes issus des quartiers. Financement de 2M€ par l'Agence du Service Civique.
- **lancement dans 6 collèges une expérience de formation des jeunes par les jeunes (*peer education*)** impliquant les grands dans le tutorat des plus petits (4 établissements en 2014, 80 000€ ACSé)
- **chaque année seront financés 500 modules de la qualification BAFA** à des jeunes des quartiers, avec stages en internat en dehors de Marseille favorisant la rencontre avec d'autres univers (cofinancement CAF/CR 320 000 euros dont 210 000€ CAF)
- **accès facilités aux carrières de l'éducation nationale** pour les jeunes des quartiers engagés dans les parcours de l'animation ou de l'encadrement jeunesse, dans le cadre des Masters MEF (préparation des concours d'enseignant)

### 3. Définition de l'utilité publique

« La reconnaissance d'utilité publique, est une procédure de droit français par laquelle l'État reconnaît qu'une association ou une fondation présente une utilité publique, ce qui lui permet de bénéficier d'avantages spécifiques, mais lui confère aussi une légitimité particulière. La reconnaissance se fait à la suite de la demande de l'association ou de la fondation. La demande est transmise pour avis au Conseil d'État. Le cas échéant, la reconnaissance d'utilité publique se fait par décret en Conseil d'État. »

#### But d'intérêt général

« Le but de l'association doit être d'intérêt général et strictement distinct des intérêts particuliers de ses membres. Les activités de l'association :

- doivent couvrir un des domaines suivants : philanthropique, social, sanitaire, éducatif, scientifique, culturel
- ou doivent concerner la qualité de la vie, l'environnement, la défense des sites et des monuments, la solidarité internationale.

#### Influence et rayonnement

Les activités de l'association doivent dépasser le cadre local. Le nombre d'adhérents doit être conséquent (minimum fixé à titre indicatif à 200).

#### Transparence et désintéressement

Une comptabilité claire et précise doit être tenue. Les statuts de l'association doivent apporter des garanties quant à

- la cohérence des buts et des moyens de l'association,
- l'existence de règles permettant un fonctionnement démocratique
- une gestion financière désintéressée (notamment en encadrant les cumuls de fonctions de dirigeant bénévole et de salarié). L'administration fournit à cet effet un modèle de statuts spécifique pour la reconnaissance d'utilité publique.

#### Solidité financière

Une solidité financière tangible est exigée. Elle peut se traduire notamment par :

- un montant annuel minimum de ressources estimé à 46 000 €, provenant essentiellement des ressources propres de l'association (cotisations, produits financiers, production de services, ...)
- un montant de subventions publiques qui n'excède pas la moitié du budget, afin de garantir son autonomie.

- des résultats positifs au cours des 3 derniers exercices.

#### Ancienneté

Une période probatoire de fonctionnement d'au moins 3 ans après la déclaration initiale de l'association à la préfecture est nécessaire. Ce délai permet de vérifier que l'association répond bien aux critères énumérés ci-dessus. Cette période peut toutefois exceptionnellement ne pas être exigée, notamment si les ressources prévisibles sur un délai de 3 ans de l'association sont de nature à assurer son équilibre financier. »<sup>76</sup>

---

<sup>76</sup> Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : Articles 10 et 1 Décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : Articles 8 à 15 Réponse ministérielle du 17 mai 2011 relative à l'abrogation d'un décret de reconnaissance d'utilité publique.